Quatre-vingt-septième année. — N° 86. Le numéro: 15 francs. Vendredi 8 Avril 1955.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Documents administratifs	DÉBATS			Conseil économique		Documents		
					Assemblée nationale	Conseil de la République	Assemblée Union française	Avis et Rapports	Bulletin	Assemblée nationale	Conseil de la République	Assemblée Union fr.
C. C. P. : 9063.13, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et Outre-mer . .	3.450	1.800	950	300	800	600	400	250	550	1.000	500	250
Etranger.	6.600	3.400	1.750	500	2.100	1.600	800	450	850	1.700	800	400

L'Édition des **LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

Les Éditions des **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprennent le compte rendu *in extenso* des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

Éditions du **CONSEIL ÉCONOMIQUE** { Avis et rapports ; Bulletin analytique des séances.

Les Éditions des **DOCUMENTS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

L'Édition des **DOCUMENTS ADMINISTRATIFS** comprend les rapports et statistiques des administrations.

Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 31, Quai Voltaire, Paris (7e). — Tél. : LIT 27-91

SOMMAIRE

LOIS

Loi n° 55-392 du 3 avril 1955 autorisant le Président de la République à ratifier: 1° le protocole sur la cessation du régime d'occupation dans la République fédérale d'Allemagne, signé à Paris le 23 octobre 1954, et ses cinq annexes, protocole mettant en vigueur, compte tenu de certains amendements, la convention sur les relations entre les trois puissances et la République fédérale, les conventions rattachées et les lettres annexes, signées à Bonn le 26 mai 1952; 2° la convention relative à la présence des troupes étrangères sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne, signée à Paris le 23 octobre 1954 (p. 3543).

Loi n° 55-393 du 3 avril 1955 autorisant le Président de la République à ratifier le protocole modifiant et complétant le traité de Bruxelles, signé à Paris le 23 octobre 1954, et les protocoles rattachés, relatifs aux forces des puissances de l'Union de l'Europe occidentale, au contrôle des armements et à l'Agence de contrôle des armements (p. 3543).

Loi n° 55-394 du 3 avril 1955 autorisant le Président de la République à ratifier le protocole d'accession de la République fédérale d'Allemagne au traité de l'Atlantique-Nord, signé à Paris le 23 octobre 1954 (p. 3544).

Loi n° 55-395 du 3 avril 1955 autorisant le Président de la République à ratifier l'accord sur la Sarre, conclu le 23 octobre 1954 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne (p. 3544).

Loi n° 55-316 du 2 avril 1955 portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses des services militaires pour les mois d'avril, mai et juin 1955 (travaux préparatoires) (p. 3544).

Loi n° 55-317 du 2 avril 1955 portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour les mois d'avril et mai 1955 (travaux préparatoires) (p. 3545).

Loi n° 55-355 du 3 avril 1955 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1955 (travaux préparatoires) (p. 3545).

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Présidence du conseil.

Arrêté portant acceptation de démission (école nationale d'administration) (p. 3545).

Ministère de la justice.

Décret portant changement de noms (rectificatif) (p. 3545).

GRANDE CHANCELLERIE DE LA LÉGION D'HONNEUR

Décret du 30 mars 1955 relatif à la discipline de la Légion d'honneur et de la médaille militaire (p. 3545).

Ministère des affaires étrangères.

Arrêtés portant admissions à la retraite (chanceliers et tribunal arbitral mixte) (p. 3546).

Ministère de l'intérieur.

Arrêté du 28 mars 1955 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux desservants du culte catholique d'Alsace et de Lorraine (p. 3546).

Arrêté suspendant un maire de ses fonctions (p. 3546).

Ministère de la défense nationale et des forces armées.

Décrets des 5 et 7 avril 1955 portant promotion, nominations et annulation de promotions et de nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 3546).

Décrets du 5 avril 1955 portant concession de la médaille militaire (p. 3547).

Arrêté portant attribution de majorations d'ancienneté et reclassements (services techniques de l'aéronautique) (rectificatif) (p. 3547).

Tableau d'avancement de sous-officiers de l'armée de l'air (active) pour l'année 1955 (rectificatif) (p. 3547).

Ministère des finances et des affaires économiques.

Décret n° 55-396 du 7 avril 1955 portant règlement d'administration publique et modifiant le décret du 5 novembre 1931 relatif à l'organisation du cadre métropolitain des contributions diverses d'Algérie (p. 3548).

Ministère de la France d'outre-mer.

Décrets du 5 avril 1955 portant nominations et détachement dans la magistrature d'outre-mer (p. 3550).

Décrets du 5 avril 1955 portant nomination et reclassement de greffiers en chef d'outre-mer (p. 3551).

Décret du 5 avril 1955 portant nomination d'un inspecteur général des postes et télécommunications de la France d'outre-mer (p. 3551).

Arrêtés portant promotions, nomination, reclassements, mises en position de mission et rapportant certaines dispositions d'un précédent arrêté:

Administrateurs (p. 3551).

Agriculture (p. 3551).

Elevage et industries animales (p. 3551).

Travaux météorologiques (p. 3551).

Ministère de l'éducation nationale.

Arrêté du 1er avril 1955 approuvant les budgets autonomes additionnels de la Réunion des musées nationaux et des musées rattachés pour l'exercice 1954 (p. 3547).

Arrêtés portant délégation et renouvellement de mission (architecture et enseignement du premier degré) (p. 3548).

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Décret du 2 avril 1955 portant nomination d'inspecteurs généraux des ponts et chaussées (p. 3548).

Arrêté du 25 mars 1955 portant application du décret du 10 décembre 1948 aux enseignements et jurys de concours organisés par l'école nationale de l'aviation civile (p. 3548).

Ministère de l'industrie et du commerce.

Arrêté agréant du matériel pour emploi dans les mines grisouteuses (rectificatif) (p. 3552).

Arrêté portant nomination d'un secrétaire de la commission des marchés de Gaz de France (p. 3552).

INFORMATION

Décret du 5 avril 1955 abrogeant les dispositions d'application de la loi du 11 mai 1946 à une entreprise de presse (p. 3552).

Ministère de l'agriculture.

Décret du 5 avril 1955 portant mutation d'un conservateur des eaux et forêts (p. 3552).

Arrêté du 23 mars 1955 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux de création d'une piste intercommunale (p. 3552).

Arrêté portant nomination d'un membre du conseil d'administration du centre technique des conserves de produits agricoles (p. 3552).

Ministère du travail et de la sécurité sociale.

Décret n° 55-397 du 5 avril 1955 tendant à modifier l'article 2 du décret n° 53-831 du 12 septembre 1953 relatif aux indemnités susceptibles d'être allouées aux présidents et rapporteurs des conseils et commissions dépendant du ministère du travail et de la sécurité sociale (p. 3552).

Arrêté du 31 mars 1955 agréant des organismes pour la vérification des appareils de levage autres que les ascenseurs et monte-charge (p. 3553).

Arrêtés des 2 et 4 avril 1955 autorisant le fonctionnement et approuvant les statuts modifiés de caisses de retraites et institutions de prévoyance (p. 3553).

Arrêté du 4 avril 1955 relatif au tarif de responsabilité des organismes de sécurité sociale (p. 3553).

Arrêtés du 4 avril 1955 approuvant les statuts et la fusion de sociétés mutualistes (p. 3553).

Arrêté portant désignation de membres de la commission nationale d'appel des conflits d'affiliation aux caisses d'allocation vieillesse des non-salariés (p. 3554).

Arrêtés portant détachements (directions régionales de la sécurité sociale) (p. 3554).

Ministère de la reconstruction et du logement.

Arrêtés portant promotions et nominations (inspection générale et services extérieurs) (p. 3554).

Ministère de la santé publique et de la population.

Arrêté du 6 avril 1955 mettant fin à l'application des dispositions de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945, complétée par la loi n° 48-833 du 19 mai 1948, à l'égard des médecins des services antituberculeux publics et des médecins des hôpitaux psychiatriques (p. 3555).

Arrêtés portant attribution de majorations d'ancienneté et promotions (administration centrale) (p. 3555).

Ministère des anciens combattants et victimes de guerre.

Arrêtés portant nominations (services extérieurs) (p. 3555).

Ministère des affaires marocaines et tunisiennes.

Arrêtés du 4 avril 1955 instituant des commissions administratives paritaires (p. 3555).

Arrêté du 4 avril 1955 réglementant le concours pour le recrutement d'adjoints de contrôle (p. 3556).

Ministère des postes, télégraphes et téléphones.

Arrêtés portant nominations, titularisations, mutation, détachements, maintien en détachement et admissions à la retraite (administration centrale et services extérieurs) (p. 3557).

Suspension temporaire de fonctions (p. 3558).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Conseil de la République. — Rectifications au compte rendu *in extenso* de la séance du vendredi 1er avril 1955 (p. 3558).

INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Rectifications aux comptes rendus *in extenso* des séances des 22 et 31 mars 1955 (p. 3558).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Avis relatif à l'organisation de concours pour le recrutement de conducteurs de chantiers des ponts et chaussées (p. 3559).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Avis de concours pour le recrutement de conseillers agricoles (p. 3559).

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Opérations des caisses d'épargne ordinaires avec la caisse des dépôts et consignations (p. 3559).

Situation de la Banque de France (p. 3560).

Annonces (p. 3561).

LOIS

LOI n° 55-392 du 3 avril 1955 autorisant le Président de la République à ratifier: 1° le protocole sur la cessation du régime d'occupation dans la République fédérale d'Allemagne signé à Paris le 23 octobre 1954 et ses cinq annexes, protocole mettant en vigueur, compte tenu de certains amendements, la convention sur les relations entre les trois puissances et la République fédérale, les conventions rattachées et les lettres annexes signées à Bonn le 26 mai 1952; 2° la convention relative à la présence des troupes étrangères sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne signée à Paris le 23 octobre 1954 (1).

Après avis de l'Assemblée de l'Union française.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Art. 1er. — Le Président de la République est autorisé à ratifier le protocole sur la cessation du régime d'occupation dans la République fédérale d'Allemagne signé à Paris le 23 octobre 1954 et ses cinq annexes, protocole mettant en vigueur, compte tenu de certains amendements, la convention sur les relations entre les trois puissances et la République fédérale, les conventions rattachées et les lettres annexes signées à Bonn le 26 mai 1952.

Art. 2. — Le Président de la République est autorisé à ratifier la convention relative à la présence de troupes étrangères sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne, signée à Paris le 23 octobre 1954.

Art. 3. — Un exemplaire du protocole et de la convention visés ci-dessus demeurera annexé à la présente loi (2).

Art. 4. — Le dépôt des instruments de ratification sur le protocole et sur la convention visés par les articles précédents devra avoir lieu conjointement pour l'ensemble des accords signés à Paris le 23 octobre 1954 et qui constituent un tout.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 avril 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,
EDGAR FAURE.

Le ministre des affaires étrangères,
ANTOINE PINAY.

Le ministre délégué à la présidence du conseil,
GASTON PALEWSKI.

Le ministre de la défense nationale et des forces armées,
PIERRE KŒNIG.

Loi n° 55-392. TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale:

Projet de loi n° 9432;
Avis de l'*Assemblée de l'Union française* discuté et adopté le 16 décembre 1954 après un rapport de M. Heline au nom de la commission des relations extérieures;
Rapport de M. Isorni au nom de la commission des affaires étrangères, n° 9704;
Avis des commissions des affaires économiques (n° 9745), de la défense nationale (n° 9763), des finances (n° 9766), des territoires d'outre-mer (n° 9775), de la production industrielle (n° 9734), des pensions (n° 9760);
Discussion: 20, 21, 22 et 23 décembre 1954;
Adoption le 23 décembre 1954.

Conseil de la République:

Transmission n° 757, année 1954;
Rapport de M. Debré au nom de la commission des affaires étrangères (n° 140, année 1955);
Avis des commissions des affaires économiques (n° 142, année 1955), de la production industrielle (n° 143, année 1955), de la défense nationale (n° 146, année 1955), des finances (n° 167, année 1955), de la France d'outre-mer (n° 176, année 1955);
Discussion: 23, 24, 25 et 26 mars 1955;
Adoption le 26 mars 1955.

Assemblée nationale:

Acte pris de l'adoption sans modification le 28 mars 1955.

(2) Ils seront publiés ultérieurement au *Journal officiel*.

LOI n° 55-393 du 3 avril 1955 autorisant le Président de la République à ratifier le Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles, signé à Paris le 23 octobre 1954, et les Protocoles rattachés, relatifs aux forces des puissances de l'Union de l'Europe occidentale, au contrôle des armements et à l'Agence de contrôle des armements (1).

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Article unique. — I. — Le Président de la République est autorisé à ratifier le Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles, signé à Paris le 23 octobre 1954, et les Protocoles rattachés relatifs aux forces des puissances de l'Union de l'Europe occidentale, au contrôle des armements et à l'Agence de contrôle des armements.

II. — Le dépôt des instruments de ratification sur les Protocoles visés par l'alinéa 1er devra avoir lieu conjointement pour l'ensemble des accords signés à Paris le 23 octobre 1954 et qui constituent un tout.

III. — Un exemplaire des Protocoles visés ci-dessus demeurera annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 avril 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,
EDGAR FAURE.

Le ministre des affaires étrangères,
ANTOINE PINAY.

Le ministre délégué à la présidence du conseil,
GASTON PALEWSKI.

Le ministre de la défense nationale et des forces armées,
PIERRE KŒNIG.

Loi n° 55-393. TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale:

Projet de loi n° 9806;
Rapport de M. Billotte au nom de la commission des affaires étrangères (n° 9837);
Discussion les 20, 21, 22, 23, 27, 29 et 30 décembre 1954;
Adoption le 30 décembre 1954;

Conseil de la République:

Transmission n° 777, année 1954;
Rapport de M. Debré, au nom de la commission des affaires étrangères (n° 140, année 1955);
Avis de la commission des affaires économiques (n° 142, année 1955);
Avis de la commission de la production industrielle (n° 143, année 1955);
Avis de la commission de la défense nationale (n° 146, année 1955);
Avis de la commission des finances (n° 167, année 1955);
Avis de la commission de la France d'outre-mer (n° 176, année 1955);
Discussion les 23, 24, 25 et 26 mars 1955;
Adoption le 26 mars 1955.

Assemblée nationale:

Acte pris de l'adoption sans modification le 28 mars 1955.

(2) Ils seront publiés ultérieurement au *Journal officiel*.

LOI n° 55-394 du 3 avril 1955 autorisant le Président de la République à ratifier le protocole d'accession de la République fédérale d'Allemagne au traité de l'Atlantique-Nord, signé à Paris, le 23 octobre 1954 (1).

Après avis de l'Assemblée de l'Union française,

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Art. 1er. — Le Président de la République est autorisé à ratifier le protocole d'accession de la République fédérale d'Allemagne au traité de l'Atlantique-Nord.

Art. 2. — Un exemplaire du protocole visé ci-dessus demeurera annexé à la présente loi (2).

Art. 3. — Le dépôt des instruments de ratification sur le protocole visé par les articles précédents devra avoir lieu conjointement pour l'ensemble des accords signés à Paris le 23 octobre 1954 et qui constituent un tout.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 avril 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,
EDGAR FAURE.

Le ministre des affaires étrangères,
ANTOINE PINAY.

Le ministre délégué à la présidence du conseil,
GASTON PALEWSKI.

Le ministre de la défense nationale et des forces armées,
PIERRE KŒNIG.

Loi n° 55-394. TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale:

Projet de loi n° 9432;
Avis de l'*Assemblée de l'Union française*, discuté et adopté le 16 décembre 1954 après un rapport de M. Helène, au nom de la commission des relations extérieures;
Rapport de M. Biliotte, au nom de la commission des affaires étrangères (n° 9703);
Avis de la commission de la production industrielle (n° 9731);
Avis de la commission des affaires économiques (n° 9745);
Avis de la commission des pensions (n° 9760);
Avis de la commission de la défense nationale (n° 9763);
Discussion les 20, 21, 22, 25, 27 et 29 décembre 1954;
Adoption le 29 décembre 1954.

Conseil de la République:

Transmission n° 764, année 1954;
Rapport de M. Debré, au nom de la commission des affaires étrangères (n° 110, année 1955);
Avis de la commission des affaires économiques (n° 142, année 1955);
Avis de la commission de la production industrielle (n° 143, année 1955);
Avis de la commission de la défense nationale (n° 146, année 1955);
Avis de la commission des finances (n° 187, année 1955);
Discussion les 23, 24, 25 et 26 mars 1955;
Adoption le 26 mars 1955.

Assemblée nationale:

Acte pris de l'adoption sans modification le 28 mars 1955.

(2) Il sera publié ultérieurement au *Journal officiel*.

LOI n° 55-395 du 3 avril 1955 autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord sur la Sarre conclu le 23 octobre 1954 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne (1).

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Article unique. — Le Président de la République est autorisé à ratifier l'Accord sur la Sarre conclu le 23 octobre 1954, entre la République française et la République fédérale d'Allemagne et dont le texte est annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 avril 1955.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,
EDGAR FAURE.

Le ministre des affaires étrangères,
ANTOINE PINAY.

Le ministre délégué à la présidence du conseil,
GASTON PALEWSKI.

Le ministre de la défense nationale et des forces armées,
PIERRE KŒNIG.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
PIERRE PFLIMLIN.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
ANDRÉ MORICE.

Loi n° 55-395. TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale:

Projet de loi n° 9658;
Rapport de M. Vendroux au nom de la commission des affaires étrangères (n° 9689);
Avis des commissions de la production industrielle (n° 9772), des finances (n° 9765), des affaires économiques (n° 9744);
Discussion: 20, 21, 22 et 23 décembre 1954;
Adoption le 23 décembre 1954.

Conseil de la République:

Transmission n° 758, année 1954;
Rapport de M. Pinton au nom de la commission des affaires étrangères (n° 141, année 1955);
Avis de la commission des affaires économiques (n° 144, année 1955), de la production industrielle (n° 145, année 1955);
Discussion: 23, 24, 25 et 26 mars 1955;
Adoption le 26 mars 1955.

Assemblée nationale:

Acte pris de l'adoption sans modification le 28 mars 1955.

(2) Ils seront publiés ultérieurement au *Journal officiel*.

Loi n° 55-346 du 2 avril 1955 portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses des services militaires pour les mois d'avril, mai et juin 1955.

TRAVAUX PREPARATOIRES

Assemblée nationale:

Projet de loi n° 10533.
Rapport de M. Ch. Pineau au nom de la commission des finances (n° 10581).
Discussion et adoption le 1er avril 1955.

Conseil de la République:

Transmission n° 226, année 1955.
Rapport de M. Courrière au nom de la commission des finances (n° 235, année 1955).
Discussion et adoption de l'avis le 2 avril 1955.

Assemblée nationale:

Acte pris de l'adoption conforme le 2 avril 1955.

NOTA. — Le texte de la loi a été publié au *Journal officiel* du 3 avril 1955.

Loi n° 55-347 du 2 avril 1955 portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour les mois d'avril et mai 1955.

TRAVAUX PREPARATOIRES

Assemblée nationale:

Projet de loi n° 10532.

Rapport de M. Charles Barangé au nom de la commission des finances (n° 10589).

Discussion et adoption le 1er avril 1955.

Conseil de la République:

Transmission (n° 224, année 1955).

Rapport de M. Pellenc au nom de la commission des finances (n° 236, année 1955).

Discussion et adoption de l'avis le 2 avril 1955.

Assemblée nationale:

Acte pris de l'adoption conforme le 2 avril 1955.

NOTA. — Le texte de la loi a été publié au *Journal officiel* du 3 avril 1955.

Loi n° 55-355 du 3 avril 1955 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1955.

TRAVAUX PREPARATOIRES

Assemblée nationale:

Projet de loi n° 9293.

Lettres rectificatives (nos 9539-10360-10423).

Rapports de M. Leenhardt au nom de la commission des finances (nos 9447 et 10371).

Avis de la commission de l'intérieur (n° 9517).

Discussion et adoption les 22, 23, 24 novembre 1954 et 16 mars 1955.

Conseil de la République:

Transmission (n° 150, année 1955).

Rapport de M. Masteau au nom de la commission des finances (n° 210, année 1955).

Discussion et adoption le 31 mars 1955.

Assemblée nationale:

Projet de loi modifié par le Conseil de la République (n° 10601).

Adoption le 1er avril 1955.

Conseil de la République:

Transmission (n° 227, année 1955).

Rapport de M. Pellenc (n° 234).

Adoption le 2 avril 1955 (n° 73).

Assemblée nationale:

Projet de loi modifié par le Conseil de la République (n° 10625).

Rapport de M. Leenhardt (n° 10626).

Adoption le 2 avril 1955 (n° 1892).

Conseil de la République:

Transmission (n° 240, année 1955).

Rapport de M. Pellenc (n° 241).

Adoption le 2 avril 1955 (n° 77).

Assemblée nationale:

Acte pris de l'adoption conforme le 2 avril 1955.

NOTA. — Le texte de la loi a été publié au *Journal officiel* du 4 avril 1955.

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU CONSEIL

Ecole nationale d'administration.

Par arrêté du 4 avril 1955, la démission d'élève de l'école nationale d'administration, présentée par M. Robert Contensou, est acceptée à compter du 1er avril 1955.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décret portant changement de noms.

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 février 1955: page 1509, 1re colonne, 21e ligne, au lieu de: « Rotszyld (Abram-Jacob), né le 23 janvier 1915 », lire: « Rotszyld (Abram-Jakob), né le 23 janvier-5 février 1915 ».

GRANDE CHANCELLERIE DE LA LEGION D'HONNEUR

Décret du 30 mars 1955 relatif à la discipline de la Légion d'honneur et de la médaille militaire.

Par décret en date du 30 mars 1955, pris en exécution des décrets des 16 mars et 24 novembre 1852, les peines disciplinaires ci-après ont été prononcées:

Est exclu de la Légion d'honneur, à partir de la date du décret, et privé en outre définitivement du droit de porter toute autre décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie:

Dubled (Maurice-Henry-Jacques), chevalier de la Légion d'honneur du 25 décembre 1929, lieutenant-colonel de gendarmerie en retraite.

Est rayé des contrôles de la médaille militaire, à partir de la date du décret, et privé en outre définitivement du droit de porter toute autre décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie:

Lafond (Lucien), médaillé militaire du 4 mars 1943, en qualité de sergent au 1er régiment d'infanterie.

Est suspendu pendant dix ans, à partir de la date de la notification du décret, de l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de membre de la Légion d'honneur et de médaillé militaire, et privé en outre, pendant le même laps de temps, du droit de porter toute autre décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie:

Messelier (Victor-Léon), chevalier de la Légion d'honneur du 14 juillet 1947, médaillé militaire du 17 mai 1941, en qualité d'ancien soldat au 52e bataillon de mitrailleurs motorisés.

Est suspendu pendant dix ans, à partir de la date de la notification du décret, de l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de médaillé militaire, et privé en outre, pendant le même laps de temps, du droit de porter toute autre décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie:

Rhein (Georges-Louis-Jules), médaillé militaire du 9 juillet 1951, en qualité de sergent-chef d'infanterie.

Est suspendu pendant cinq ans, pour compter du 7 juillet 1954, de l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de membre de la Légion d'honneur, et privé en outre, pendant le même laps de temps, du droit de porter toute autre décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie:

Miller (Georges-Emile), chevalier de la Légion d'honneur du 15 novembre 1946, en qualité de capitaine, direction du service du matériel de la 6e région.

Est suspendu pendant cinq ans, à partir de la date de la notification du décret, de l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de membre de la Légion d'honneur, et privé en outre, pendant le même laps de temps, du droit de porter toute autre décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie:

Soutié (Pierre-Claude-Léopold-Hugues), chevalier de la Légion d'honneur du 5 janvier 1954, en qualité de directeur de la *Tribune du Centre et du Sud-Est*.

Est suspendu pendant cinq ans, à partir de la date de la notification du décret, de l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de médaillé militaire, et privé en outre, pendant le même laps de temps, du droit de porter toute autre décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie:

Cavallera (Auguste-Honoré), médaillé militaire du 9 juillet 1951, en qualité d'adjudant-chef de l'infanterie coloniale.

Est suspendu pendant un an, à partir de la date de la notification du décret, de l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de médaillé militaire, et privé en outre, pendant le même laps de temps, du droit de porter toute autre décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie:

Lebrand (Henri), médaillé militaire du 8 novembre 1915, en qualité de chasseur au 17e bataillon de chasseurs.

Est suspendu pendant six mois, à partir de la date de la notification du décret, de l'exercice des droits et prérogatives attachés à la qualité de médaillé militaire, et privé en outre, pendant le même laps de temps, du droit de porter toute autre décoration française ou étrangère ressortissant à la grande chancellerie.

Guerlain (Emile), médaillé militaire du 20 décembre 1935, en qualité de sergent clairon, 19e régiment mixte d'infanterie coloniale.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Chanceliers.

Par arrêté du 24 mars 1955, M. Fourgeot (Henri), chancelier de 1re classe, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

Tribunal arbitral mixte.

Par arrêté du 2 avril 1955, M. Lamperiere (Hippolyte), agent du Gouvernement français près le tribunal arbitral mixte, est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Echelonnement indiciaire applicable aux desservants du culte catholique d'Alsace et de Lorraine.

Le ministre de l'intérieur, le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu le décret n° 18-1108 du 10 juillet 1918 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites,

Arrêtent:

Article unique. — A compter du 1er janvier 1955, l'échelonnement indiciaire applicable aux desservants du culte catholique d'Alsace et de Lorraine est fixé ainsi qu'il suit:

Desservant de plus de 65 ans	Indice 300
Desservant de 55 à 65 ans	— 273
Desservant de 45 à 55 ans	— 245
Desservant de 35 à 45 ans	— 215
Desservant de moins de 35 ans	— 185

Fait à Paris, le 28 mars 1955.

Pour le ministre de l'intérieur et par délégation:
Le secrétaire général du ministère de l'intérieur,
RENÉ PAIRA.

Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,
GILBERT-JULES.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur de la fonction publique,
PIERRE CHATENET.

Suspension d'un maire de ses fonctions.

M. Porcher (Albert) a été suspendu de ses fonctions de maire de la commune de Neuvillette-en-Charnie (Sarthe) par arrêté en date du 4 avril 1955, pour une durée de trois mois à dater de la notification à l'intéressé de l'arrêté du préfet de la Sarthe en date du 15 mars 1955.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

Décrets du 5 avril 1955 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 5 avril 1955, pris sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de la défense nationale et des forces armées, sont nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade de chevalier.

A TITRE POSTHUME

INDOCHINE

Alousque (Henri-Jean-Marie), lieutenant, 8e bataillon de parachutistes de choc.

Flaman (Ferdinand), capitaine, bataillon de marche du 5e régiment d'infanterie coloniale.

Francois (Jean), lieutenant, 1/2e régiment étranger d'infanterie.

Lafont (Jacques-Antoine-André), lieutenant, 1/8e régiment de tirailleurs marocains. Cette nomination annule et remplace la citation à l'ordre du corps d'armée accordée par ordre général n° 911 du 26 juin 1954 du général commandant en chef.

Prudhomme (Pierre-Marie-Jules), capitaine, 6e régiment d'infanterie coloniale. Cette nomination annule et remplace la citation à l'ordre de l'armée accordée par décision du 11 septembre 1953, publiée au *Journal officiel* du 20 septembre 1953.

Roy (Bernard-Joseph), lieutenant, 2/1er régiment de tirailleurs algériens.

Samychetti Mounou, sergent, 8e bataillon parachutiste de choc, mle 1329/49. Cette nomination annule et remplace la concession de la médaille militaire attribuée par décret du 14 décembre 1954, publié au *Journal officiel* du 17 décembre 1954.

Ces nominations comportent l'attribution de la Croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs avec palme.

Par décret du Président de la République en date du 5 avril 1955, rendu sur les propositions du président du conseil des ministres et du ministre de la défense nationale et des forces armées, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur portant que les dispositions dudit décret n'ont rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, la croix de chevalier de la Légion d'honneur a été conférée, à titre posthume, aux officiers de marine désignés ci-après:

Laugier (Jean-Marie-Paul), enseigne de vaisseau de 1re classe.

Robin (Jean-André), enseigne de vaisseau de 1re classe.

Serres (Christian-Paul-Antoine), enseigne de vaisseau de 1re classe.

Voge (Louis-Paul-Victor), enseigne de vaisseau de 1re classe.

Ont été cités.

Par décret du Président de la République en date du 5 avril 1955, rendu sur les propositions du président du conseil des ministres et du ministre de la défense nationale et des forces armées, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur portant que les dispositions dudit décret n'ont rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, la croix de chevalier de la Légion d'honneur est conférée, à titre posthume, à l'officier désigné ci-après:

Péri (Claude-André-Michel), lieutenant de vaisseau de réserve. A été cité.

Décrets du 5 avril 1955 portant annulation de promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 5 avril 1955, pris sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de la défense nationale et des forces armées, sont annulées comme faisant double emploi la promotion et les nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur prononcées par décret du 3 décembre 1954 (*Journal officiel* du 12 décembre 1954), en ce qui concerne:

1° *Au grade d'officier.*

INFANTERIE MÉTROPOLITAINE

Martinelli (Jean-Charles-Henri), chef de bataillon; 22 ans de services, 11 campagnes. Chevalier du 1er octobre 1946. 4 ans de majorations pour campagnes. Blessé. Cité.

2° *Au grade de chevalier.*

ARME BLINDÉE ET CAVALERIE

Chambris (Pierre-Victor-Marie), chef d'escadrons; 19 ans de services, 10 campagnes. Blessé. Cité.

CADRE DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS DES CORPS DE TROUPE

Bousquet (Marius), capitaine; 25 ans de services et majorations, 6 campagnes. Cité.

Par décret du Président de la République en date du 5 avril 1955, pris sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de la défense nationale et des forces armées, sont annulées, comme faisant double emploi, les promotion et nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur désignées ci-après:

1° *Au grade d'officier.*

Décret du 20 octobre 1954

(*Journal officiel* du 23 octobre 1954, p. 10031.)

ARTILLERIE COLONIALE

Vaillant (Guy-Albert-Germain), colonel; 32 ans de services et majorations, 18 campagnes. Chevalier du 15 janvier 1947. 4 ans de majorations pour campagnes. Cité.

2° *Au grade de chevalier.*

Décret du 3 décembre 1954

(*Journal officiel* du 12 décembre 1954, p. 11638.)

GÉNIE

Arme.

Sudrat (André-Vincent-Mathieu), chef de bataillon; 24 ans de services, 9 campagnes. Cité.

Décret du 7 avril 1955 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 7 avril 1955, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et des forces armées, le conseil de l'ordre entendu, est promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur (décrets n° 50-661 du 11 juin 1950, n° 51-760 du 14 juin 1951 et n° 54-610 du 10 juin 1954):

Au grade d'officier.

Ulver (Henri-Georges). Cette promotion comporte l'attribution de la Croix de guerre avec palme, elle annule les citations accordées pour les mêmes faits.

Décrets du 5 avril 1955 portant concession de la médaille militaire.

Par décret du Président de la République en date du 5 avril 1955, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de la défense nationale et des forces armées, vu la déclaration du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur portant que les dispositions dudit décret n'ont rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, la médaille militaire a été concédée aux officiers mariniers et matelots dont les noms suivent:

DÉCORATION A TITRE POSTHUME

Chabot (Gilbert-Gaston), second maître fusilier, mle 1446-Biz.-46.
Cousinet-Roué (Claude-Jean-Léon), matelot radio, mle 568-B-46.
Hebrard (Claude-Jean), matelot électricien, mle 2605-T-52.
Lys (Léon-Clément), second maître canonnier, mle 1766-C-35.
Roy (Louis-Roland-Paul), matelot gabier, mle 1034-T-52.

Ont été cités.

Par décret du Président de la République en date du 5 avril 1955, rendu sur les propositions du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et des forces armées, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur portant que les dispositions dudit décret n'ont rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, la médaille militaire a été concédée à l'officier marinier dont le nom suit:

ARMEE ACTIVE

DÉCORATION AVEC TRAITEMENT

(Pour compter du 31 décembre 1954.)

Bong Huynh, second maître maître d'hôtel, mle 393-IC-51; 20 ans 9 mois de services.

Services techniques de l'aéronautique.

Rectificatif au *Journal officiel* du 29 mars 1955: page 3078, 2e colonne, 38e ligne, M. Wepierre (André), au lieu de: « date d'effet de la promotion au 3e échelon de son grade de technicien chef de travaux reportée du 9 novembre 1953 au 27 septembre 1954 », lire: « date d'effet de la promotion au 3e échelon de son grade de technicien chef de travaux reportée du 9 novembre 1954 au 27 septembre 1954 ».

Tableau d'avancement de sous-officiers de l'armée de l'air (active) pour l'année 1955.

Rectificatif au *Journal officiel* du 4 mars 1955:

Page 2374, branche 58, télémécanique radio et D. E. M., 2e colonne, après n° 27, au lieu de: « 27 », lire: « 28 ».

Page 2376, branche 53, mécanique armement, 2e colonne, n° 19, au lieu de: « Favetti », lire: « Favetti »; branche 59, télémécanique fil, 1re colonne, n° 8, au lieu de: « Favre » ,lire: « Fevre ».

Page 2377, branche 33, sécurité aérienne, 2e colonne, n° 7, au lieu de: « Cretignon », lire: « Cretinon »; branche 68, mess et ordinaire, 1re colonne, n° 1, au lieu de: « Sauvignat », lire: « Savignat ».

Page 2378, branche 83, secrétariat, 1re colonne, n° 32, au lieu de: « Fillee (René-Aarthur) », lire: « Fillee (René-Arthur) »; n° 33, au lieu de: « Rillebeau », lire: Billebeau »; branche 81, comptabilité, 1re colonne, n° 11, au lieu de: « Delhome », lire: « Delhomme ».

Page 2379, branche 51, mécanique avion, 4e colonne, n° 251, au lieu de: « Frack », lire: « Franck »; n° 252, au lieu de: « Laffakgue », lire: « Laffargue ».

Page 2380, branche 52, mécanique équipement, 1re colonne, n° 11, au lieu de: « Jouane », lire: « Jonanne »; 2e colonne, n° 71, au lieu de: « Archer (André-Jacques) », lire: « Archer (André-Jean) »; branche 54, mécanique électricité, 2e colonne, n° 10, au lieu de: « André (Gilbert-Rédy) », lire: « André (Gilbert-Rémy) »; branche 55, mécanique matériel roulant, 4e colonne, n° 74, au lieu de: « Cloarec (Henri-François) », lire: « Cloarec (Henri-Francis) ».

Page 2381, branche 58, télémécanique radio et D. E. M., 2e colonne, n° 112, au lieu de: « Desfasque », lire: « Defasque »; branche 36, exploitation des transmissions, 4e colonne, n° 42, au lieu de: « Geuvrey », lire: « Gevrey ».

Page 2382, branche 36, exploitation des transmissions, 1re colonne, n° 91, au lieu de: « Salou (Antoni-François) », lire: « Salou (Antoine-François) »; branche 41, fusilier de l'air, 1re colonne, n° 1, au lieu de: « Voulanthen », lire: « Voulanthen »; n° 17, rayer: « Guillemot (Joseph-Marie) »; 2e colonne, n° 60, au lieu de: « Saint-Martin (Paul-Wilfrid) », lire: « Saint-Martin (Paul-Alfred) »; 3e colonne, après n° 80: « Frantz (Paul) », mettre: « Guillemot (Joseph-Marie); 4e colonne, n° 92, au lieu de: « Roch-Arnaud », lire: « Roch-Arnaud »; branche 68, mess et ordinaires, 1re colonne, n° 19, au lieu de: « Mombiot », lire: « Nombiot ».

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Budgets autonomes additionnels de la Réunion des musées nationaux et des musées rattachés pour l'exercice 1954.

Par arrêté interministériel (Education nationale, Finances) en date du 1er avril 1955, les budgets autonomes additionnels de la Réunion des musées nationaux et des musées rattachés pour l'exercice 1954 ont été approuvés, en recettes et en dépenses, à la somme globale de 150.013.000 F.

Architecture.

Par arrêté en date du 21 mars 1955, est renouvelée jusqu'au 31 décembre 1955 la mission spéciale confiée à M. Chabal, architecte honoraire des monuments historiques, dans le département du Finistère.

Cette mission est limitée, pour l'année 1955, à la ville de Brest et à l'église de Gouesnou.

Sont renouvelées jusqu'au 31 décembre 1955 les fonctions d'architecte des monuments historiques de M. Sibertin-Blanc dans le département des Ardennes.

Enseignement du premier degré.

Par arrêté du 23 mars 1955, M. Plenel (Alain), professeur agrégé de géographie au lycée de Nantes, inscrit sur la liste d'aptitude aux fonctions d'inspecteur d'académie, est délégué dans les fonctions de vice-recteur de l'académie de Bordeaux en résidence à Fort-de-France (Martinique), poste vacant (mutation pour nécessité de service).

Le présent arrêté aura effet à la date d'installation de M. Plenel.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Décret du 2 avril 1955 portant nomination d'inspecteurs généraux des ponts et chaussées.

Par décret en date du 2 avril 1955, les ingénieurs en chef des ponts et chaussées dont les noms suivent, inscrits au tableau d'avancement pour le grade d'inspecteur général, sont nommés inspecteurs généraux des ponts et chaussées pour prendre rang au 1er mai 1955:

M. Levy (Louis-Alexandre).

M. Kirchner (Robert).

Application du décret du 10 décembre 1948 aux enseignements et jurys de concours organisés par l'école nationale de l'aviation civile.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu le décret n° 48-1879 du 10 décembre 1948 portant fixation d'un système général de rétribution des agents de l'Etat et du personnel non fonctionnaire assurant, à titre d'occupation accessoire, soit des tâches d'enseignement, soit le fonctionnement des jurys d'examens ou de concours, modifié par le décret n° 52-6 du 3 janvier 1952;

Vu l'arrêté du 7 novembre 1953 fixant les modalités d'application du décret n° 48-1879 du 10 décembre 1948 modifié aux enseignements et aux jurys de concours ou d'examens organisés par l'école nationale de l'aviation civile;

Vu l'arrêté du 25 août 1954 portant réglementation des examens pour l'obtention du brevet et de la licence de radionavigant,

Arrêtent:

Art. 1er. — Le tableau II annexé à l'arrêté du 7 novembre 1953 est modifié ainsi qu'il suit:

CATÉGORIE de jurys de concours ou d'examens	CLASSEMENT dans les groupes.	TAUX n° 1.	TAUX N° 2	TAUX n° 3.
Examen de licence de radionavigant.	Groupe III	Radioguidage	Réglementation, radio, navigation, météorologie, exploitation, radio aérienne, radiogoniométrie, matériel radio-électrique de bord, équipement électrique, radiotéléphonie.	Anglais

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 mars 1955.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
Pour le secrétaire général à l'aviation civile et commerciale et par délégation:
Le chef de cabinet,
DELAHAYE.

Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur du budget,
EDGAR GOETZE.

MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Décret n° 55-396 du 7 avril 1955 portant règlement d'administration publique et modifiant le décret du 5 novembre 1931 relatif à l'organisation du cadre métropolitain des contributions diverses d'Algérie.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil;

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Vu la loi du 20 septembre 1947 fixant le statut organique de l'Algérie;

Vu le décret du 5 novembre 1931, ensemble les textes qui l'ont modifié, fixant le statut du personnel du cadre métropolitain des contributions diverses d'Algérie;

Vu le décret du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites et les tableaux y annexés;

Vu le décret du 25 novembre 1950 portant règlement d'administration publique pour la fixation, à titre provisoire, des conditions de nomination aux emplois de directeur départemental adjoint et d'expert fiscal d'Etat dans l'administration des contributions diverses d'Algérie;

Vu le décret n° 53-276 du 1er avril 1953 portant règlement d'administration publique pour la fixation de certaines règles relatives au statut particulier des inspecteurs élèves des contributions diverses d'Algérie;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — A titre transitoire et en attendant l'entrée en vigueur du statut particulier du personnel métropolitain des contributions diverses d'Algérie à intervenir en exécution de l'article 2 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, les dispositions des articles 2, 6, 7, 9 et 45 du décret du 5 novembre 1931 relatif à l'organisation du cadre métropolitain des contributions diverses d'Algérie sont remplacées ou complétées par les dispositions ci-après:

« *Art.* 2. — Les personnels métropolitains des contributions diverses sont répartis dans les grades, classes et échelons ci-dessous:

« Directeurs:
« 1re classe.
« 2e classe.
« 3e classe.

« Directeurs départementaux adjoints:
« 2e échelon.
« 1er échelon.

« Experts fiscaux d'Etat:
« Echelon unique.

« Inspecteurs principaux:
« 1re classe.
« 2e classe.
« 3e classe:
« 2e échelon.
« 1er échelon.

« Inspecteurs centraux de 1re catégorie:
« 2e échelon (après cinquante ans d'âge).
« 1er échelon (avant cinquante ans d'âge).

« Inspecteurs centraux de 2e catégorie:
« 3e échelon.
« 2e échelon.
« 1er échelon.

« Inspecteurs (1):
« Hors classe.
« 1re classe.
« 2e classe.
« 3e classe.

(1) Les inspecteurs qui sont chargés des fonctions de rédacteur prennent le titre d'inspecteur rédacteur.

« Inspecteurs adjoints:
« 1re classe.
« 2e classe.
« 3e classe.

« Inspecteurs élèves:
« Echelon unique.

« Receveurs centraux de 1re catégorie:
« Echelon spécial (réservé aux fonctionnaires ayant au moins le grade d'inspecteur principal).
« 2e échelon (après cinquante ans d'âge).
« 1er échelon (avant cinquante ans d'âge).

« Receveurs centraux de 2e catégorie:
« 3e échelon.
« 2e échelon.
« 1er échelon.

« Receveurs de classe exceptionnelle:
« Echelon spécial (réservé aux fonctionnaires ayant au moins le grade d'inspecteur principal).
« 2e échelon (après cinquante ans d'âge).
« 1er échelon (avant cinquante ans d'âge).

« Receveurs:
« 1re classe:
« 3e échelon.
« 2e échelon.
« 1er échelon.
« 2e classe.
« 3e classe.
« 4e classe.
« 5e classe.
« 6e classe.

« Les receveurs centraux seuls peuvent gérer les recettes centrales. Toutefois, les comptables en fonctions à la date d'application du présent décret qui ne seront pas nommés receveurs centraux pourront, à titre personnel, conserver la gestion de leur poste si ce dernier est classé dans la catégorie des recettes centrales.

« La répartition par classe des agents de tous grades a lieu dans la limite des crédits et des emplois inscrits au budget ».

« *Art.* 6. — Les inspecteurs centraux de 1re catégorie sont recrutés au choix parmi les inspecteurs centraux de 2e catégorie (3e échelon).

« Les inspecteurs centraux de 2e catégorie sont recrutés au choix parmi les inspecteurs hors classe ».

« *Art.* 7. — Les inspecteurs principaux sont recrutés parmi les inspecteurs centraux de 2e catégorie, les inspecteurs hors classe et de 1re classe et les comptables assimilés.

« Les candidats sont astreints à un stage, sanctionné par un examen à l'issue duquel un classement est établi; les promotions au grade d'inspecteur principal sont effectuées dans l'ordre de ce classement.

« Les modalités d'organisation du stage et le programme de l'examen ainsi que la nature des épreuves sont fixés par un arrêté du ministre des finances sur les propositions du gouverneur général de l'Algérie.

« Nul ne peut être promu inspecteur principal après l'âge de cinquante ans ».

« *Art.* 9. — Les nominations dans le corps des comptables sont effectuées et les rangs d'ancienneté y sont déterminés selon les modalités ci-dessous:

GRADES, CLASSES ET ÉCHELONS	EMPLOIS COMPTABLES CORRESPONDANTS	RANG D'ANCIENNETÉ DANS LE CORPS DES COMPTABLES
Directeurs	Tous emplois comptables	Prennent rang à la date à partir de laquelle ils remplissaient les conditions de grade, classe ou échelon requises pour l'obtention de l'emploi comptable auquel ils sont nommés.
Directeurs départementaux adjoints.	Tous emplois comptables	
Experts fiscaux	Tous emplois comptables	
Inspecteurs principaux:		
1re classe	Receveurs centraux de 1re catégorie, ou receveurs de classe exceptionnelle, ou receveurs centraux de 2e catégorie, 3e échelon, ou receveurs de 1re classe, 3e échelon.	Conservent l'ancienneté acquise: Dans la 1re classe du grade d'inspecteur principal, s'ils sont nommés receveurs centraux de 1re catégorie ou receveurs de classe exceptionnelle; Dans la 2e classe du grade d'inspecteur principal, s'ils sont nommés receveurs centraux de 2e catégorie, 3e échelon, ou receveurs de 1re classe, 3e échelon.
2e classe	Receveurs centraux de 2e catégorie, 3e échelon, ou receveurs de 1re classe, 3e échelon.	Conservent l'ancienneté acquise dans la 2e classe du grade d'inspecteur principal.
3e classe, 2e échelon	Receveurs centraux de 2e catégorie, 2e échelon, ou receveurs de 1re classe, 2e échelon.	Conservent l'ancienneté acquise dans le 2e échelon de la 3e classe du grade d'inspecteur principal.
3e classe, 1er échelon	Receveurs centraux de 2e catégorie, 1er échelon, ou receveurs de 1re classe, 1er échelon.	Conservent l'ancienneté acquise dans le 1er échelon de la 3e classe du grade d'inspecteur principal.
Inspecteurs centraux de 1re catégorie.	Receveurs centraux de 1re catégorie, ou receveurs de classe exceptionnelle, ou receveurs centraux de 2e catégorie, 3e échelon, ou receveurs de 1re classe, 3e échelon.	Conservent l'ancienneté acquise: Dans le grade d'inspecteur central de 1re catégorie, s'ils sont nommés receveurs centraux de 1re catégorie ou receveurs de classe exceptionnelle; Dans le 3e échelon du grade d'inspecteur central de 2e catégorie, s'ils sont nommés receveurs centraux de 2e catégorie, 3e échelon, ou receveurs de 1re classe, 3e échelon.
Inspecteurs centraux de 2e catégorie:		
3e échelon	Receveurs centraux de 2e catégorie, 3e échelon, ou receveurs de 1re classe, 3e échelon.	Conservent l'ancienneté acquise dans le 3e échelon du grade d'inspecteur central de 2e catégorie.
2e échelon	Receveurs centraux de 2e catégorie, 2e échelon, ou receveurs de 1re classe, 2e échelon.	Conservent l'ancienneté acquise dans le 2e échelon du grade d'inspecteur central de 2e catégorie.
1re échelon	Receveurs centraux de 2e catégorie, 1er échelon, ou receveurs de 1re classe, 1er échelon.	Conservent l'ancienneté acquise dans le 1er échelon du grade d'inspecteur central de 2e catégorie.
Inspecteurs hors classe:		
Traitement maximum	Receveurs de 1re classe, 1er échelon	Prennent rang de la date de nomination à l'emploi comptable.
Traitement minimum	Receveurs de 2e classe	Conservent l'ancienneté acquise depuis la date à compter de laquelle ils ont bénéficié du traitement minimum d'inspecteur hors classe.
Inspecteurs de 1re classe:		
Traitement maximum	Receveurs de 2e classe	Prennent rang de la date à compter de laquelle ils ont bénéficié du traitement maximum d'inspecteur de 1re classe.
Traitement minimum	Receveurs de 3e classe	Conservent l'ancienneté acquise dans le grade d'inspecteur depuis la date à compter de laquelle ils ont bénéficié du traitement minimum d'inspecteur de 1re classe et sont élevés à la 2e classe de leur nouveau grade avec effet de la date à compter de laquelle ils auraient bénéficié du traitement maximum attaché à la 1re classe de leur ancien grade.
Inspecteurs de 2e classe	Receveurs de 3e classe	Conservent l'ancienneté acquise dans la 2e classe du grade d'inspecteur.
Inspecteurs de 3e classe	Receveurs de 4e classe	Conservent l'ancienneté acquise dans la 3e classe du grade d'inspecteur.

« Indépendamment des agents qui, d'après le tableau de concordance qui précède, ont vocation aux emplois visés ci-après, peuvent être nommés:

« A l'emploi de receveur central de 1re catégorie: les receveurs centraux de 2e catégorie, 3e échelon;

« A l'emploi de receveur de classe exceptionnelle: les receveurs centraux de 2e catégorie, 3e échelon, et les receveurs de 1re classe, 3e échelon;

« A l'emploi de receveur central de 2e catégorie, 3e échelon: les receveurs de 1re classe, 3e échelon.

« Les intéressés ne sont nommés à un des emplois susvisés qu'après inscription à un tableau d'avancement approuvé par le ministre des finances à moins qu'ils n'aient été précédemment titulaires de l'un des grades permettant d'accéder directement audit emploi.

« Les agents, dont la nomination à un emploi de receveur central de 1re catégorie ou de receveur de classe exceptionnelle ou de receveur central de 2e catégorie est subordonnée à leur inscription au tableau d'avancement, prennent rang de la date de leur nomination audit emploi. Toutefois, les receveurs de 1re classe, 3e échelon, nommés receveurs centraux de 2e catégorie, 3e échelon, conservent l'ancienneté acquise dans leur situation précédente.

« Les agents devenus comptables en application des règles de concordance fixées au tableau ci-dessus peuvent, sur leur demande, être reversés dans le grade dont ils étaient titulaires.

« Ils sont reclassés au grade, à la classe et à l'échelon qu'ils auraient atteints s'ils n'avaient été pourvus d'un emploi comptable.

« Les nominations aux grades de receveur central et de receveur de classe exceptionnelle sont prononcées par arrêtés du ministre des finances.

« *Art.* 15. — Les agents qui, pour des raisons de santé ou de convenances personnelles dûment justifiées, ont volontairement abandonné leur grade pour un grade inférieur peuvent, après avis favorable du conseil d'administration, être réintégrés dans leur ancien grade au rang que leur assigne la durée des services qu'ils avaient accomplis dans ledit grade.

« Les inspecteurs principaux qui, dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, abandonnent leur grade sont nommés inspecteurs centraux selon les modalités ci-dessous:

SITUATION ANCIENNE	SITUATION NOUVELLE
Inspecteurs principaux de 1re classe.	Inspecteurs centraux de 1re catégorie.
Inspecteurs principaux de 2e classe.	Inspecteurs centraux de 2e catégorie, 3e échelon.
Inspecteurs principaux de 3e classe, 2e échelon.	Inspecteurs centraux de 2e catégorie, 2e échelon.
Inspecteurs principaux de 3e classe, 1er échelon.	Inspecteurs centraux de 2e catégorie, 1er échelon.

Art. 2. — Les agents en fonctions à la date du présent décret qui ont subi avec succès le concours prévu à l'article 6 du décret du 5 septembre 1951 tel qu'il était en vigueur à l'époque dudit concours seront dispensés du stage prévu à l'article 7 dudit décret tel qu'il est modifié par l'article 1er qui précède.

Art. 3. — A titre transitoire, les receveurs en fonctions au 1er janvier 1948 pourront être intégrés dans le cadre des receveurs centraux suivant le tableau de concordance ci-après:

SITUATION ANCIENNE	SITUATION NOUVELLE	ANCIENNETÉ dans le nouveau grade.
Receveur de classe exceptionnelle.	Receveur central de 1re catégorie.	Ancienneté acquise dans la situation ancienne.
Receveur de 1re classe: 3e échelon..... 2e échelon..... 1er échelon.....	Receveur central de 2e catégorie. 3e échelon. 2e échelon. 1er échelon.	Ancienneté acquise dans la situation ancienne.
Receveur de 2e classe.	Receveur central de 2e catégorie, 1er échelon.	Aucun report d'ancienneté.

Ces intégrations seront effectuées d'après le rang de classement des agents sur une liste d'aptitude établie après avis de la commission administrative paritaire.

Art. 4. — Par mesure transitoire, les agents issus du concours d'inspecteur visé à l'article 6 du décret du 5 septembre 1951 dans sa rédaction antérieure au présent décret et promus au grade d'inspecteur principal au titre des années 1950 et suivantes jusqu'à la date d'intervention du présent décret verront leur ancienneté dans la 2e classe du grade d'inspecteur principal réduite d'une année.

Art. 5. — L'article 8 du décret n° 48-425 du 9 mars 1948 est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 8. — Les agents comptables principaux et agents comptables appartenant au cadre latéral des contributions diverses en fonction à la date de publication du présent décret peuvent être intégrés dans le cadre métropolitain de cette administration d'après l'équivalence de grade et de classe existant actuellement entre ces deux cadres ».

Art. 6. — L'article 9 du décret n° 48-425 du 9 mars 1948 est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 9. — Les agents de la direction générale des finances d'Algérie issus de l'administration des contributions diverses peuvent être reversés dans les cadres de cette administration, y compris le cadre des comptables, suivant des conditions qui seront fixées par un arrêté du ministre des finances pris sur les propositions du gouverneur général de l'Algérie ».

Art. 7. — L'article 10 du décret n° 48-425 du 9 mars 1948 est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 10. — Les agents du cadre métropolitain des contributions diverses d'Algérie peuvent permuter avec leurs homologues de l'administration des contributions indirectes sous réserve d'y être autorisés par le gouverneur général de l'Algérie et par le directeur général des impôts.

« La permutation est prononcée à grade égal. Toutefois, elle est admise entre un inspecteur adjoint et un inspecteur ».

Art. 8. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 avril 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des finances et des affaires économiques,

PIERRE PFLIMLIN.

Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

GILBERT-JULES.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

JEAN MÉDECIN.

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Décret du 5 avril 1955 portant nominations dans la magistrature d'outre-mer.

Par décret en date du 5 avril 1955, sont nommés:

Avocat général près la cour d'appel de Madagascar, à grade égal, sur sa demande, M. de Padiac de Monlezun, avocat général près la cour d'appel d'Abidjan, en remplacement de M. Saint-André, nommé procureur général près la cour d'appel d'Abidjan.

Avocat général près la cour d'appel d'Abidjan, M. Jean, procureur de la République près le tribunal de 1re classe de Dakar, en remplacement de M. de Pardiac de Monlezun.

Procureur de la République près le tribunal de 1re classe de Dakar, M. Martin, substitut du procureur général près la cour d'appel de Brazzaville, en remplacement de M. Jean.

Substitut du procureur général près la cour d'appel de Brazzaville, à grade égal, sur sa demande, M. Delamotte, substitut du procureur général près la cour d'appel d'Abidjan.

Décret du 5 avril 1955 portant nomination et détachement de magistrats d'outre-mer.

Par décret en date du 5 avril 1955:

M. Roux (Jean), substitut général d'une cour d'appel de 1re classe en service détaché à l'administration centrale du ministère de la France d'outre-mer, est nommé, à grade égal, sur sa demande, substitut du procureur général près la cour d'appel d'Abidjan, en remplacement de M. Delamotte, nommé substitut du procureur général près la cour d'appel de Brazzaville.

M. Journiac (René), procureur de la République près le tribunal de 2e classe d'Abidjan, est placé, sur sa demande, en position de détachement pour servir au ministère de la France d'outre-mer (services judiciaires), en remplacement de M. Roux.

M. Spielmann (Marie), substitut du procureur de la République près le tribunal de 1re classe de Dakar, est nommé procureur de la République près le tribunal de 2e classe d'Abidjan, en remplacement de M. Journiac.

Décret du 5 avril 1955 portant reclassement d'un greffier en chef d'outre-mer.

Par décret en date du 5 avril 1955, l'article 1er du décret du 12 juillet 1951 est complété ainsi qu'il suit:

« Le reclassement de M. Bellay prendra effet, tant pour la solde que pour l'ancienneté, à compter du 1er janvier 1948. »

Décrets du 5 avril 1955 portant nomination de greffiers en chef d'outre-mer.

Par décret en date du 5 avril 1955, sont nommés:

Greffier en chef du tribunal de 2e classe de Conakry, poste vacant, M. Kassim Gueye, précédemment greffier en chef du tribunal de 3e classe de Ségou.

Greffier en chef du tribunal de 2e classe de Lomé, poste vacant, M. Roset (Onufre), précédemment greffier en chef du tribunal de 3e classe de Thies.

Greffier en chef du tribunal de 3e classe de Bouake, poste vacant, M. Abancourt, greffier en chef de la justice de paix à compétence étendue de 1re classe de Tabou.

Par décret en date du 5 avril 1955, M. Aubry (Raymond), secrétaire rédacteur de 3e classe de parquet, est nommé greffier en chef de la justice de paix à compétence étendue de 2e classe d'Anjouan, poste vacant.

Décret du 5 avril 1955 portant nomination d'un inspecteur général des postes et télécommunications de la France d'outre-mer.

Par décret en date du 5 avril 1955, M. Skinazi (David), directeur des postes, télégraphes et téléphones, détaché dans le cadre général des postes et télécommunications de la France d'outre-mer en qualité de directeur de 1re classe, est promu au grade d'inspecteur général de 2e classe avant trois ans des postes et télécommunications de la France d'outre-mer pour compter du 1er janvier 1955, tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté.

M. Skinazi (David) est, sur sa demande, intégré dans le cadre général des postes et télécommunications de la France d'outre-mer et titularisé au grade d'inspecteur général de 2e classe avant trois ans pour compter du 1er janvier 1955.

Administrateurs.

Par arrêté du 26 mars 1955, M. Mouradian (Jacques), administrateur, 3e échelon, de la France d'outre-mer en service au Tchad, est placé dans la position de mission en France du 12 décembre 1954 au 5 janvier 1955, pour étudier, en liaison avec les services du département, certaines questions administratives intéressant le territoire du Tchad.

Par arrêté du 29 mars 1955, M. Bordier (Paul), administrateur, 3e échelon, de la France d'outre-mer, directeur général des services économiques de l'Afrique équatoriale française, a été placé dans la position de mission dans la métropole pour la période du 22 janvier au 12 février 1955, afin d'assister le haut commissaire de la République en Afrique équatoriale française pour le règlement de diverses questions économiques intéressant la fédération.

Agriculture.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 19 mars 1955, ont été constatés les franchissements d'échelon des ingénieurs d'agriculture de la France d'outre-mer ci-après désignés:

Au 2e échelon de la 2e classe du grade d'ingénieur.

MM. Colas des Francs (Antoine), le 1er juillet 1954. Rappels pour services militaires: néant.
Dartevelle (Jacques), le 1er juillet 1954. Rappels pour services militaires: néant.
Sadoul (André), le 1er juillet 1954. Rappels pour services militaires: néant.

Au 2e échelon de la 3e classe du grade d'ingénieur.

M. Blanc (Georges), le 6 novembre 1954. Rappels pour services militaires: néant.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 19 mars 1955:

Ont été rapportées les dispositions de l'arrêté du 25 janvier 1955 en ce qui concerne MM. Fauche (Jean), Laurent (Yves), Mailland (Pierre), Ginouves (Jean), Clement (Jean), Marticou (Henri), Eliard (Roland), Sadoul (André), Colas des Francs (Antoine), Dartevelle (Jacques), ingénieurs de 2e classe, 1er échelon (stagiaires), et Blanc (Georges), ingénieur de 3e classe, 1er échelon (stagiaire).

Ont été intégrés, à compter du 1er janvier 1954, dans le corps des ingénieurs d'agriculture de la France d'outre-mer aux grades, classes et échelons suivants avec les anciennetés civiles ci-après indiquées, les fonctionnaires du cadre général des services de l'agriculture outre-mer dont les noms suivent:

Au 2e échelon de la 2e classe du grade d'ingénieur.

MM.	Ginouves (Jean), 6 mois.
Fauche (Jean), 6 mois.	Clement (Jean), 6 mois.
Laurent (Yves), 6 mois.	Marticou (Henri), 6 mois.
Mailland (Pierre), 6 mois.	Eliard (Roland), 6 mois.

Au 1er échelon de la 2e classe du grade d'ingénieur.

MM.	Dartevelle (Jacques), 1 an 6 mois.
Colas des Francs (Antoine), 1 an 6 mois.	Sadoul (André), 1 an 6 mois.

Au 1er échelon de la 3e classe du grade d'ingénieur.

M. Blanc (Georges), 1 an 1 mois 25 jours.

Ce reclassement prend effet au point de vue pécuniaire le 1er janvier 1954, sauf en ce qui concerne les ingénieurs ci-après désignés où il prend effet aux dates suivantes:

MM.	Clement (Jean), 7 février 1954.
Mailland (Pierre), 15 janvier 1954.	Marticou (Henri), 7 février 1954.
Ginouves (Jean), 21 janvier 1954.	Eliard (Roland), 29 mars 1954.

Elevage et industries animales.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 31 mars 1955, M. Laurent (Jean), élève diplômé des écoles vétérinaires, a été nommé vétérinaire inspecteur stagiaire de l'élevage et des industries animales de la France d'outre-mer pour compter du 10 janvier 1955, date de sa libération du service militaire.

Travaux météorologiques.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 31 mars 1955, en application des dispositions de la loi n° 54-1124 du 26 septembre 1954, les fonctionnaires du cadre général des travaux météorologiques de la France d'outre-mer ci-après désignés ont été reclassés comme suit, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté:

M. Baudry (Pierre): ingénieur de 3e classe le 27 septembre 1951; majorations conservées: 2 ans 6 mois 23 jours (rappels pour services militaires conservés: 1 mois 28 jours). Ingénieur de 2e classe le 4 mars 1953; majorations épuisées (rappels pour services militaires conservés: 1 mois 28 jours).

M. David (Georges): ingénieur de 3e classe le 27 septembre 1951; majorations conservées: 2 mois 12 jours (rappels pour services militaires conservés: 1 jours).

M. Madeo (Jean-Marie): ingénieur adjoint de 2e classe le 10 septembre 1952; majorations épuisées (rappels pour services militaires conservés: 6 ans 1 mois 17 jours). Ingénieur adjoint de 1re classe le 10 décembre 1952 (rappels pour services militaires conservés: 4 ans 4 mois 17 jours).

M. Faivre-Dupaigre (Emile): ingénieur adjoint de 3e classe le 4 septembre 1952.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Emploi de matériel dans les mines grisouteuses.

Rectificatif au *Journal officiel* du 3 février 1955: page 1236, 1re colonne, 26e ligne, au lieu de: « un joint d'au moins 25 mm... », lire: « un joint d'au moins 12 mm... ».

Commission des marchés de Gaz de France.

Par arrêté du 4 avril 1955, M. Gouni, ingénieur des mines au service du gaz, est nommé secrétaire de la commission des marchés de Gaz de France, en remplacement de M. Bijard, démissionnaire.

INFORMATION

Décret du 5 avril 1955 abrogeant les dispositions d'application de la loi du 11 mai 1946 à une entreprise de presse.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse;

Vu la loi n° 54-782 du 2 août 1954 modifiant certaines dispositions de la loi précitée du 11 mai 1946, et notamment son article 9;

Vu le décret n° 54-857 du 1er septembre 1954 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée du 2 août 1954, et notamment son chapitre III;

Vu la convention en date du 4 février 1955 intervenue entre M. Jacques Manceau, représentant les porteurs de parts des sociétés du « Petit Courrier » et de « L'Imprimerie du Progrès » et M. Emilien Amaury, président du conseil d'administration et représentant la « Société des publications du Courrier de l'Ouest »;

Vu la mention de conformité de ladite convention aux dispositions de l'article 9 de la loi du 2 août 1954;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Sont abrogés le décret n° 46-1539 du 20 juin 1946 en tant qu'il concerne la société « Le Petit Courrier » et la société « L'Imprimerie du Progrès », ainsi que les arrêtés du 23 octobre 1946 faisant application des dispositions de la loi susvisée du 11 mai 1946 aux deux sociétés précitées pour autant qu'ils ne se rapportent pas à des biens répartis à d'autres entreprises que la « Société des publications du Courrier de l'Ouest ».

Art. 2. — Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 avril 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de l'industrie et du commerce,
ANDRÉ MORICE.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Décret du 5 avril 1955 portant mutation d'un conservateur des eaux et forêts.

Par décret en date du 5 avril 1955, M. Metro (André-Ephrem-Hippolyte), conservateur des eaux et forêts de 4e échelon, détaché auprès du ministère des affaires marocaines et tunisiennes pour le service forestier marocain, est réintégré, sur sa demande, avec ses grade et échelon actuels, dans les cadres du service forestier métropolitain, en remplacement numérique de M. de Lapasse, décédé en activité de service, et est affecté à la station de recherches et d'expériences forestières, résidence fixée à Nancy (Meurthe-et-Moselle), sous les ordres du directeur de l'école nationale des eaux et forêts, directeur de cette station.

Déclaration d'utilité publique et d'urgence des travaux de création d'une piste intercommunale.

Par arrêté du 23 mars 1955, pris en application de l'article 5 de l'ordonnance n° 45-852 du 28 avril 1945 relative à la mise en valeur des landes de Gascogne, ont été déclarés d'utilité publique et urgents les travaux de création de la piste intercommunale n° 240 dite de Ponchot, commune de Maillas (Landes) à Lacave, commune d'Allons (Lot-et-Garonne).

Conseil d'administration du centre technique des conserves de produits agricoles.

Par arrêté du 31 mars 1955, M. Léon Biscarrat a été nommé membre du conseil d'administration du centre technique des conserves de produits agricoles, à titre de représentant des chefs d'entreprise, en remplacement de M. Pierre Le Floch, démissionnaire.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Décret n° 55-397 du 5 avril 1955 tendant à modifier l'article 2 du décret n° 53-831 du 12 septembre 1953 relatif aux indemnités susceptibles d'être allouées aux présidents et rapporteurs des conseils et commissions dépendant du ministère du travail et de la sécurité sociale.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre du travail et de la sécurité sociale, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale;

Vu l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles;

Vu l'article 35 de la loi n° 48-1932 du 31 décembre 1948;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le dernier alinéa de l'article 2 du décret n° 53-831 du 12 septembre 1953 est modifié comme suit, avec effet du 1er janvier 1954:

« Les indemnités prévues au présent article sont allouées aux rapporteurs sur proposition d'un vice-président du conseil supérieur de la sécurité sociale ou de la commission supérieure des allocations familiales ou des présidents des commissions, qui viseront, en outre, les états destinés à en permettre le payement trimestriel.

« La rémunération moyenne annuelle de chaque rapporteur ne peut excéder 85.000 F ».

Art. 2. — Le ministre du travail et de la sécurité sociale, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 avril 1955.

EDGAR FAURE.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
PAUL BACON.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
PIERRE PFLIMLIN.

Le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,
GILBERT-JULES.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
JEAN MÉDECIN.

Agrément d'organismes pour la vérification des appareils de levage autres que les ascenseurs et monte-charge.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu le décret n° 47-1592 du 23 août 1947, modifié par le décret n° 50-1121 du 9 septembre 1950 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les mesures particulières de sécurité relatives aux appareils de levage autres que les ascenseurs et monte-charge, et notamment l'article 31 *b* (alinéa 2);

Vu l'arrêté du 17 août 1951 fixant les conditions d'agrément pour la vérification des appareils de levage autres que les ascenseurs et monte-charge;

Vu l'arrêté du 31 mars 1953 portant agrément d'un organisme pour la vérification des appareils de levage,

Arrête:

Art. 1er. — Un renouvellement d'agrément pour procéder à la vérification des appareils de levage sur mise en demeure de l'inspecteur du travail en application de l'article 31 *b* (alinéa 2) du décret du 23 août 1947, modifié le 9 septembre 1950, est accordé à l'organisme suivant:

Association normande pour prévenir les accidents du travail, 86, rue Ganterie, à Rouen (Seine-Maritime).

Art. 2. — Sont agréés pour procéder à la vérification des appareils de levage prévue à l'article 1er les organismes énumérés ci-après:

Association normande des propriétaires d'appareils à vapeur et électriques, 70, rampe Bouvreuil, à Rouen (Seine-Maritime).

Association des propriétaires d'appareils à vapeur et électriques de l'Ouest, 15, rue Gresset, à Nantes (Loire-Inférieure).

Association pour le progrès technique dans la sécurité, 10, rue du Dôme, à Paris (16e).

Art. 3. — L'agrément est accordé, à titre précaire et révocable, pour une durée de deux ans à compter du 1er avril 1955.

Art. 4. — Conformément à l'article 5 de l'arrêté du 17 août 1951, il est interdit aux organismes susvisés de procéder, à la suite d'une mise en demeure de l'inspecteur du travail, aux épreuves, examens ou inspections de tout ou partie des appareils de levage qu'ils auraient déjà contrôlés en application des articles 31 et 31 *a* du décret du 23 août 1947 modifié.

Art. 5. — Les dispositions du présent arrêté ne portent pas préjudice aux agréments accordés pour la vérification des installations électriques.

Les personnes et organismes agréés à ce dernier titre par arrêtés des 31 décembre 1953 et 31 décembre 1954 demeurent qualifiés pour procéder, à la suite d'une mise en demeure, à la vérification des installations électriques des appareils de levage.

Art. 6. — Au cours de la période d'agrément, les organismes visés au présent arrêté ne peuvent apporter des modifications à la liste de leur personnel procédant matériellement aux vérifications qu'après avoir avisé le ministre du travail et de la sécurité sociale et avoir reçu confirmation de ce dernier.

Ils sont tenus d'informer le ministre du travail et de la sécurité sociale de tout changement survenant parmi leurs administrateurs ou leur personnel de direction.

Art. 7. — Les tarifs des organismes agréés, tarifs qui ne peuvent être modifiés sans autorisation, sont déposés au ministère du travail et de la sécurité sociale, où ils peuvent être consultés par tout intéressé.

Art. 8. — Les dispositions du présent arrêté ne portent pas préjudice à celles de l'arrêté du 31 mars 1954, complété le 1er décembre 1954, ayant accordé un agrément valable jusqu'au 31 mars 1956 à quinze personnes ou organismes.

Art. 9. — Le directeur du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 mars 1955.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
FRANÇOIS WATINE.

Caisses de retraites et institutions de prévoyance.

Par arrêté du 2 avril 1955, la caisse d'allocation vieillesse Providence-Beautor-Interacier, Rêhon (Meurthe-et-Moselle), a été autorisée à fonctionner dans les conditions prévues aux articles 43 à 58 du règlement d'administration publique du 8 juin 1946 modifié.

Par arrêté du 2 avril 1955, ont été approuvées les modifications aux statuts de la caisse provisoire de retraites complémentaires de la Compagnie des machines Bull, 94, avenue Gambetta, Paris (20e), autorisée à fonctionner dans les conditions prévues aux articles 43 à 58 du règlement d'administration publique du 8 juin 1946 modifié.

Par arrêté du 4 avril 1955, la caisse de prévoyance et de retraite Robert et Carrière, 1, avenue de Villars, Paris (7e), a été autorisée à fonctionner dans les conditions prévues aux articles 43 à 58 du règlement d'administration publique du 8 juin modifié.

Par arrêté du 4 avril 1955, ont été approuvés les statuts modifiés de l'institution de prévoyance des cadres et assimilés de la société La Nourylande, rue Emile-Mayen, à Venette (Oise), autorisée à fonctionner dans les conditions prévues aux articles 43 à 58 du règlement d'administration publique du 8 juin 1946 modifié.

Tarif de responsabilité des organismes de sécurité sociale.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux salariés des professions non agricoles;

Vu le décret du 29 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite ordonnance;

Vu la loi du 30 octobre 1946 modifiée sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles;

Vu le décret du 31 décembre 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 30 octobre 1946;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1949 instituant un tarif interministériel pour le règlement de certaines prestations sanitaires;

Vu l'arrêté du 20 février 1950 et les arrêtés subséquents fixant certains titres du tarif interministériel des prestations sanitaires;

Vu l'arrêté du 28 mars 1950 et les arrêtés subséquents rendant applicables aux ressortissants des législations de sécurité sociale certains titres du tarif interministériel susvisé;

Vu l'arrêté n° 22086 du 3 avril 1952 relatif au tarif interministériel pour le règlement de certaines prestations sanitaires;

Vu l'arrêté du ministre de la santé publique et de la population en date du 10 février 1955,

Arrête:

Art. 1er. — La nomenclature du titre III: « Accessoires et pansements », chapitre 1er: « Accessoires », du tarif interministériel des prestations sanitaires est complétée et modifiée conformément aux tableaux annexés à l'arrêté du ministre de la santé publique et de la population en date du 10 février 1955 (*Journal officiel* du 24 février 1955; rectificatif, *Journal officiel* du 26 février 1955).

Art. 2. — Les prix figurant sur les tableaux visés à l'article 1er ci-dessus constituent le tarif limite de responsabilité ou de prise en charge des caisses primaires de sécurité sociale pour les articles correspondants.

Art. 3. — Le titre V: « Prothèse et orthopédie », chapitre 5: « Objets de gros appareillage », du tarif interministériel des prestations sanitaires est complété et modifié conformément aux tableaux annexés à l'arrêté du ministre de la santé publique et de la population en date du 10 février 1955 visé à l'article 1er ci-dessus.

Art. 4. — Le maître des requêtes au conseil d'Etat, directeur général de la sécurité sociale, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 4 avril 1955.

PAUL BACON.

Approbation des statuts de sociétés mutualistes.

Par arrêtés du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 4 avril 1955, ont été approuvés les statuts des sociétés mutualistes ci-après:

DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Le Progrès, n° 66-449, à Saint-Pierre-dels-Forçats.

DÉPARTEMENT DE LA SEINE

Mutuelle nationale des ingénieurs conseils, ingénieurs et techniciens, n° 75-4712, 6, rue Mesnil, à Paris (16e).

Fusion de sociétés mutualistes.

DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 4 avril 1955, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite L'Union des classes, n° 34-421, à Corneilhan, avec la société mutualiste dite Béziers-Médical, n° 34-886, à Béziers.

Commission nationale d'appel des conflits d'affiliation aux caisses d'allocation vieillesse des non-salariés.

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 4 avril 1955, ont été nommés en qualité de représentants du fonds spécial: M. Nigon, membre titulaire et M. Reynier, Mlle Bonaldi et M. Couteux, membres suppléants.

Directions régionales de la sécurité sociale.

Par arrêté du 6 avril 1955, M. Strentz, inspecteur de 6e classe à la direction régionale de la sécurité sociale de Strasbourg (indice 250, traitement annuel: 428.000 F), est détaché, sur sa demande, pour une période de cinq ans au maximum, à compter du 1er octobre 1954, auprès de l'association régionale de Strasbourg pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, en vue d'exercer les fonctions de directeur du centre d'observation pour garçons dénommé « Château d'Angleterre », à Strasbourg-Bischheim et de professeur de psychologie pratique à l'école de formation d'éducateurs spécialisés de Strasbourg (traitement annuel: 428.000 F).

Par arrêté du 6 avril 1955, il est mis fin, à compter du 1er janvier 1954, aux dispositions de l'arrêté interministériel du 27 octobre 1953 susvisé, portant détachement de M. Borie, agent du cadre complémentaire des directions régionales de la sécurité sociale en qualité d'auxiliaire départemental à la préfecture de l'Ardèche.

M. Borie, commis des directions régionales de la sécurité sociale:

7e échelon, indice 190 au 1er janvier 1954,
8e échelon, indice 200 au 2 novembre 1954,

est détaché pour une période d'un an à compter du 1er janvier 1954 en qualité de commis à la préfecture de l'Ardèche:

7e échelon, indice 190 au 1er janvier 1954,
8e échelon, indice 200 au 2 novembre 1954,

dans les conditions fixées par l'article 28 du décret n° 54-705 du 6 juin 1954.

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DU LOGEMENT

Inspection générale.

Par arrêtés du ministre de la reconstruction et du logement en date du 4 avril 1955, MM. Chevallier (Guy), David (Paul-Henri), Durand (Jacques), Jovy (René), Lecourt (Roger) et Luguern (Maurice), figurant sur la liste d'aptitude des candidats admis à subir le stage d'inspecteurs adjoints, arrêtée le 17 mars 1955, sont nommés inspecteurs adjoints, 1er échelon, à compter du 1er avril 1955.

Services extérieurs.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 1er avril 1955, M. Couturier (Michel), ingénieur principal titulaire de 2e classe, 1e échelon, des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement, est, en exécution du tableau d'avancement valable pour 1953 et 1954, promu ingénieur principal titulaire de 1re classe, 1er échelon, à compter du 28 janvier 1953.

M. Couturier (Michel) est promu ingénieur principal titulaire de 1re classe, 2e échelon, à compter du 28 janvier 1955.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 2 avril 1955, les ingénieurs principaux titulaires de 2e classe, 4e échelon, des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement dont les noms suivent sont, en exécution du tableau d'avancement valable pour 1953, promus ingénieurs principaux titulaires de 1re classe, 1er échelon:

(A compter du 1er janvier 1953.)

MM. Campana (Antoine-Dominique), Couchet (Jacques), Coudin (Paul) (reliquat d'ancienneté: 1 an 6 mois 10 jours, à titre militaire); Petton (Jean), Roux (Albert).

(A compter du 1er mars 1953.)

M. Bonnaud (Jules).

M. Coudin (Paul) est promu ingénieur principal titulaire de 1re classe, 2e échelon, à compter du 21 juin 1953 (reliquat d'ancienneté épuisé).

MM. Campana (Antoine-Dominique), Couchet (Jacques), Petton (Jean), Roux (Albert) sont promus ingénieurs principaux titulaires de 1re classe, 2e échelon, à compter du 1er janvier 1955.

M. Bonnaud (Jules) est promu ingénieur principal titulaire de 1re classe, 2e échelon, à compter du 1er mars 1955.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 2 avril 1955, les ingénieurs titulaires de 2e classe, 1e échelon, des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement dont les noms suivent sont, en exécution du tableau d'avancement valable pour 1953 et 1954, promus ingénieurs titulaires de 1re classe, 1er échelon:

(A compter du 1er janvier 1953.)

MM. Chauveinc (André), Fontaine (Ferdinand), Legrand (Henri), Moine (Robert), Quilès (Isidore), Vignolle (Jean).

(A compter du 1er février 1953.)

M. Laval (Robert).

(A compter du 1er mars 1953.)

M. Clauss (Pierre).

(A compter du 1er mai 1953.)

M. Marot (Fernand) (reliquat d'ancienneté: 2 ans 7 mois, à titre militaire).

(A compter du 1er janvier 1954.)

M. Hamelin (Raoul).

M. Marot (Fernand) est promu ingénieur titulaire de 1re classe, 2e échelon, à compter du 1er mai 1953 (reliquat d'ancienneté de 7 mois à titre militaire).

M. Marot (Fernand) est promu ingénieur titulaire de 1re classe, 3e échelon, à compter du 1er octobre 1954 (reliquat d'ancienneté épuisé).

MM. Chauveinc (André), Fontaine (Ferdinand), Legrand (Henri), Moine (Robert), Quilès (Isidore), Vignolle (Jean) sont promus ingénieurs titulaires de 1re classe, 2e échelon, à compter du 1er janvier 1955.

M. Laval (Robert) est promu ingénieur titulaire de 1re classe, 2e échelon, à compter du 1er février 1955.

M. Clauss (Pierre) est promu ingénieur titulaire de 1re classe, 2e échelon, à compter du 1er mars 1955.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 2 avril 1955:

I. — Les reviseurs titulaires de 1re classe, 3e échelon, des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement dont les noms suivent sont, en exécution du tableau d'avancement valable pour 1953 et 1954, promus reviseurs principaux titulaires 2e échelon, à compter du 1er janvier 1953, avec un reliquat d'ancienneté de 2 ans dans cet échelon:

MM. Amiel (Pierre), Blandin (Philippe), Boizeau (Charles), Dauger (Alfred), Dequidt (Henri), Gaudin (Robert), Gris (Gustave), Le Roux (Yves), Leuzy (Fernand), Motta (René), Pajot (Jean), Perrier-Cornet (Paul), Violeau (Maurice).

Les reviseurs titulaires désignés ci-dessus sont promus reviseurs principaux titulaires 3e échelon, à compter du 1er janvier 1953 (reliquat d'ancienneté épuisé).

II. — MM. Lechappé (Alphonse) et Roussel (Marcel), reviseurs titulaires de 1re classe, 3e échelon, des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement, sont, en exécution du tableau d'avancement valable pour 1953 et 1954, promus reviseurs principaux titulaires 2e échelon, à compter du 1er janvier 1953.

MM. Lechappé (Alphonse) et Roussel (Marcel) sont promus reviseurs principaux titulaires 3e échelon, à compter du 1er janvier 1955.

III. — MM. Dinouard (Urbain) et Silvain (Louis), reviseurs titulaires de 1re classe, 2e échelon, des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement sont, en exécution du tableau d'avancement valable pour 1954, promus reviseurs principaux titulaires, 2e échelon, à compter du 1er janvier 1954.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 2 avril 1955, MM. Jolivot (François) et Moroge (Lucien), reviseurs titulaires de 2e classe, 3e échelon, des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement sont, en exécution du tableau d'avancement valable pour 1953, promus reviseurs titulaires de 1re classe, 1er échelon, à compter du 1er janvier 1953.

MM. Jolivot (François) et Moroge (Lucien) sont promus reviseurs titulaires de 1re classe, 2e échelon, à compter du 1er janvier 1955.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et du logement en date du 2 avril 1955, MM. Lorette (Jean) et Watremez (Paul), vérificateurs techniques titulaires de 2e classe, 4e échelon, des services extérieurs du ministère de la reconstruction et du logement sont, en exécution du tableau d'avancement valable pour 1954, promus vérificateurs techniques titulaires de 1re classe, 1er échelon, à compter du 1er novembre 1954.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Cessation de l'application des dispositions de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945, complétée par la loi n° 48-833 du 19 mai 1948, à l'égard des médecins des services antituberculeux publics et des médecins des hôpitaux psychiatriques.

Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, le ministre de la santé publique et de la population et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique),

Vu l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre, complétée par la loi n° 48-833 du 19 mai 1948;

Vu le décret n° 49-441 du 30 mars 1949 portant application aux médecins des services antituberculeux publics et aux médecins des hôpitaux psychiatriques, des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945 modifiée, relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945, complétée par la loi du 19 mai 1948, et du décret susvisé du 30 mars 1949, cesseront de s'appliquer le 5 avril 1955 à l'égard des médecins des services antituberculeux et des médecins des hôpitaux psychiatriques.

Art. 2. — Exceptionnellement la commission de reclassement instituée par l'article 17 de l'ordonnance du 15 juin 1945 pourrait, le cas échéant, être appelée à se réunir postérieurement à la date du 5 avril 1955, en vue d'examiner dans le cadre de l'ordonnance précitée la possibilité de faire bénéficier les catégories visées à l'article 1er ci-dessus de toutes dispositions nouvelles modifiant les conditions d'avancement ou de validation de services antérieurs, ou en vue d'examiner à nouveau, à la suite de réclamations présentées dans les délais du recours contentieux, des cas déjà soumis une première fois à son avis.

En outre, cette commission pourra également être appelée exceptionnellement à se réunir après la date précitée en vue d'examiner les dossiers de bénéficiaires des dispositions du décret n° 54-1262 du 24 décembre 1954 relatif aux combattants d'Indochine et de Corée.

Fait à Paris, le 6 avril 1955.

Le ministre de la santé publique et de la population,
Pour le ministre et par délégation:
Le chef du cabinet,
ALBERT GOURVIL.

Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,
Pour le ministre et par délégation:
Le chef du cabinet,
JACQUES FRESNE.

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et par délégation:
Le chef du cabinet,
ROBERT GUIDET.

Administration centrale.

Par arrêté en date du 23 mars 1955, compte tenu des majorations mises en réserve, les administrateurs civils de 1re classe à l'administration centrale dont les noms suivent sont élevés au 2e échelon de leur grade (indice 565):

M. Reboulleau (Guy), à compter du 23 septembre 1954 (majorations entièrement utilisées).

M. Wolff (Alfred), à compter du 16 juin 1954 (majorations entièrement utilisées).

Par arrêté en date du 23 mars 1955, en application des dispositions de l'article 1er de la loi n° 54-1124 du 26 septembre 1954, les fonctionnaires de l'administration centrale ci-après désignés bénéficient, à compter du 27 septembre 1954, des majorations d'ancienneté indiquées ci-dessous:

Mlle Bureau (Andrée), administrateur civil: 6 mois 11 jours. Compte tenu de cette majoration, l'intéressée est promue au 2e échelon de la 2e classe de son grade à compter du 5 mai 1954.

Mlle Derrien (Yvonne), agent supérieur: 2 ans 7 mois 24 jours. Compte tenu de cette majoration, l'intéressée est promue au 3e échelon de la 2e classe de son grade à compter du 27 septembre 1954, en conservant 5 mois et 5 jours de bonification mise en réserve en vue d'une utilisation ultérieure.

MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Services extérieurs.

Par arrêtés du 14 mars 1955, sont nommés secrétaires administratifs stagiaires des services extérieurs du ministère des anciens combattants et victimes de guerre:

A compter du 16 mars 1955: Mlle Amenos (Arlette), MM. Barre (Lucien), Bostuau (Maurice), Mme Boudriaux (Antoinette), M. Bousquet (Marcel), Mlles Brunet-Manquat-Perrache (Raymonde), Cayrel (Jeanne), M. Chaboud (René), Mlles Dischamp (Marie-Geneviève), Dolitzki (Cécile), Mme Ducroq (Jeannine), M. Ennuyer (Jean), Mme Fourniou (Jeannine), MM. Grosjean (Pierre), Haussmann (Jean), Mlle Jarron (Suzanne), MM. Journois (Jean-Claude), Kervella (Joseph), Mme Lambert (Jeanne), M. Macaigne (Claude), Mlle Marigny (Françoise), MM. Marnac (Jean), Mme (Georges), Moroux (André), Mme Morineau (Jeannine), M. Mouginot (Pierre), Mlle Orosmane (Marie), M. Paisiermans (Jean), Mlles Perinet (Marie-Ange), Poulet (Elise), M. Quilici (Robert), Mme Rollin (Jeannie), Mlle Roucarol (Françoise), M. Sauvetre (Christian), Mlles Taylor (Jeanne), Thary (Yvonne), M. Templier (Jacques), Mme Tremolières (Denise), Mlle Vallade (Jeannine), M. Vallieres (Paul), Mlles Venton (Andrée), Vernay (Raymonde).

A compter du 14 avril 1955: Mlle Marabuto (Madeleine).

A compter du 18 avril 1955: Mlles Delacroix (Suzanne) et Vial (Jacqueline).

MINISTERE DES AFFAIRES MAROCAINES ET TUNISIENNES

Institution des commissions administratives paritaires.

Le ministre des affaires marocaines et tunisiennes et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu la loi n° 46-2291 du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 47-1370 du 24 juillet 1947 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 22 de la loi précitée et les textes qui l'ont complété ou modifié;

Vu le décret n° 55-86 du 19 janvier 1955 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier des contrôleurs civils et des adjoints de contrôle au Maroc,

Arrêtent :

Art. 1er. — Il est institué auprès du commissaire résident général de la République française au Maroc deux commissions administratives paritaires respectivement compétentes à l'égard du personnel du corps de contrôle civil et du corps des adjoints de contrôle.

Art. 2. — La composition de ces commissions est fixée comme suit :

COMMISSION PARITAIRE	NOMBRE de représentants	
	de l'administration.	du personnel.
I. — *Corps du contrôle civil.*		
Contrôleurs civils chefs de contrôle civil supérieur	2	2
Contrôleurs civils de classe exceptionnelle et de 1re classe	2	2
Contrôleurs civils des 2e et 3e classes	2	2
II. — *Corps des adjoints de contrôle.*		
Adjoints de contrôle principaux	2	2
Adjoints de contrôle de 1re classe	2	2
Adjoints de contrôle des 2e et 3e classes	2	2

Art. 3. — Les élections des représentants du personnel ont lieu conformément aux dispositions du décret susvisé n° 47-1370 du 24 juillet 1947 (section III). Le vote a lieu par correspondance.

Art. 4. — L'organisation et la date des élections des représentants du personnel seront fixées par arrêté résidentiel.

Art. 5. — Les attributions des commissions administratives paritaires sont celles prévues à l'article 29 de la loi susvisée n° 46-2291 du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires.

Art. 6. — Le commissaire résident général de la République française au Maroc est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 avril 1955.

Pour le ministre des affaires marocaines et tunisiennes
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
JEAN DONNEDIEU DE VABRES.

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil
et par délégation.
Le directeur de la fonction publique,
PIERRE CHATENET.

Le ministre des affaires marocaines et tunisiennes et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 47-1370 du 24 juillet 1947 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 22 de la loi précitée et les textes qui l'ont complété ou modifié;

Vu le décret n° 55-85 du 19 janvier 1955 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier des contrôleurs civils en Tunisie,

Arrêtent :

Art. 1er. — Il est institué auprès du résident général de la République française en Tunisie une commission administrative paritaire compétente à l'égard du personnel du corps du contrôle civil.

Art. 2. — La composition de ces commissions est fixée comme suit :

COMMISSION PARITAIRE	NOMBRE de représentants	
	de l'administration.	du personnel.
Contrôleurs civils chefs de contrôle civil supérieur	2	2
Contrôleurs civils de classe exceptionnelle et de 1re classe	2	2
Contrôleurs civils des 2e et 3e classes	2	2

Art. 3. — Les élections des représentants du personnel ont lieu conformément aux dispositions du décret susvisé n° 47-1370 du 24 juillet 1947 (section III). Le vote a lieu par correspondance.

Art. 4. — L'organisation et la date des élections des représentants du personnel seront fixées par arrêté résidentiel.

Art. 5. — Les attributions des commissions administratives paritaires sont celles prévues à l'article 20 de la loi susvisée n° 46-2294 du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires.

Art. 6. — Le résident général de la République française en Tunisie est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 avril 1955.

Pour le ministre des affaires marocaines et tunisiennes
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
JEAN DONNEDIEU DE VABRES.

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil
et par délégation :
Le directeur de la fonction publique,
PIERRE CHATENET.

Concours pour le recrutement d'adjoints de contrôle.

Le ministre des affaires marocaines et tunisiennes et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu le décret n° 55-86 du 19 janvier 1955 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier des contrôleurs civils et des adjoints de contrôle au Maroc et notamment son article 30;

Arrêtent:

Art. 1er. — Les adjoints de contrôle stagiaires au Maroc sont recrutés parmi les candidats reçus au concours organisé par arrêté du commissaire résident général de la République française au Maroc agissant par délégation du ministre des affaires marocaines et tunisiennes.

Ce concours est annoncé par un avis inséré à trois reprises à huit jours d'intervalle, au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du protectorat de la République française au Maroc.

La troisième et dernière insertion de cet avis doit être publiée au moins deux mois avant la date du concours.

Art. 2. — Peuvent être admis à prendre part à ce concours les candidats ayant produit à l'appui de leur demande les pièces justifiant:

1° Qu'ils sont âgés de vingt et un ans révolus et qu'ils n'ont pas dépassé l'âge de trente ans à la date du concours. Cette limite d'âge supérieure est toutefois prolongée d'une période égale à la durée de leurs obligations militaires ou assimilées;

2° Qu'ils jouissent de leurs droits civiques et sont de bonne moralité;

3° Qu'ils sont aptes à un service actif au Maroc;

4° Qu'ils ont satisfait entièrement aux obligations militaires ou qu'ils en seront dégagés au plus tard le 1er décembre de l'année en cours;

5° Qu'ils possèdent les titres universitaires ou les diplômes exigés des candidats à l'emploi d'adjoint de contrôle stagiaire;

6° Qu'ils possèdent la nationalité française depuis cinq ans au moins.

Art. 3. — Le commissaire résident général de la République française au Maroc arrête la liste des candidats réunissant les conditions fixées à l'article 2 du présent arrêté qu'il autorise à subir les épreuves du concours pour le recrutement d'adjoints de contrôle stagiaires. Il les convoque pour subir les épreuves.

Ces épreuves comprennent:

a) Epreuves écrites:

1) Histoire générale, politique et sociale de l'Afrique du Nord, géographie physique, économique et humaine de l'Afrique du Nord. (Durée: quatre heures; coefficient 4);

2) Organisation politique, administrative, judiciaire et financière de l'Afrique du Nord. (Durée quatre heures; coefficient 4).

b) Epreuves orales:

1) Droit administratif français (coefficient 3);

2) Organisation sociale, religieuse et familiale des populations musulmanes. Histoire de l'Islam (coefficient 3);

3) Histoire générale politique et sociale du Maroc. Géographie physique, économique et humaine du Maroc (coefficient 2);

4) Organisation politique, administrative, judiciaire et financière du Maroc (coefficient 3).

c) Epreuves d'équitation (coefficient 1).

Les épreuves orales sont complétées par une épreuve d'aptitude professionnelle d'une durée de deux heures comportant essentiellement l'étude d'un dossier identique pour tous les candidats qui ont à en faire par écrit la synthèse et à en tirer les conclusions.

Cette épreuve, complétée par une visite aux membres du jury, est affectée du coefficient 4.

Art. 4. — Chacune des épreuves du concours est cotée de 0 à 20.

Le total des points exigés pour l'admissibilité aux épreuves orales est de 96 points.

Nul ne peut être admis définitivement s'il n'a obtenu une moyenne générale de 12.

Toute note inférieure à 7 est éliminatoire en ce qui concerne les épreuves écrites et orales.

Chaque note est multipliée par le coefficient prévu à l'article 3.

Les candidats ayant obtenu le nombre de points exigés pour l'admission définitive, bénéficient ensuite des majorations suivantes:

Licence en droit, ès lettres ou ès sciences: 24 points.

Brevet d'arabe: 10 points.
Brevet de berbère: 10 points.
Diplôme d'arabe: 15 points.
Diplôme de berbère: 15 points.
} Titres délivrés par l'institut des hautes études marocaines, de l'école supérieure d'arabe de Tunis et la faculté de lettres d'Alger.

Les candidats titulaires des brevets d'arabe et de berbère ne peuvent bénéficier d'une majoration de points supérieure à 15.

Les titulaires des diplômes d'arabe et de berbère ou d'un diplôme et d'un brevet portant sur des langues différentes ne peuvent bénéficier d'une majoration de points supérieure à 20.

Art. 5. — Les candidats doivent adresser, sur papier libre, leur demande d'admission au concours à M. le commissaire résident général de la République française au Maroc, direction de l'intérieur (inspection du personnel civil de contrôle, à Rabat) au moins un mois avant la date fixée pour l'ouverture du concours.

Chaque candidat doit produire à l'appui de sa demande les pièces énumérées ci-après:

1° Un acte de naissance;

2° Un extrait de casier judiciaire ayant moins de trois mois de date;

3° Un certificat médical constatant son aptitude physique à un emploi actif au Maroc;

4° Une pièce officielle établissant sa situation au point de vue de l'accomplissement des obligations militaires;

5° Des originaux ou copies certifiées conformes des diplômes, brevets ou certificats;

6° Toutes pièces établissant qu'il est citoyen français.

Les candidats mariés devront, en outre, fournir un extrait de l'acte de mariage et, s'il y a lieu, les actes de naissance de leurs enfants.

S'ils sont fonctionnaires, officiers ou sous-officiers de carrière, ils ne pourront se présenter au concours que s'ils y sont autorisés par l'autorité dont ils relèvent respectivement. Ils adresseront leur demande sous le couvert de cette autorité.

Art. 6. — Le jury du concours est ainsi constitué:

Le directeur de l'intérieur ou son délégué, président;
L'inspecteur du corps de contrôle civil;
Un agent du corps de contrôle civil;
Un professeur de l'institut des hautes études marocaines ou de l'enseignement secondaire, désigné par le directeur de l'instruction publique au Maroc.

Ce jury est complété, pour les épreuves orales d'aptitude professionnelle et d'équitation, par un ou des examinateurs désignés par le directeur de l'intérieur.

Un agent de la direction de l'intérieur remplit les fonctions de secrétaire du jury.

Art. 7. — Les épreuves écrites sont passées simultanément à Paris, Rabat, Alger, Lyon, Marseille, Bordeaux et Strasbourg.

Les épreuves orales ont lieu à Rabat.

Les candidats admissibles aux épreuves écrites et qui résident hors du Maroc doivent se rendre à Rabat pour subir les épreuves orales. Ils bénéficient, s'ils habitent hors de l'Afrique du Nord, de réquisitions de passage gratuit pour le voyage en deuxième classe sur les paquebots et, le cas échéant, sur les chemins de fer pour le trajet de Casablanca ou d'Oran à Rabat.

Les candidats admissibles aux épreuves écrites résidant en Algérie ou en Tunisie, qui viennent subir les épreuves orales à Rabat, ont droit au remboursement de leurs frais de voyage par voie ferrée du lieu de leur résidence à Rabat, en deuxième classe.

Les candidats qui ne sont pas définitivement admis ont droit à la gratuité du voyage de retour dans les mêmes conditions.

Art. 8. — Un mois au moins avant la date fixée pour l'ouverture du concours, les sujets de compositions choisis par le directeur de l'intérieur, sont enfermés dans des enveloppes scellées et cachetées qui portent les suscriptions suivantes:

« Concours pour le recrutement d'adjoints de contrôle stagiaires. Enveloppe à ouvrir en présence des candidats par l'agent chargé de la surveillance des épreuves. »

Art. 9. — Il est procédé à l'ouverture des enveloppes scellées et cachetées comme il est dit ci-dessus, par l'agent chargé de la surveillance des épreuves, en présence des candidats, au jour et à l'heure fixés pour lesdites épreuves.

Art. 10. — L'organisation et la surveillance des épreuves, ainsi que la discipline imposée aux candidats autorisés à prendre part au concours, sont définies par arrêté résidentiel.

Art. 11. — Les compositions remises par les candidats ne portent ni nom, ni signature.

Chaque candidat inscrit en tête de sa composition une devise et un numéro qu'il reproduit sur un bulletin portant également ses nom, prénoms, ainsi que sa signature.

Chaque bulletin est remis à l'agent chargé de la surveillance, dans une enveloppe fermée qui ne doit porter aucun signe extérieur.

Les compositions et les enveloppes renfermant les bulletins sont placées dans deux enveloppes distinctes et fermées portant respectivement les mentions ci-après:

a) Composition « Concours pour le recrutement d'adjoints de contrôle stagiaires ».

« Epreuve de ..... ».

b) Bulletins « Concours pour le recrutement d'adjoints de contrôle stagiaires ». Bulletins: nombre.

Les enveloppes fermées et revêtues de la signature de l'agent chargé de la surveillance sont transmises par ce dernier au directeur de l'intérieur (inspection du personnel civil de contrôle).

Un procès-verbal, dressé à la fin de la séance, constate la régularité des opérations et les incidents qui auraient pu survenir; ce procès-verbal est transmis au directeur de l'intérieur sous pli séparé.

Art. 12. — Les plis contenant les épreuves sont seuls ouverts et les membres du jury procèdent à l'examen et à l'annotation des compositions.

Art. 13. — Dès que le classement par ordre de mérite des compositions est établi pour celles dont la moyenne atteint ou dépasse la note 7, le président du jury ouvre les enveloppes contenant les bulletins individuels indiquant les noms des candidats et rapproche ces noms des devises portées en tête des compositions.

Il arrête immédiatement la liste nominative des candidats ayant obtenu une note moyenne au moins égale à 12 et qu'il déclare admissibles. Cette liste est contresignée par les membres du jury de l'examen.

Chaque candidat déclaré admissible est ensuite avisé par lettre personnelle, recommandée avec accusé de réception, d'avoir à se présenter aux épreuves orales qui auront lieu à Rabat, à la direction de l'intérieur.

Art. 14. — Dès que les épreuves orales sont terminées, le commissaire résident général de la République française au Maroc arrête la liste nominative, par ordre de mérite, des candidats admis définitivement aux emplois mis au concours. Les candidats admis sont nommés adjoints de contrôle stagiaires; ils entrent en solde, soit, s'ils résident au Maroc, à compter du jour de leur prise de fonctions, soit, s'ils résident hors du Maroc, à compter du jour de leur embarquement.

Art. 15. — Le commissaire résident général de la République française au Maroc est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 avril 1955.

Pour le ministre des affaires marocaines et tunisiennes et par délégation:
Le directeur du cabinet,
JEAN DONNEDIEU DE VABRES.

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et par délégation:
Le directeur de la fonction publique,
PIERRE CHATENET.

MINISTERE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

Administration centrale.

Par arrêté du 28 mars 1955, a été admise à faire valoir ses droits à la retraite, sur sa demande, à compter du 16 juillet 1955, Mme Fabregue, surveillante.

Services extérieurs.

Par arrêtés du 28 mars 1955:

A été nommé chef de centre de classe exceptionnelle à Paris-Ségur et titularisé dans le grade correspondant, M. Keller, inspecteur principal à Paris-Télécommunications.

A été mutée à Strasbourg-Quai de Paris, Mme Lab, receveuse de 2e classe à Molsheim.

Ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite, sur leur demande:

A compter du 16 juin 1955, M. Baillarger, receveur de 1re classe à Limoux.

A compter du 1er août 1955, M. Artaud, receveur de 2e classe à Montmorency.

A compter du 16 avril 1955, M. Mazure, receveur de 2e classe à Loudéac.

A compter du 15 août 1955, Mme Paris, receveuse de 2e classe à Tergnier.

A compter du 1er juillet 1955, M. Reforet, receveur de 2e classe à Saint-Yrieix.

A compter du 1er décembre 1955, M. Truffy, receveur de 2e classe à Rochechouart.

A compter du 5 août 1955, M. Vinard, receveur de 2e classe à Nyons.

A compter du 18 juillet 1955, M. Talon, chef de centre de 1re classe à Montargis-Télégraphe et téléphone.

Par arrêté du 29 mars 1955:

Ont été nommés receveurs de 2e classe et titularisés dans le grade correspondant:

A Gex, M. Vigne, receveur de 3e classe à la Voulte-sur-Rhône.

A Embrun, M. Ramos, chef de section à Fort-de-France.

A Surgères, M. Aymard, chef de section à Ussel-sur-Sarsonne.

A Eglelons, M. Monié, receveur de 3e classe à Fruges.

A Montbard, M. Olivier, inspecteur rédacteur à Chaumont.

A Semur-en-Auxois, M. Piotelat, inspecteur rédacteur à Paris-Ligne du Sud-Ouest.

A Audincourt, M. Mittelhauser, receveur de 3e classe à Nogent-en-Bassigny.

A Crest, M. Dalaison, inspecteur rédacteur à Lyon-Services postaux.

A Etrepagny, M. Chabrol, receveur de 3e classe à Vizille.

A Sommières, M. Auberi, receveur de 3e classe à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume.

A Montréjeau, M. Auzié, chef de section à Paris-Chèques postaux.

A Eauze, M. Garrigues, receveur de 3e classe à Matha.

A Mirande, M. Choucq, inspecteur rédacteur à Nantes.

A Montfort-sur-Meu, M. Lescure, receveur de 3e classe à Breteuil-sur-Noye.

A Saint-Sever-sur-l'Adour, M. Bertranne, receveur de 3e classe à Menteux.

A Florac, M. Surlacarrere, receveur de 3e classe à Djerba (Tunisie).

A Montmédy, M. Bernard, receveur de 3e classe à Algrange.

A Condé-sur-Escaut, M. Fostier, receveur de 3e classe à Mohon.

A Orchies, M. Meuriot, receveur de 3e classe à Merville.

A Aire-sur-la-Lys, M. Siméon, chef de section à Vannes.

A Carvin, M. Nuel, receveur de 3e classe à Saint-Valery-sur-Somme.

A Etaples, Mme Olivier, receveuse de 3e classe à Pléneuf.

A Montlouis-sur-Têt, M. Peytavi, chef de section à Saint-Amand-Montrond.

A Melle-sur-Béronne, M. Contis, inspecteur rédacteur à Tunis.

A Saint-Maixent-l'Ecole, M. Perivier, inspecteur rédacteur à Poitiers-Services postaux.

Ont été nommés receveurs de 2e classe, titularisés dans le grade correspondant et maintenus en cette qualité à la disposition du gouverneur général de l'Algérie en vue de leur affectation:

A Miliana (Alger), M. Lembeye-Boy, receveur de 3e classe à Akbou (Constantine).

A Saint-Eugène (Alger), M. Lévy, chef de section à Tlemcen.

A Colomb-Béchar (Oran), M. Morieux, receveur de 3e classe à Michelet (Alger).

A Perregaux (Oran), M. Roustit, chef de section à Mostaganem.

A été nommé receveur de 2e classe, titularisé dans le grade correspondant et mis en cette qualité à la disposition du gouvernement général de l'Algérie en vue de son affectation à Vialar (Alger), M. Badie, inspecteur rédacteur à Montpellier-Services postaux.

Par arrêtés du 30 mars 1955:

A été nommé chef de centre télégraphique et téléphonique de 1re classe, titularisé dans le grade correspondant et maintenu en cette qualité à la disposition de la Compagnie des câbles sud-américains, au titre de l'article 99 de la loi du 19 octobre 1946, M. Pechcontal, chef de centre de télégraphie sous-marine de 2e classe.

Ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite, pour limite d'age:

A compter du 24 août 1955, M. Ringeval, chef de centre de 2e classe à Paris-Gravelle.

A compter du 13 juillet 1955, M. Bernard, receveur de 2e classe à Grenoble-Berriat.

A compter du 25 juillet 1955, M. Canellas, receveur de 2e classe à Bordeaux-Midi.

A compter du 6 août 1955, M. Charmeux, receveur de 2e classe à Saint-Mandé.

A compter du 18 août 1955, M. Claverie, receveur de 2e classe à Tonneins.

Ont été mis à la disposition du ministère des affaires marocaines et tunisiennes à compter du 30 mars 1955, pour le service de l'office tunisien des postes, télégraphes et téléphones, MM. Croute et Valleix, contrôleurs des installations électromécaniques.

Par arrêté du 31 mars 1955, a été nommé chef de centre de classe exceptionnelle au Mans-Télégraphe et téléphone, et titularisé dans le grade correspondant, M. Tournier, inspecteur principal.

Par arrêté du 1er avril 1955, ont été mis à la disposition du ministère des affaires marocaines et tunisiennes, à compter du 16 mai 1955, pour le service de l'office tunisien des postes, télégraphes et téléphones, MM. Bourgeade, Cure et Lepagney, agents techniques de 1re classe.

SUSPENSION TEMPORAIRE DE FONCTIONS

Ministère de la justice.

D'un arrêt rendu le 17 mars 1955 par la cour d'appel de Basse-Terre (Guadeloupe), statuant en matière disciplinaire, il appert que Me Dahome a été suspendu de ses fonctions pendant une durée de trois mois, à compter du 24 février 1955.

Me Lavau, avoué, a été commis administrateur de l'étude de Me Dahome pendant la durée de la suspension de ce dernier.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

Rectifications

au compte rendu in extenso *de la séance du vendredi* 1er *avril* 1955.

(*Journal officiel du* 2 *avril* 1955.)

Dans le scrutin (n° 48), sur l'amendement de Mlle Mireille Dumont, au paragraphe III, section B, de l'article unique du projet de loi tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs spéciaux:

M. Zussy, porté comme « n'ayant pas pris part au vote », déclare avoir voulu voter « pour ».

Dans le scrutin (n° 49), sur l'ensemble du projet de loi tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs spéciaux:

MM. Robert Aubé et Le Bot, portés comme « n'ayant pas pris part au vote », déclarent avoir voulu voter « pour ».

INFORMATIONS

RELATIVES

A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Rectifications

au compte rendu in extenso *de la* 2e *séance du* 22 *mars* 1955.

(*Journal officiel* du 23 mars 1955.)

Dans le scrutin (n° 32) sur l'amendement (n° 15) de M. Boiteau et des membres du groupe communiste à l'article 1er du projet de loi relatif à l'amnistie outre-mer:

Au lieu de:

Pour l'adoption	105
Contre	61

Lire:

Pour l'adoption	61
Contre	105

Dans le scrutin (n° 43) sur l'amendement (n° 19) de M. Boiteau et des membres du groupe communiste à l'article 4 du projet de loi relatif à l'amnistie outre-mer:

Dans « N'ont pas pris part au vote », après: « M. Boumendjel », ajouter: « M. Bui Xuan Bao ».

Rectification

au compte rendu in extenso *de la séance du* 31 *mars* 1955.

(*Journal officiel* du 1er avril 1955.)

Dans le scrutin (n° 52) sur la proposition (n° 9, année 1955) relative au stage de coopération et de mutualité agricole dans la métropole:

Dans le titre, au lieu de: « neutralité », lire: « mutualité ».

AVIS ET COMMUNICATIONS

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Avis relatif à l'organisation de concours pour le recrutement de conducteurs de chantiers des ponts et chaussées.

Par application de l'arrêté interministériel du 14 mars 1955 (*Journal officiel* du 18 mars 1955), des concours pour le recrutement de 214 conducteurs de chantiers des ponts et chaussées auront lieu les 12 et 13 septembre 1955, pour les départements et services suivants :

Services ordinaires.

Ain	5	Loiret	7
Allier	4	Lot	4
Alpes (Basses-)	1	Lot-et-Garonne	2
Alpes (Hautes-)	6	Marne	6
Alpes-Maritimes	1	Marne (Haute-)	7
Ariège	2	Mayenne	10
Aube	4	Meurthe-et-Moselle	2
Calvados	4	Nièvre	1
Charente-Maritime	6	Oise	2
Cher	10	Orne	5
Corse	4	Pas-de-Calais	5
Côte-d'Or	5	Puy-de-Dôme	2
Creuse	4	Rhin (Haut-)	1
Drôme	5	Saône (Haute-)	4
Eure	1	Sarthe	4
Eure-et-Loir	5	Seine-Maritime	15
Gard	4	Seine-et-Oise	6
Garonne (Haute-)	4	Somme	7
Hérault	5	Tarn	6
Indre	6	Var	4
Jura	2	Vienne	8
Landes	7	Vienne (Haute-)	4
Loir-et-Cher	11	Vosges	4
Loire (Haute-)	4		

Services de navigation.

Paris, 2e section de la Seine	1
Troyes, service de navigation de l'Aube	1
La Rochelle, service de navigation de la Charente	1

Services maritimes.

Gironde (Bordeaux)	1
Nord (Dunkerque)	1
Seine-Maritime (2e section) (Rouen)	2
Charente-Maritime (La Rochelle)	1

Un avis ultérieur donnera l'indication des départements ou services ayant un centre d'examen commun.

La nomenclature des pièces à fournir pour l'établissement des dossiers de candidature sera indiquée par les ingénieurs en chef des ponts et chaussées aux chefs-lieux des départements et services précités.

Ministère de l'agriculture.

Avis de concours pour le recrutement de conseillers agricoles.

Un concours pour le recrutement de cent conseillers agricoles est ouvert le mardi 17 mai 1955. Les épreuves écrites auront lieu à Paris, Bordeaux, Lyon, Marseille, Alger, Nancy, Rennes, Clermont-Ferrand et Poitiers. Les épreuves orales auront lieu à Paris. Une notice sera adressée aux personnes qui en feront la demande. Les candidats devront faire parvenir leur demande d'admission avant le 27 avril 1955, au ministère de l'agriculture, direction de la production agricole, 78, rue de Varenne, Paris (7e).

Caisse des dépôts et consignations.

OPÉRATIONS DES CAISSES D'ÉPARGNE ORDINAIRES AVEC LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Résultats concernant la période du 1er au 28 février 1955.
(Paris et départements.)

	DÉPOTS	RETRAITS	EXCÉDENTS
	Francs	Francs	Francs
Février 1955	16.223.214.692	2.370.803.570	+ 13.852.411.122
Excédents de dépôts du 1er janvier au 28 février 1955			30.170.891.722

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire

Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,
JEAN-PAUL MARTIN

COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

Derniers cours cotés en Bourse.	Pays.	Devise.	Parité.	Cours limites pratiqués par la Banque de France.		Cours extrêmes cotés à la Bourse du 7 avril 1955.	
350 ..	États-Unis	1 $ U.S.A	350 .. (1)	.... ..	.... ..	350 ..	.... ..
355 40	Canada	1 $ can.	.... ..	.... ..	.... ..	355 75	.... ..
163 70	Côte Fse Somalis	100 F Djib	161 0727	.... ..	.... ..	163 70	.... ..
8313 ..	Allemagne occid.	100 D Mk	8333 33	8271 ..	8396 ..	8396 ..	8327 ..
700 50	Belgique	100 F b	700 ..	691 75	705 25	701 90	701 70
5058 ..	Danemark	100 c. d.	5067 22	5029 25	5105 25	5067 ..	5061 ..
981 ..	Gde-Bretagne	1 liv. st.	980 ..	972 65	987 35	983 ..	982 60
4901 50	Norvège	100 c. n	4900 ..	4863 50	4937 .	4913 ..	4911 ..
9210 ..	Pays-Bas	100 fl.	9210 52	9141 60	9279 40	9240 ..	9233 ..
6739 ..	Suède	100 c. s.	6765 625	6715 ..	6816 50	6758 ..	6753 ..
7987 ..	Suisse	100 f. s.	8503 98	7914 ..	8664 ..	8002 ..	7998 ..
1336 ..	Autriche	100 sch.	1346 15	1336 05	1356 25	1336 ..	.... ..
1000 ..	Égypte	1 liv. ég.	1005 04	997 ..	1013 ..	1001 ..	1000 ..
56 43	Italie	100 lire.	56 098	55 59	56 43	56 43	.... ..
2795 ..	Mexique	100 pes	2800 ..	2779 ..	2821 .	2800 ..	.... ..
1208 25	Portugal	100 esc.	1217 39	1208 25	1226 50	1209 ..	1208 50
4897 50	Tchécoslovaquie	100 k-s	4861 11	4824 50	4897 50	4897 50	.... ..
117 60	Yougoslavie	100 din.	116 666	115 70	.... ..	117 50	.... ..

Zone C. F. A	100 F C. F. A	200
Zone C. F. P	100 F C. F. P	500
États associés du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam	100 piastres	1000

(1) Cours de référence défini par l'avis n° 421 de l'office des changes.

BANQUE DE FRANCE

SITUATION HEBDOMADAIRE

		AU 31 MARS 1955	AU 24 MARS 1955
ACTIF			
Encaisse or		201.281.591.426 »	201.281.591.426 »
Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements		86.301.479.495 »	78.261.191.559 »
Avances au Fonds de stabilisation des changes (1)		195.000.000.000 »	191.400.000.000 »
Monnaies divisionnaires		11.542.835.040 »	11.194.706.299 »
Comptes courants postaux		29.527.913.361 »	19.273.273.635 »
Bon du Trésor négociable : Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque nationale de Belgique		3.849.114.713 »	3.849.114.713 »
Prêts sans intérêts à l'Etat (2)		50.000.000.000 »	50.000.000.000 »
Avances provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 (3)		426.000.000.000 »	426.000.000.000 »
Avances provisoires à l'Etat (4)		190.000.000.000 »	190.000.000.000 »
Avances spéciales à l'Etat (5)		117.600.000.000 »	117.700.000.000 »
Portefeuille d'escompte :			
Effets escomptés sur la France	608.168.283.512 »		
Effets escomptés sur l'étranger	165.697.531 »	1.171.537.120.870 »	1.157.210.301.610 »
Effets garantis par l'office des céréales (6)	32.563.635.197 »		
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme	530.699.504.630 »		
Effets négociables achetés en France (7)		160.613.043.818 »	133.848.811.573 »
Avances à 30 jours sur effets publics		18.614.848.000 »	7.418.680.000 »
Avances sur titres		10.570.242.973 »	8.262.648.714 »
Avances sur or		»	»
Hôtel et mobilier de la Banque		4.000.000 »	4.000.000 »
Rentes pourvues d'affectations spéciales (8)		112.980.750 »	112.980.750 »
Effets en cours de recouvrement		39.235.092.474 »	14.529.008.568 »
Divers		48.677.604.776 »	48.636.881.192 »
Total		2.760.467.837.726 F	2.659.013.196.069 F
PASSIF			
Engagements à vue :			
Billets au porteur en circulation		2.583.654.127.155 »	2.481.008.178.700 »
Comptes courants créditeurs :			
Compte courant du Trésor public	24.383.935 »		
Comptes courants des accords de coopération économique	7.351.028.620 »		
Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères	47.537.484.400 »	122.749.567.735 »	115.982.547.493 »
Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue	67.836.660.780 »		
Capital de la Banque		182.500.000 »	182.500.000 »
Bénéfices en addition au capital (9)		307.824.529 »	307.824.529 »
Réserves mobilières légales (10)		22.405.750 »	22.405.750 »
Réserve immobilière		4.000.000 »	4.000.000 »
Divers		53.547.712.557 »	61.506.039.597 »
Total		2.760.467.837.726 F	2.659.013.196.069 F

(1) (Convention du 27 juin 1949).

(2) (Loi du 9 juin 1857, convention du 29 mars 1878, loi du 13 juin 1878 prorogée, lois des 17 novembre 1897, 29 décembre 1911, 29 décembre 1916 et 25 juin 1928, convention du 12 novembre 1938, décret du 12 novembre 1938, convention du 27 mars 1947, loi du 29 mars 1947).

(3) (Conventions des 25 août, 29 octobre, 12 décembre, 30 décembre 1940, 20 février, 30 avril, 10 mai, 11 juin, 11 septembre, 27 novembre, 26 décembre 1941, 5 mars, 30 avril, 11 juin, 17 septembre, 19 novembre 1942, 21 janvier, 31 mars, 8 juillet, 30 septembre, 16 décembre 1943, 23 mars, 17 mai et 20 juillet 1944).

(4) (Convention du 29 septembre 1938 approuvée par le décret du 1er septembre 1939, convention du 29 février 1940 approuvée par le décret du 29 février 1940, convention du 9 juin 1940 approuvée par le décret du 9 juin 1940, convention du 8 juin 1944 approuvée par la loi du 15 juillet 1944, convention du 24 juin 1947 approuvée par la loi du 26 juin 1947, convention du 25 septembre 1947 approuvée par le décret du 1er octobre 1947, convention du 22 janvier 1953 approuvée par la loi du 23 janvier 1953).

(5) (Convention du 11 juillet 1953 approuvée par la loi du 11 juillet 1953).

(6) (Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939, loi du 19 mai 1941).

(7) (Décret du 17 juin 1938).

(8) (Loi du 17 mai 1834, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857).

(9) (Lois des 9 juin 1857 et 17 novembre 1897).

(10) (Loi du 17 mai 1834, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857).

Certifié conforme aux écritures :

Le Sous-Gouverneur,
J. SALTES.

TAUX DES OPERATIONS

Escompte	3 0/0
Avances sur titres	4 1/2 0/0
Avances à 30 jours	3 0/0
Achat des effets publics dont l'échéance n'excède pas trois mois	3 0/0

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS

Compte chèque postal 1.014.00, Paris,

ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

BOZEL-MALETRA

Société industrielle de produits chimiques.

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 920.935.000 F

SIÈGE SOCIAL: 38, RUE DE LISBONNE, PARIS (8e)

R. C.: Seine n° 21607.

Avis aux porteurs d'obligations de 10.000 F 6 1/2 0/0 (émission 1949).

Tirage au sort annuel des obligations à rembourser le 1er mai 1955.

Usant de la faculté qui lui a été réservée lors de l'émission de ses obligations 6 1/2 0/0 de 10.000 F 1949, et en se conformant aux dispositions adoptées par l'assemblée générale des porteurs d'obligations en date du 30 octobre 1952, la société a racheté sur le marché le nombre d'obligations nécessaire pour épuiser la totalité de l'annuité prévue pour le service de l'intérêt et de l'amortissement de l'emprunt au 1er mai 1955.

En conséquence, il n'a pas été effectué de tirage au sort.

Ces rachats effectués, 11.852 obligations restent en circulation.

Les obligations amorties antérieurement ont été également rachetées en Bourse.

LES USINES DE MELLE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 408 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: A SAINT-LEGER-LES-MELLE (DEUX-SÈVRES)

R. C.: 4131 B, à Melle.

Obligations 4 1/4 0/0 1942 de 2.000 F.

LISTE NUMERIQUE

Des obligations amorties au tirage du 15 mars 1955 et remboursables à partir du 25 avril 1955 à 2.001 F;

Des obligations amorties aux tirages antérieurs parmi lesquelles figurent des titres non encore présentés au remboursement.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
81 à 90	55	2.801 à 810	54	5.371 à 380	55
211 à 220	55	2.971 à 980	55	5.381 à 390	54
371 à 380	55	3.101 à 110	55	5.391 à 400	55
421 à 430	54	3.241 à 250	55	5.561 à 570	55
561 à 570	54	3.431 à 440	54	5.766 à 769	55
741 à 750	54	3.681 à 690	55	5.821 à 830	55
751 à 760	50	3.901 à 910	55	5.871 à 880	55
1.151 à 160	55	3.991 à 4.000	54	5.921 à 930	55
1.651 à 660	55	4.181 à 190	54	6.081 à 090	54
1.751 à 760	55	4.221 à 230	55	6.111 à 120	54
1.801 à 810	55	4.231 à 240	55	6.511 à 520	55
1.871 à 880	55	4.981 à 990	55	6.581 à 590	54
1.891 à 900	55	5.121 à 130	50	6.691 à 700	55
2.301 à 310	54	5.131 à 140	55	6.861 à 870	55
2.451 à 460	55	5.161 à 170	55	6.981 à 990	55
2.501 à 510	55	5.241 à 250	55	7.601 à 610	55
2.641 à 650	55	5.321 à 330	55	7.221 à 230	55
2.701 à 710	55				

COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.400.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 10 ET 12, BOULEVARD JULES-FAVRE, A LYON

R. C.: Lyon n° 9932 B.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 2.440 obligations 4 0/0 1942 dont le neuvième amortissement est prévu pour le 1er mai 1955.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en avril 1955.

Les amortissements précédents ont été réalisés par voie de rachats en Bourse.

Compagnie Centrale des Emeris et tous Abrasifs

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 177.624.000 F

SIÈGE SOCIAL: 135, BOULEVARD SÉRURIER, PARIS (19e)

R. C.: Seine n° 54 B 8125.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 135 obligations 4 1/4 0/0 1943 dont le douzième amortissement est prévu pour le 1er mai 1955.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en avril 1955.

Titres restant à rembourser.

Néant.

Manufacture Française de Tapis et Couvertures

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 225.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 5, BOULEVARD SAINT-JEAN, BEAUVAIS (OISE)

R. C.: Beauvais n° 2399.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 257 obligations 4 1/2 0/0 1947 dont le huitième amortissement est prévu pour le 1er mai 1955.

En conséquence, aucun tirage n'a été effectué en mars 1955.

Titres restant à rembourser.

Néant.

SOCIETE DE SAINT-SAUVEUR, ARRAS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 211.412.500 F

SIÈGE SOCIAL: RUE DES ROSATI, A ARRAS (PAS-DE-CALAIS)

R. C.: Arras n° 355.

Emprunt obligataire 4,25 0/0 1946.

Neuvième amortissement.

Suivant faculté réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse les 70 obligations de 5.000 F nominal dont l'amortissement est prévu pour le 1er juin 1955.

En conséquence, il n'a pas été effectué de tirage au sort.

Les amortissements précédents ont été réalisés de la même façon.

SOCIETE DES TRANSPORTS D'AMIENS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 33.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : A PARIS, 173, BOULEVARD HAUSSMANN

R. C. : Seine n° 54-B 8940.

Liste des 307 obligations de 1.000 F 5 0/0 1931 amorties au tirage du 21 mars 1955 et des obligations restant à rembourser sur tirages antérieurs.

Les deux chiffres entre parenthèses placés à la suite du numéro indiquent l'année d'échéance du remboursement.

9	(55)	842	(55)	1.608	(55)	2.382	(55)	3.175	(55)
16	(55)	857	(53)	1.617	(55)	2.398	(53)	3.185	(55)
17	(55)	872	(55)	1.627	(55)	2.405	(55)	3.187	(55)
29	(54)	875	(55)	1.632	(55)	2.418	(55)	3.190	(55)
34	(55)	885	(55)	1.633	(55)	2.422	(53)	3.205	(55)
51	(55)	891	(55)	1.659	(53)	2.424	(55)	3.222	(53)
66	(55)	904	(54)	1.666	(54)	2.425	(55)	3.255	(53)
73	(55)	905	(55)	1.702	(55)	2.429	(55)	3.239	(54)
88	(55)	916	(55)	1.712	(52)	2.433	(55)	3.247	(53)
111	(54)	917	(54)	1.733	(54)	2.443	(55)	3.293	(55)
117	(53)	919	(49)	1.743	(54)	2.444	(53)	3.305	(55)
126	(55)	920	(47)	1.746	(53)	2.447	(54)	3.307	(55)
129	(55)	923	(55)	1.749	(54)	2.451	(55)	3.309	(55)
189	(55)	926	(55)	1.751	(54)	2.453	(52)	3.313	(55)
193	(55)	955	(54)	1.752	(55)	2.455	(45)	3.314	(55)
195	(55)	958	(53)	1.757	(54)	2.456	(53)	3.323	(55)
197	(55)	960	(55)	1.762	(48)	2.474	(55)	3.328	(55)
215	(55)	964	(55)	1.763	(49)	2.477	(55)	3.347	(54)
228	(53)	969	(55)	1.8 9	(55)	2.489	(54)	3.348	(54)
233	(55)	979	(55)	1.829	(55)	2.490	(52)	3.351	(54)
239	(53)	980	(53)	1.833	(55)	2.499	(53)	3.365	(54)
244	(55)	994	(55)	1.837	(55)	2.508	(54)	3.392	(54)
247	(55)	996	(54)	1.851	(55)	2.510	(55)	3.394	(52)
264	(54)	997	(55)	1.854	(54)	2.512	(54)	3.397	(54)
265	(54)	1.002	(55)	1.863	(55)	2.531	(55)	3.403	(54)
277	(55)	1.029	(55)	1.867	(55)	2.535	(55)	3.404	(55)
286	(55)	1.045	(55)	1.875	(55)	2.545	(55)	3.406	(51)
289	(52)	1.052	(55)	1.884	(55)	2.559	(55)	3.409	(52)
292	(55)	1.053	(54)	1.887	(55)	2.577	(53)	3.425	(55)
300	(55)	1.056	(55)	1.904	(55)	2.581	(53)	3.444	(55)
305	(55)	1.063	(54)	1.912	(54)	2.589	(41)	3.446	(48)
315	(55)	1.064	(53)	1.915	(52)	2.590	(55)	3.461	(55)
327	(54)	1.078	(54)	1.923	(55)	2.591	(55)	3.474	(55)
337	(55)	1.080	(54)	1.953	(55)	2.592	(54)	3.485	(53)
348	(55)	1.093	(54)	1.955	(55)	2.593	(52)	3.487	(53)
353	(55)	1.096	(55)	1.959	(55)	2.600	(55)	3.492	(55)
354	(55)	1.109	(54)	1.978	(55)	2.629	(55)	3.495	(53)
371	(55)	1.147	(55)	1.984	(55)	2.631	(54)	3.497	(54)
377	(55)	1.159	(54)	1.997	(54)	2.635	(55)	3.498	(54)
382	(55)	1.169	(55)	2.012	(55)	2.648	(55)	3.499	(54)
383	(55)	1.205	(55)	2.013	(55)	2.663	(55)	3.500	(54)
401	(54)	1.210	(55)	2.046	(55)	2.692	(54)	3.502	(54)
412	(55)	1.278	(47)	2.049	(53)	2.697	(54)	3.505	(54)
413	(55)	1.281	(52)	2.053	(55)	2.701	(55)	3.507	(55)
415	(55)	1.286	(52)	2.054	(53)	2.718	(54)	3.520	(55)
422	(54)	1.291	(55)	2.058	(55)	2.721	(55)	3.521	(54)
425	(55)	1.298	(55)	2.061	(54)	2.724	(55)	3.525	(54)
434	(55)	1.301	(54)	2.069	(54)	2.736	(54)	3.529	(55)
462	(55)	1.308	(50)	2.073	(50)	2.752	(55)	3.539	(55)
515	(54)	1.310	(54)	2.084	(54)	2.769	(55)	3.542	(55)
563	(52)	1.312	(54)	2.101	(55)	2.773	(55)	3.557	(55)
569	(55)	1.323	(55)	2.113	(52)	2.785	(55)	3.561	(54)
591	(55)	1.332	(55)	2.121	(55)	2.799	(53)	3.565	(52)
607	(55)	1.361	(55)	2.128	(55)	2.803	(55)	3.574	(53)
615	(54)	1.384	(55)	2.152	(53)	2.807	(55)	3.580	(55)
627	(55)	1.386	(55)	2.159	(55)	2.811	(55)	3.583	(53)
642	(55)	1.392	(55)	2.161	(55)	2.814	(54)	3.599	(55)
644	(55)	1.393	(55)	2.162	(53)	2.837	(54)	3.602	(55)
647	(55)	1.394	(55)	2.164	(55)	2.868	(55)	3.607	(55)
654	(54)	1.425	(55)	2.168	(55)	2.869	(52)	3.619	(55)
657	(54)	1.430	(54)	2.190	(55)	2.871	(48)	3.620	(53)
660	(54)	1.435	(55)	2.201	(54)	2.872	(54)	3.631	(54)
662	(52)	1.444	(55)	2.204	(54)	2.873	(55)	3.656	(55)
674	(54)	1.471	(55)	2.208	(53)	2.919	(55)	3.660	(55)
677	(54)	1.479	(54)	2.209	(55)	2.953	(54)	3.671	(54)
709	(53)	1.481	(54)	2.218	(53)	2.961	(54)	3.688	(55)
717	(55)	1.489	(55)	2.219	(53)	2.966	(53)	3.700	(55)
734	(55)	1.504	(54)	2.222	(55)	2.968	(55)	3.708	(55)
740	(55)	1.510	(55)	2.235	(55)	2.969	(55)	3.719	(55)
770	(55)	1.511	(55)	2.239	(55)	2.976	(54)	3.734	(55)
773	(54)	1.514	(55)	2.257	(55)	3.012	(53)	3.735	(55)
774	(55)	1.520	(55)	2.268	(55)	3.036	(55)	3.769	(55)
778	(55)	1.523	(55)	2.281	(55)	3.037	(55)	3.772	(55)
781	(55)	1.536	(53)	2.283	(54)	3.054	(48)	3.773	(54)
785	(53)	1.542	(55)	2.293	(54)	3.069	(55)	3.779	(55)
788	(55)	1.544	(55)	2.314	(55)	3.076	(55)	3.783	(54)
792	(55)	1.548	(54)	2.315	(55)	3.114	(55)	3.799	(55)
796	(55)	1.556	(54)	2.321	(54)	3.119	(55)	3.807	(55)
805	(53)	1.559	(54)	2.328	(55)	3.124	(48)	3.832	(52)
816	(54)	1.568	(55)	2.349	(55)	3.146	(54)	3.835	(55)
820	(55)	1.576	(54)	2.355	(55)	3.150	(55)	3.841	(55)
823	(55)	1.577	(55)	2.363	(54)	3.151	(52)	3.844	(55)
833	(55)	1.580	(54)	2.370	(55)	3.166	(55)	3.851	(54)
838	(54)	1.591	(55)	2.376	(55)	3.169	(55)	3.853	(55)
3.865	(55)	3.987	(54)	4.075	(55)	4.203	(55)	4.314	(55)
3.866	(54)	3.989	(54)	4.091	(55)	4.204	(55)	4.315	(55)
3.870	(54)	3.990	(53)	4.099	(55)	4.228	(55)	4.339	(55)
3.883	(55)	4.012	(51)	4.100	(53)	4.229	(47)	4.352	(55)
3.900	(55)	4.019	(53)	4.105	(55)	4.230	(41)	4.367	(55)
3.908	(55)	4.031	(54)	4.111	(55)	4.234	(54)	4.406	(55)
3.909	(52)	4.036	(54)	4.114	(54)	4.235	(55)	4.411	(55)
3.912	(52)	4.041	(53)	4.117	(54)	4.243	(55)	4.418	(55)
3.918	(55)	4.042	(50)	4.119	(54)	4.245	(55)	4.433	(55)
3.934	(55)	4.050	(55)	4.129	(54)	4.246	(53)	4.436	(55)
3.945	(55)	4.054	(55)	4.138	(54)	4.251	(55)	4.441	(55)
3.959	(55)	4.055	(55)	4.148	(53)	4.286	(55)	4.450	(55)
3.968	(55)	4.061	(54)	4.155	(55)	4.298	(55)	4.479	(55)
3.969	(50)	4.065	(53)	4.193	(55)	4.303	(55)	4.482	(55)
3.970	(49)	4.068	(55)	4.194	(55)	4.306	(55)	4.485	(55)
3.975	(53)	4.072	(55)	4.201	(55)	4.307	(55)	4.535	(55)
3.978	(55)	4.074	(55)						

Les obligations amorties en 1955 seront remboursables à partir du 1er mai 1955, à raison de 1.000 F net.

Les remboursements ont lieu au Comptoir national d'escompte de Paris, 14, rue Bergère, à Paris, et dans ses bureaux de quartier et agences en province.

SOCIETE DES TRANSPORTS D'AMIENS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 33.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : A PARIS, 173, BOULEVARD HAUSSMANN

R. C. : Seine n° 54-B 8940.

Liste des soixante-seize obligations de 500 F 5 1/2 0/0 1929 sorties au tirage du 21 mars 1955 et des obligations restant à rembourser sur tirages antérieurs.

Les deux chiffres entre parenthèses placés à la suite du numéro indiquent l'année d'échéance du remboursement.

3	(55)	234	(55)	515	(55)	724	(55)	893	(55)
16	(54)	235	(55)	524	(55)	726	(54)	906	(55)
17	(54)	239	(55)	528	(54)	731	(54)	912	(55)
21	(55)	248	(55)	538	(55)	747	(54)	913	(55)
40	(52)	252	(54)	541	(55)	758	(55)	923	(55)
46	(52)	255	(54)	559	(55)	762	(54)	926	(54)
49	(54)	264	(55)	562	(52)	764	(55)	928	(55)
67	(55)	269	(54)	579	(55)	765	(42)	931	(55)
78	(55)	279	(54)	580	(55)	767	(45)	933	(55)
89	(55)	284	(54)	596	(55)	768	(55)	935	(54)
96	(53)	285	(53)	609	(54)	770	(52)	945	(55)
97	(53)	293	(52)	621	(55)	772	(42)	947	(54)
100	(54)	295	(53)	622	(55)	773	(44)	969	(54)
104	(54)	304	(55)	637	(55)	774	(41)	984	(55)
105	(54)	354	(55)	645	(54)	776	(54)	985	(54)
109	(54)	372	(55)	648	(54)	779	(54)	1.026	(55)
114	(54)	374	(55)	652	(55)	780	(46)	1.046	(55)
129	(54)	390	(55)	677	(50)	781	(45)	1.075	(54)
143	(53)	400	(55)	681	(55)	782	(54)	1.105	(55)
155	(55)	417	(55)	686	(55)	783	(47)	1.110	(54)
156	(49)	424	(55)	695	(54)	784	(42)	1.114	(55)
160	(54)	427	(55)	697	(54)	785	(41)	1.117	(55)
162	(53)	429	(55)	704	(55)	817	(54)	1.136	(55)
164	(53)	434	(53)	710	(55)	819	(55)	1.151	(55)
169	(55)	439	(54)	712	(54)	832	(55)	1.153	(55)
175	(55)	443	(55)	713	(52)	841	(55)	1.159	(55)
198	(55)	456	(55)	717	(55)	859	(53)	1.168	(55)
199	(55)	483	(53)	720	(55)	860	(54)	1.178	(55)
207	(52)	500	(55)	722	(55)	886	(55)		

Les obligations amorties en 1955 seront remboursables au 1er mai 1955, à raison de 497 F.

Les remboursements ont lieu au Comptoir national d'escompte de Paris, 14, rue Bergère, à Paris, et dans ses bureaux de quartier et agences en province.

MAISON OLIDA

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 510 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 11, RUE DROUOT, A PARIS (9e)

Registre du commerce : Seine n° 54-B 8285.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

de l'emprunt 6 0/0 1955 d'un montant de 200 millions de francs représenté par 20.000 obligations de 10.000 F amortissables en 12 ans à 105 0/0 de leur valeur nominale.

Nombre de titres à amortir le 1er février de chaque année.

1956.....	1.205	1959.....	1.424	1962.....	1.683	1965.....	1.987
1957.....	1.2.5	1960.....	1.506	1963.....	1.778	1966.....	2.102
1958.....	1.347	1961.....	1.591	1964.....	1.881	1967.....	2.221

Total : 20.000 obligations.

SOCIETE GENERALE DES CHEMINS DE FER ECONOMIQUES

SIÈGE SOCIAL : 4, CITÉ DE LONDRES, A PARIS (9e)

Registre du commerce : Seine n° 105269.

Soixante-dixième tirage. — Obligations de 500 F 3 0/0 (nos 1 à 203019).

LISTE NUMERIQUE

Des 2.009 obligations 3 0/0 (1re série) sorties au 70e tirage, fait en séance publique, à Paris, le 11 février 1955 pour être remboursées à 475 F (net d'impôts), à partir du 2 mai suivant, chez la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, à Paris;

Des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore présentées au remboursement, payables également chez la Banque de Paris et des Pays-Bas.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
3	51	3.430	55	6.342	55	9.162	55	12.575	53	15.885	55
20	55	3.486	54	6.343	55	9.202	55	12.640	52	15.887	55
40	55	3.491	51	6.391	55	9.220	55	12.641	54	16.055	55
46	55	3.511	55	6.417	55	9.238	55	12.657	55	16.079	54
150	55	3.525	54	6.447	54	9.240	55	12.737	55	16.106	55
192	55	3.529	55	6.455	53	9.243	55	12.757	52	16.213	54
231	55	3.534	54	6.464	53	9.258	55	12.880	52	16.231	55
246	55	3.564	55	6.485	54	9.378	54	12.895	55	16.232	54
258	55	3.598	55	6.502	54	9.386	54	12.917	54	16.253	55
314	55	3.636	55	6.518	54	9.397	55	12.998	55	16.254	55
350	54	3.677	55	6.672	53	9.431	55	13.049	55	16.294	55
380	53	3.709	54	6.689	55	9.456	55	13.053	55	16.408	54
392	54	3.712	46	6.695	55	9.494	55	13.142	55	16.566	53
415	55	3.730	54	6.736	55	9.572	55	13.273	55	16.550	55
553	46	3.755	55	6.750	53	9.616	55	13.391	54	16.567	53
612	55	3.780	55	6.787	48	9.689	55	13.392	55	16.639	55
666	50	3.787	55	6.843	55	9.736	55	13.519	52	16.712	55
761	55	3.880	55	6.867	55	9.788	55	13.515	55	16.741	33
962	55	3.893	55	6.872	55	9.799	55	13.569	52	16.858	55
979	55	3.923	55	6.900	55	9.846	55	13.681	55	16.866	44
1.060	48	3.955	55	6.938	55	9.876	54	13.782	55	16.868	55
1.088	55	3.960	53	6.956	55	9.887	55	13.818	55	16.935	55
1.188	54	3.966	55	6.969	55	9.978	54	13.915	55	16.975	55
1.190	54	4.017	54	6.980	55	10.066	55	13.958	50	16.976	53
1.195	55	4.078	55	7.070	51	10.104	55	13.943	55	17.036	54
1.200	53	4.159	55	7.078	54	10.118	55	13.979	55	17.128	55
1.229	55	4.176	55	7.084	55	10.166	55	14.052	55	17.181	55
1.248	54	4.191	55	7.161	55	10.253	55	14.088	55	17.214	55
1.253	52	4.240	55	7.164	54	10.294	41	14.175	55	17.258	50
1.256	55	4.257	55	7.208	55	10.295	50	14.183	54	17.288	55
1.264	55	4.277	55	7.322	55	10.384	55	14.217	55	17.443	54
1.270	55	4.280	55	7.337	55	10.445	55	14.224	52	17.487	55
1.351	46	4.391	55	7.426	55	10.504	50	14.327	55	17.493	55
1.422	46	4.408	55	7.435	55	10.507	55	14.385	55	17.505	54
1.500	54	4.428	55	7.458	55	10.527	55	14.419	55	17.560	55
1.530	55	4.466	55	7.653	54	10.585	54	14.420	54	17.583	55
1.552	54	4.472	55	7.672	52	10.618	55	14.427	55	17.607	54
1.555	55	4.481	55	7.769	55	10.654	55	14.429	55	17.697	54
1.611	52	4.501	55	7.786	50	10.737	49	14.435	49	17.708	55
1.627	54	4.595	55	7.789	51	10.821	55	14.452	55	17.720	55
1.653	46	4.613	55	7.840	55	10.982	55	14.475	54	17.726	55
1.702	55	4.808	55	7.857	55	11.128	55	14.536	55	17.731	48
1.703	55	4.905	55	7.899	49	11.151	55	14.592	55	17.746	55
1.709	55	5.005	55	7.906	55	11.312	55	14.640	51	17.823	55
1.728	53	5.112	55	7.927	55	11.355	55	14.689	53	17.826	55
1.751	55	5.177	54	7.930	47	11.554	55	14.709	54	17.828	54
1.790	55	5.227	55	8.004	54	11.586	55	14.769	55	17.853	55
1.935	55	5.276	55	8.010	55	11.597	55	14.771	55	17.900	54
1.973	55	5.320	55	8.017	55	11.604	54	14.783	54	17.927	49
2.028	55	5.322	55	8.036	55	11.624	53	14.854	55	18.021	55
2.029	55	5.327	55	8.117	55	11.626	54	14.880	55	18.058	53
2.148	55	5.358	55	8.142	52	11.639	53	14.916	55	18.061	55
2.224	54	5.381	55	8.196	55	11.682	54	14.936	54	18.113	55
2.235	55	5.407	55	8.204	55	11.684	54	14.951	55	18.164	55
2.327	55	5.417	53	8.225	55	11.703	53	15.010	55	18.190	55
2.380	55	5.418	46	8.347	55	11.732	55	15.097	55	18.198	55
2.523	52	5.444	54	8.364	54	11.839	55	15.154	49	18.278	55
2.602	54	5.589	52	8.388	53	11.840	55	15.186	55	18.363	55
2.622	55	5.626	55	8.398	55	11.848	55	15.188	51	18.426	54
2.680	53	5.643	53	8.417	55	11.876	55	15.112	47	18.519	55
2.721	55	5.803	55	8.461	55	11.979	55	15.432	55	18.531	55
2.926	55	5.866	55	8.608	51	12.011	54	15.454	55	18.543	55
3.004	54	5.886	55	8.611	50	12.015	55	15.564	54	18.545	55
3.021	55	5.967	55	8.683	54	12.026	55	15.565	53	18.576	55
3.088	55	5.992	55	8.769	54	12.223	55	15.569	55	18.584	52
3.089	55	6.010	55	8.773	55	12.244	50	15.582	55	18.697	55
3.205	53	6.013	55	8.783	55	12.277	49	15.595	50	18.904	55
3.215	45	6.062	54	8.784	53	12.289	55	15.657	55	18.909	55
3.268	54	6.065	55	8.800	55	12.309	55	15.674	55	18.922	54
3.336	55	6.273	55	8.834	55	12.386	55	15.725	55	18.973	54
3.355	55	6.300	44	8.837	55	12.452	55	15.773	55	19.238	53
3.389	54	6.304	49	8.876	55	12.466	55	15.806	54	19.242	54
3.415	55	6.310	49	9.010	55	12.480	52	15.847	55	19.262	55
3.422	55			9.109	54	12.519	49	15.855	54	19.286	55

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
19.356	54	23.810	55	28.944	55	33.645	55	37.305	55	41.616	55
19.371	53	23.968	55	28.955	55	33.646	52	37.328	55	41.617	55
19.452	55	24.044	55	28.981	54	33.663	54	37.356	46	41.731	55
19.475	54	24.094	55	28.985	53	33.868	55	37.380	55	41.715	55
19.503	55	24.115	55	29.010	53	33.917	55	37.396	54	41.784	55
19.573	55	24.132	38	29.051	55	33.932	55	37.420	55	41.811	55
19.656	52	24.150	54	29.098	55	33.987	55	37.539	53	41.850	54
19.715	55	24.299	55	29.111	55	34.001	54	37.618	46	41.889	55
19.731	53	24.335	49	29.190	53	34.025	55	37.642	55	41.967	55
19.739	49	24.346	54	29.311	55	34.046	55	37.713	55	42.010	55
19.785	55	24.351	53	29.317	52	34.088	54	37.728	55	42.025	44
19.792	55	24.352	55	29.367	54	34.103	55	37.738	51	42.094	55
19.794	55	24.441	54	29.441	55	34.104	55	37.937	55	42.228	55
19.892	55	24.503	54	29.446	52	34.120	55	37.939	55	42.292	55
19.917	55	24.549	55	29.467	55	34.138	45	37.958	48	42.319	55
19.936	54	24.583	55	29.484	55	34.146	50	38.065	46	42.336	48
19.989	55	24.598	53	29.504	54	34.151	55	38.172	50	42.343	54
20.045	54	24.627	55	29.514	55	34.167	55	38.174	43	42.346	55
20.124	55	24.648	47	29.521	55	34.181	55	38.176	45	42.445	54
20.282	55	24.649	55	29.594	53	34.198	55	38.182	51	42.565	55
20.424	54	24.656	55	29.651	54	34.219	55	38.197	54	42.694	55
20.480	55	24.686	52	29.665	55	34.270	55	38.227	41	42.674	54
20.487	55	24.772	53	29.699	54	34.355	55	38.264	52	42.685	55
20.501	55	24.808	55	29.721	55	34.377	55	38.293	50	42.691	55
20.545	55	25.003	55	29.762	55	34.440	54	38.306	28	42.694	55
20.584	55	25.010	54	29.822	45	34.458	55	38.339	55	42.866	55
20.612	45	25.042	49	29.827	55	34.493	55	38.438	55	42.911	54
20.614	55	25.133	55	30.171	55	34.509	55	38.487	54	42.949	55
20.671	55	25.148	55	30.242	55	34.537	52	38.513	55	43.021	55
20.890	48	25.180	55	30.328	55	34.549	55	38.681	55	43.036	55
20.977	54	25.197	55	30.358	54	34.558	54	38.693	52	43.164	55
21.021	55	25.207	54	30.428	55	34.693	55	38.740	55	43.187	55
21.121	55	25.223	55	30.441	53	34.626	48	38.782	54	43.315	55
21.140	55	25.356	55	30.450	53	34.695	55	38.809	54	43.411	55
21.152	54	25.370	55	30.625	55	34.735	50	38.930	55	43.477	54
21.177	51	25.407	53	30.695	55	34.788	44	38.978	52	43.538	54
21.199	55	25.422	55	30.721	48	34.907	55	38.991	55	43.558	54
21.237	55	25.436	53	30.729	54	34.996	55	39.061	55	43.600	55
21.250	55	25.453	54	30.763	55	35.012	54	39.097	53	43.619	55
21.264	55	25.467	55	30.767	54	35.018	54	39.098	55	43.780	55
21.305	49	25.511	55	30.780	55	35.099	55	39.100	55	43.784	54
21.346	48	25.595	55	30.948	55	35.105	55	39.145	55	43.844	54
21.411	55	25.643	55	31.014	55	35.134	55	39.151	55	43.965	54
21.420	55	25.677	54	31.031	55	35.159	55	39.153	55	44.008	54
21.439	55	25.683	53	31.061	51	35.208	55	39.240	55	44.085	55
21.570	54	25.687	46	31.071	55	35.339	55	39.318	55	44.089	55
21.589	54	25.738	53	31.077	55	35.352	55	39.337	55	44.178	56
21.650	55	25.764	55	31.092	50	35.448	55	39.426	55	44.240	55
21.769	55	25.776	55	31.117	55	35.523	54	39.546	55	44.240	55
21.797	55	25.854	55	31.125	55	35.571	55	39.565	55	44.248	55
21.801	55	25.923	41	31.238	55	35.692	54	39.575	55	44.253	54
21.831	55	26.014	55	31.296	55	35.719	55	39.644	48	44.298	56
21.895	53	26.027	55	31.331	55	35.750	42	39.723	42	44.310	55
21.993	55	26.032	55	31.343	55	35.813	39	39.725	43	44.332	53
22.041	54	26.065	55	31.374	55	35.832	55	39.731	54	44.352	55
22.054	55	26.109	54	31.423	54	35.864	55	39.776	55	44.380	55
22.082	55	26.149	55	31.469	55	35.887	53	39.809	50	44.465	55
22.107	55	26.153	55	31.652	55	35.899	55	39.901	54	44.569	55
22.245	48	26.240	55	31.821	55	35.955	55	39.989	55	44.628	55
22.275	55	26.305	55	31.944	55	35.977	55	40.081	55	44.664	55
22.292	54	26.366	55	31.960	55	35.996	55	40.100	55	44.785	55
22.353	55	26.422	55	32.021	53	36.003	53	40.116	43	44.907	55
22.386	55	26.522	55	32.024	55	36.085	47	40.124	55	45.041	55
22.421	55	26.626	55	32.032	55	36.134	47	40.150	55	45.079	54
22.431	55	26.667	55	32.100	55	36.181	54	40.276	48	45.084	55
22.495	50	26.782	54	32.157	55	36.241	55	40.316	44	45.091	55
22.548	55	26.793	55	32.195	55	36.415	53	40.392	54	45.209	52
22.559	54	26.820	53	32.208	55	36.416	47	40.472	55	45.238	55
22.630	55	27.062	54	32.389	54	36.418	53	40.511	47	45.283	50
22.742	49	27.127	47	32.500	55	36.426	53	40.562	55	45.284	54
22.752	53	27.187	55	32.562	54	36.427	53	40.569	47	45.352	55
22.889	55	27.208	38	32.631	54	36.516	55	40.636	55	45.446	54
22.916	55	27.621	55	32.646	55	36.530	55	40.675	55	45.506	55
22.933	55	27.800	55	32.650	55	36.610	55	40.681	55	45.517	55
22.941	55	27.846	55	32.673	55	36.621	55	40.785	55	45.560	54
22.988	52	27.912	55	32.693	55	36.730	55	40.795	55	45.586	55
22.996	55	27.915	55	32.702	55	36.819	53	40.882	48	45.631	55
23.001	55	27.919	54	32.705	55	36.838	55	40.897	55	45.868	55
23.026	55	27.940	55	32.749	54	36.839	53	40.913	49	46.002	49
23.105	52	28.079	55	32.816	55	36.851	55	40.914	55	46.153	55
23.189	54	28.252	55	32.896	55	36.893	50	40.986	55	46.175	55
23.200	53	28.321	54	33.002	52	36.906	55	41.006	55	46.187	55
23.232	53	28.355	55	33.016	55	36.913	53	41.015	55	46.236	55
23.270	55	28.364	53	33.056	55	36.968	55	41.138	55	46.265	55
23.281	54	28.370	55	33.059	55	36.971	55	41.156	55	46.292	55
23.289	53	28.436	55	33.094	50	37.047	44	41.188	55	46.336	55
23.363	55	28.454	55	33.104	54	37.051	55	41.211	55	46.448	55
23.424	54	28.490	55	33.113	55	37.076	55	41.274	51	46.566	55
23.484	55	28.692	54	33.167	55	37.129	50	41.347	52	46.591	55
23.529	55	28.697	54	33.194	55	37.143	51	41.366	54	46.725	55
23.550	55	28.731	46	33.211	40	37.168	54	41.386	55	46.774	55
23.569	55	28.737	47	33.304	55	37.221	53	41.411	45	46.787	55
23.633	55	28.738	50	33.362	55	27.268	53	41.443	54	46.799	55
23.639	55	28.847	55	33.495	55	37.274	53	41.457	55	46.895	55
23.789	55	28.886	55	33.579	54	37.277	53	41.465	55	46.924	55

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
46.946	55	51.225	55	57.174	54	61.950	55	65.671	55	69.883	54
47.054	54	51.288	53	57.419	55	61.951	55	65.728	55	69.917	54
47.055	52	51.305	52	57.518	55	62.014	55	65.846	55	69.947	54
47.077	55	51.475	55	57.677	55	62.055	54	66.005	55	70.133	55
47.122	52	51.544	55	57.715	55	62.062	55	66.032	55	70.317	55
47.132	44	51.551	55	57.733	54	62.069	55	66.061	52	70.345	55
47.152	55	51.635	55	57.754	55	62.175	55	66.090	55	70.411	55
47.241	55	51.713	55	57.779	55	62.221	55	66.102	52	70.419	55
47.255	55	51.717	55	57.781	55	62.290	49	66.124	55	70.517	53
47.301	55	51.724	55	57.833	55	62.315	55	66.180	55	70.611	55
47.308	49	51.737	55	57.861	54	62.399	54	66.234	55	70.631	53
47.383	55	51.752	55	57.889	55	62.507	54	66.318	55	70.702	55
47.418	54	51.938	55	58.017	55	62.576	55	66.335	55	70.771	55
47.424	54	51.950	55	58.068	55	62.657	55	66.375	55	70.811	52
47.488	53	52.074	55	58.086	50	62.669	55	66.449	55	70.815	54
47.505	46	52.118	55	58.089	55	62.770	55	66.517	55	70.816	53
47.507	54	52.137	55	58.108	55	62.776	55	66.552	55	70.917	55
47.508	53	52.182	55	58.261	55	62.793	55	66.557	55	70.999	55
47.512	55	52.296	55	58.293	53	62.827	55	66.625	55	71.060	55
47.586	55	52.439	55	58.295	53	62.837	55	66.671	54	71.138	55
47.619	54	52.630	52	58.359	55	62.865	55	66.762	55	71.154	55
47.663	55	52.779	54	58.361	55	62.912	55	66.763	54	71.200	55
47.697	54	52.828	54	58.364	55	62.944	55	66.908	53	71.280	53
47.699	54	52.923	55	58.497	55	62.964	55	66.935	55	71.388	55
47.718	55	52.936	55	58.502	55	62.974	53	66.993	55	71.409	55
47.735	54	52.952	55	58.563	55	63.034	55	67.178	55	71.489	55
47.810	55	52.971	54	58.576	55	63.075	55	67.204	55	71.671	55
47.825	55	52.993	55	58.607	55	63.100	55	67.239	54	71.692	55
47.850	55	53.078	55	58.635	52	63.131	55	67.260	55	71.798	55
47.932	55	53.080	45	58.669	54	63.266	55	67.300	55	71.883	55
47.967	48	53.081	55	58.672	55	63.423	52	67.337	55	71.998	55
48.016	55	53.120	55	58.693	55	63.431	53	67.428	55	72.008	53
48.021	40	53.168	55	58.716	55	63.444	54	67.547	53	72.017	48
48.097	53	53.430	54	58.794	55	63.509	55	67.679	48	72.064	55
48.197	55	53.608	55	58.833	55	63.567	55	67.712	53	72.106	55
48.214	55	53.767	55	58.860	55	63.582	55	67.727	55	72.213	52
48.230	55	53.794	54	58.890	55	63.713	54	67.745	54	72.214	54
48.252	54	53.819	54	58.903	55	63.743	49	67.748	55	72.215	54
48.306	48	53.826	54	58.935	54	63.775	55	67.785	55	72.218	53
48.373	55	53.837	55	59.057	53	63.799	55	67.829	54	72.234	54
48.388	54	53.946	55	59.060	49	63.893	55	67.875	54	72.244	52
48.428	55	54.077	54	59.081	47	63.923	55	68.108	54	72.254	54
48.443	55	54.086	55	59.094	26	63.926	55	68.131	54	72.260	54
48.474	49	54.089	55	59.174	55	63.942	55	68.143	54	72.272	55
48.488	55	54.172	55	59.257	49	64.004	52	68.152	54	72.282	53
48.499	55	54.202	55	59.259	53	64.040	55	68.175	54	72.313	55
48.580	55	54.219	53	59.404	54	64.042	53	68.208	54	72.345	52
48.616	55	54.232	55	59.442	55	64.044	39	68.213	54	72.353	54
48.752	55	54.317	55	59.452	55	64.077	54	68.240	55	72.397	54
48.763	55	54.359	55	59.565	55	64.104	52	68.243	55	72.402	55
48.804	55	54.401	54	59.572	55	64.127	55	68.251	55	72.412	53
48.924	54	54.483	46	59.584	55	64.161	54	68.311	54	72.454	46
48.931	55	54.828	54	59.611	55	64.230	54	68.327	55	72.493	54
49.043	55	54.896	54	59.657	55	64.277	55	68.418	54	72.521	55
49.083	55	54.951	55	59.735	55	64.297	55	68.425	55	72.560	55
49.109	55	54.994	44	59.766	55	64.324	55	68.447	54	72.569	55
49.144	55	54.999	55	59.795	55	64.325	55	68.568	54	72.572	54
49.168	55	55.092	54	59.970	54	64.415	55	68.599	54	72.655	54
49.214	55	55.155	53	60.061	50	64.446	52	68.670	55	72.755	54
49.309	55	55.186	54	60.099	55	64.450	54	68.680	54	72.994	53
49.312	55	55.277	55	60.142	55	64.456	52	68.698	55	73.052	55
49.393	49	55.306	55	60.235	55	64.481	55	68.729	54	73.081	54
49.439	55	55.394	54	60.238	55	64.551	55	68.719	54	73.191	55
49.526	54	55.407	54	60.273	55	64.562	55	68.774	55	73.204	55
49.535	51	55.584	55	60.314	55	64.627	55	68.787	54	73.271	55
49.536	54	55.615	55	60.356	55	64.774	55	68.814	47	73.298	55
49.687	55	55.673	55	60.434	54	64.813	52	68.910	54	73.325	55
49.718	55	55.696	54	60.454	55	64.816	55	68.926	55	73.367	55
49.742	55	55.718	53	60.479	46	64.826	55	68.976	55	73.387	55
49.864	55	55.748	54	60.482	46	64.863	55	68.998	55	73.424	55
49.885	55	55.879	55	60.486	54	64.939	55	69.072	55	73.511	48
49.940	55	55.973	55	60.528	55	64.955	55	69.130	55	73.512	31
49.997	55	56.018	54	60.599	55	65.026	54	69.160	55	73.521	55
50.048	55	56.139	50	60.602	55	65.052	55	69.311	54	73.562	55
50.156	55	56.244	55	60.847	55	65.089	55	69.315	55	73.694	55
50.266	55	56.255	55	60.887	55	65.090	54	69.411	54	73.686	54
50.290	55	56.277	55	60.894	55	65.112	55	69.423	54	73.707	55
50.501	55	56.452	55	60.953	51	65.180	55	69.435	54	73.732	55
50.511	55	56.486	55	61.069	55	65.218	55	69.464	54	73.749	54
50.543	55	56.569	55	61.093	55	65.231	55	69.492	55	73.870	55
50.548	55	56.581	55	61.116	55	65.232	53	69.515	55	73.874	55
50.648	55	56.600	54	61.141	55	65.293	55	69.534	55	73.939	55
50.725	55	56.647	55	61.315	55	65.316	55	69.543	54	74.003	55
50.823	55	56.656	55	61.363	55	65.318	55	69.560	54	74.024	55
50.893	55	56.702	55	61.384	55	65.373	55	69.587	55	74.025	55
50.927	55	56.706	54	61.405	53	65.393	55	69.588	54	74.068	53
50.951	55	56.734	55	61.514	55	65.425	55	69.628	55	74.073	55
50.960	55	56.770	55	61.604	55	65.458	55	69.647	54	74.165	54
51.000	55	56.832	55	61.712	55	65.510	52	69.655	55	74.212	49
51.003	55	56.833	55	61.751	27	65.570	55	69.667	55	74.262	50
51.022	55	56.904	55	61.759	55	65.610	52	69.700	54	74.263	51
51.057	55	56.940	50	61.791	53	65.628	52	69.725	55	74.264	37
51.197	55	56.960	55	61.830	55	65.629	55	69.871	54	74.284	51
		57.158	55	61.900	55	65.648	55	69.873	55		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
74.427	52	81.149	55	85.162	55	90.735	55	96.411	55	100.735	53
74.504	54	81.172	55	85.172	55	90.744	55	96.457	49	100.761	55
74.597	55	81.296	55	85.280	55	90.769	55	96.492	55	100.962	55
74.578	55	81.352	44	85.282	55	90.992	55	96.545	55	100.979	55
74.609	55	81.364	54	85.298	55	91.112	55	96.571	55	101.088	55
74.778	55	81.420	55	85.402	55	91.248	55	96.686	47	101.091	54
74.874	55	81.491	55	85.413	55	91.311	55	96.707	54	101.195	55
74.893	55	81.547	55	85.471	55	91.424	55	96.784	53	101.220	55
74.961	55	81.520	55	85.524	55	91.580	55	96.933	55	101.256	55
74.985	55	81.614	55	85.553	55	91.602	55	96.936	55	101.261	55
74.984	55	81.631	55	85.572	55	91.657	55	96.975	55	101.270	55
75.009	55	81.710	55	88.631	55	91.668	55	96.978	51	101.457	52
75.024	55	81.751	55	85.634	55	91.678	55	96.988	55	101.500	54
75.115	55	81.783	55	85.665	55	91.731	55	97.083	54	101.530	55
75.199	55	81.959	49	85.676	55	91.766	55	97.128	54	101.549	54
75.200	55	81.995	55	85.712	55	91.876	55	97.312	51	101.552	54
75.369	55	82.019	55	85.754	55	92.018	55	97.398	55	101.555	55
75.451	55	82.051	55	88.841	55	92.023	55	97.428	54	101.702	55
75.478	55	82.136	55	85.892	55	92.076	55	97.491	54	101.703	55
75.727	55	82.195	55	86.006	55	92.079	55	97.502	55	101.709	55
75.871	51	82.207	55	86.053	55	92.100	55	97.679	54	101.751	55
75.879	55	82.217	47	86.109	55	92.104	55	97.759	54	101.790	55
75.909	55	82.227	47	86.181	55	92.106	55	97.811	54	101.904	54
75.953	55	82.234	46	86.219	55	92.112	55	97.818	54	101.919	54
76.000	55	82.237	55	86.328	55	92.124	55	97.829	55	101.935	55
76.071	55	82.339	55	86.330	55	92.256	55	97.857	54	101.973	55
76.118	55	82.319	53	86.342	55	92.339	55	97.874	55	102.028	55
76.121	55	82.325	51	86.432	55	92.373	55	97.881	55	102.148	55
76.293	55	82.453	55	86.473	55	92.394	55	97.917	54	102.235	55
76.314	55	82.511	55	86.481	55	92.434	55	97.933	55	102.275	50
76.391	55	82.562	46	86.487	55	92.456	55	97.995	55	102.327	55
76.486	55	82.564	45	86.519	55	92.464	55	98.033	55	102.389	55
76.616	55	82.583	55	86.525	55	92.492	55	98.034	54	102.423	50
76.659	55	82.603	52	86.558	55	92.513	55	98.050	55	102.544	50
76.762	55	82.606	43	86.577	55	92.584	55	98.082	54	102.622	55
76.808	55	82.610	49	86.606	55	92.618	55	98.148	54	102.721	55
76.884	55	82.677	55	86.732	55	92.613	55	98.365	54	102.870	47
76.952	55	82.796	55	86.744	55	92.653	55	98.373	55	102.872	46
77.156	55	82.826	55	86.758	55	92.666	55	98.438	55	102.874	54
77.193	55	82.843	54	86.869	55	92.770	55	98.579	55	102.875	48
77.198	55	82.853	53	86.902	55	92.794	55	98.612	55	102.885	50
77.250	55	82.980	55	86.908	55	92.885	55	98.624	55	102.894	45
77.386	55	82.985	55	87.056	55	92.931	55	98.659	50	102.897	45
77.584	55	82.987	55	87.109	55	92.957	55	98.695	54	102.899	47
77.630	55	83.084	55	87.127	55	92.979	55	98.714	46	102.906	49
77.687	55	83.106	54	87.292	55	92.993	55	98.721	31	102.926	55
77.713	55	83.118	55	87.317	55	92.994	55	98.751	55	103.031	55
77.797	55	83.162	55	87.385	55	93.035	55	98.778	55	103.088	55
77.913	55	83.171	55	87.495	55	93.063	55	98.808	55	103.089	55
77.939	55	83.180	53	87.650	55	93.247	55	98.871	55	103.108	54
78.005	55	83.254	55	87.809	55	93.279	55	98.949	55	103.301	50
78.059	55	83.321	53	87.946	55	93.326	55	98.951	54	103.303	54
78.255	55	83.342	55	87.978	55	93.381	55	98.998	55	103.336	55
78.259	55	83.416	54	88.088	55	93.498	55	99.001	55	103.355	55
78.332	55	83.511	52	88.110	55	93.609	55	99.015	55	103.415	55
78.350	55	83.530	54	88.143	55	93.778	55	99.044	55	103.422	55
78.415	55	83.569	55	88.299	55	93.853	55	99.137	55	103.430	55
78.428	55	83.605	55	88.342	55	93.861	55	99.270	54	103.479	48
78.836	55	83.606	55	88.415	55	93.895	55	99.273	55	103.511	55
78.903	55	83.676	55	88.531	55	93.901	55	99.279	54	103.529	55
78.932	55	83.679	56	88.541	55	93.920	55	99.313	54	103.564	55
79.034	55	83.680	49	88.615	55	94.041	55	99.350	55	103.598	55
79.050	55	83.702	55	89.013	55	94.064	55	99.451	55	103.636	55
79.057	55	83.757	55	89.199	55	94.085	55	99.527	55	103.667	54
79.143	55	83.792	55	89.227	55	94.116	55	99.580	55	103.677	55
79.438	55	83.827	55	89.373	55	94.147	55	99.604	55	103.730	54
79.483	55	83.854	51	89.433	55	94.187	55	99.619	55	103.735	55
79.528	55	83.879	46	89.438	55	94.552	55	99.652	55	103.780	55
79.625	55	83.901	51	89.536	55	94.553	55	99.664	55	103.787	55
79.634	55	83.968	54	89.573	55	94.562	55	99.694	54	103.789	52
79.661	55	83.983	50	89.769	55	94.570	55	99.735	52	103.880	55
79.820	54	84.096	55	89.814	55	94.630	55	99.758	55	103.893	55
79.858	55	84.211	55	89.871	55	94.729	55	99.814	55	103.923	55
79.900	55	84.213	55	89.911	55	94.779	55	99.843	54	103.955	55
79.951	55	84.231	55	89.915	55	94.842	55	99.880	54	103.957	52
79.953	55	84.362	54	90.020	55	94.851	55	99.908	55	103.960	53
80.183	55	84.377	55	90.061	55	94.961	55	99.910	55	103.961	39
80.196	55	84.456	55	90.169	55	95.016	55	99.934	55	103.966	55
80.229	55	84.490	51	90.251	55	95.186	55	100.030	55	104.038	52
80.267	55	84.516	54	90.299	55	95.217	55	100.040	55	104.047	54
80.319	55	84.523	55	90.323	55	95.237	55	100.046	55	104.078	55
80.385	55	84.554	45	90.333	55	95.328	55	100.130	55	104.159	55
80.392	55	84.595	55	90.368	55	95.502	55	100.175	50	104.176	55
80.409	55	84.609	55	90.379	55	95.531	55	100.192	55	104.191	55
80.605	55	84.679	55	90.394	55	95.717	55	100.231	55	104.196	50
80.907	55	84.702	52	90.401	55	95.741	55	100.246	55	104.234	53
80.945	55	84.778	55	90.407	55	95.784	55	100.258	55	104.240	55
81.002	55	84.929	53	90.410	55	95.816	55	100.301	55	104.257	55
81.016	55	84.942	55	90.445	55	95.961	55	100.350	54	104.277	55
81.034	55	84.952	56	90.482	55	96.095	55	100.414	53	104.280	55
81.057	55	85.013	55	90.488	55	96.104	55	100.415	55	104.367	43
81.067	54	85.053	55	90.587	55	96.202	48	100.535	33	104.391	55
81.086	52	85.109	55	90.621	55	96.219	55	100.642	55	104.408	55
81.139	55	85.121	55	90.725	55						

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
104.428	55	109.010	55	114.475	54	118.519	55	123.633	55	129.827	55
104.441	48	109.162	55	114.510	54	118.531	55	123.639	55	129.905	46
104.466	55	109.202	55	114.515	54	118.533	55	123.789	55	130.014	53
104.472	55	109.220	55	114.536	55	118.545	55	123.840	55	130.018	52
104.481	55	109.258	55	114.592	55	118.565	52	123.968	55	130.019	42
104.485	37	109.240	55	114.622	54	118.576	55	124.044	55	130.171	55
104.486	36	109.243	55	114.625	54	118.611	44	124.094	55	130.172	54
104.497	54	109.258	55	114.656	54	118.672	48	124.115	55	130.173	54
104.501	55	109.397	55	114.709	54	118.678	44	124.299	55	130.212	55
104.567	50	109.431	55	114.730	54	118.6 0	52	124.352	55	130.328	55
104.569	52	109.456	55	114.760	55	118.687	52	124.549	55	130.428	55
104.595	55	109.494	55	114.774	55	118.688	43	124.583	55	130.625	55
104.610	49	109.572	55	114.783	54	118.689	49	124.627	55	130.695	55
104.643	55	109.616	55	114.864	55	118.697	55	124.649	55	130.763	55
104.746	53	109.639	55	114.880	55	118.904	55	124.656	55	130.780	55
104.808	55	109.736	55	114.900	55	118.900	55	124.8 8	55	130.948	55
104.905	55	109.788	55	114.916	55	119.041	54	125.003	55	130.954	49
104.909	54	109.799	55	114.954	55	119.085	54	125.133	55	131.006	50
105.005	55	109.846	55	115.010	55	119.132	54	125.148	55	131.044	55
105.087	49	109.887	55	115.097	55	119.170	49	125.180	55	131.031	55
105.104	54	110.066	55	115.186	55	119.262	55	125.197	55	131.032	45
105.112	55	110.164	55	115.222	54	119.286	55	125.223	55	131.071	55
105.227	55	110.118	55	115.279	54	119.317	54	125.346	55	131.077	55
105.268	54	110.166	55	115.432	55	119.326	53	125.370	55	131.117	55
105.276	55	110.181	55	115.454	55	119.356	54	125.422	55	131.125	55
105.320	55	110.253	55	115.501	55	119.360	53	125.453	54	131.146	50
105.322	55	110.384	55	115.509	55	119.368	53	125.467	55	131.220	51
105.327	55	110.445	55	115.592	55	119.371	53	125.511	55	131.238	55
105.358	55	110.567	55	115.657	55	119.452	55	125.535	55	131.286	55
105.381	55	110.527	55	115.674	55	119.468	54	125.590	54	131.331	55
105.401	49	110.618	55	115.725	55	119.503	55	125.643	55	131.343	55
105.407	55	110.654	55	115.768	53	119.573	55	125.704	55	131.353	53
105.626	55	110.821	55	115.773	55	119.620	54	125.776	55	131.374	55
105.630	54	110.982	55	115.847	55	119.688	43	125.854	55	131.469	55
105.756	44	111.128	55	115 885	55	119.691	53	125.911	50	131.607	53
105.803	55	111.151	55	115.887	55	119.715	55	125.945	54	131.652	55
105.806	52	111.312	55	116.049	53	119.731	53	126.014	55	131.682	54
105.807	54	111.335	55	116.055	55	119.739	49	126.027	55	131.684	54
105.866	55	111.554	55	116.166	55	119.740	52	126.031	53	131.821	55
105.873	54	111.586	55	116.175	54	119.785	55	126.072	55	131.827	54
105.886	55	111.597	55	116.231	55	119.792	55	126.085	55	131.914	55
105.896	50	111.732	55	116.253	55	119.794	55	126.149	55	132.001	54
105.967	55	111.839	55	116.254	55	119.838	50	126.153	55	132.024	55
105.992	55	111.840	55	116.294	55	119.892	55	126.270	55	132.032	55
106.010	55	111.848	55	116.429	53	119.917	55	126.305	55	132.063	54
106.013	55	111.876	55	116.479	54	119.989	55	126.366	55	132.100	55
106.095	55	111.979	55	116.490	54	120.124	55	126.422	55	132.132	49
106.273	55	112.015	55	116.559	55	120.282	55	126.522	55	132.157	55
106.342	55	112.026	55	116.639	55	120.380	55	126.608	33	132.171	54
106.343	55	112.223	55	116.646	49	120.487	55	126.621	54	132.175	52
106.391	55	112.289	55	116.712	55	120.501	55	126.626	55	132.177	52
106.417	55	112.309	55	116.858	55	120.515	55	126.667	55	132.195	55
106.689	55	112.386	55	116.868	55	120.5[illegible]4	55	126.710	55	132.202	53
106.695	55	112.452	55	116.880	54	120.614	55	127.085	53	132.279	54
106.726	55	112.466	55	116.935	55	120.671	55	127.173	41	132.298	55
106.843	55	112.657	55	117.035	54	121.021	55	127.187	55	132.458	54
106.867	55	112.578	55	117.093	47	121.121	55	127.204	53	132.500	55
106.872	55	112.737	55	117.128	55	121.140	55	127.233	53	132.592	48
106.900	55	112.895	55	117.135	53	121.199	55	127.234	54	132.645	52
106.938	55	112.998	55	117.181	55	121.237	55	127.621	55	132.646	55
106.956	55	113.049	55	117.211	55	121.250	55	127.800	55	132.650	55
106.969	55	113.053	55	117.285	54	121.261	55	127.846	55	132.673	55
106.980	55	113.142	55	117.288	55	121.411	55	127.912	55	132.679	54
107.084	55	113.174	55	117.424	47	121.420	55	127.915	55	132.693	55
107.161	55	113.273	55	117.443	54	121.439	55	127.940	55	132.702	55
107.208	55	113.277	54	117.487	55	121.650	55	128.079	55	132.705	55
107.322	55	113.319	55	117.493	55	121.769	55	128.197	52	132.723	52
107.337	55	113.392	55	117.560	55	121.797	55	128.245	54	132.772	50
107.426	55	113.545	55	117.574	50	121.801	55	128.252	55	132.800	53
107.435	55	113.681	55	117.583	55	121.831	55	128.355	55	132.816	55
107.458	55	113.782	55	117.607	54	121.993	55	128.370	55	132.896	55
107.769	55	113.812	54	117.607	54	122.051	55	128.436	55	132.947	55
107.840	55	113.838	54	117.708	55	122.082	55	128.454	55	132.967	51
107.857	55	113.848	55	117.720	55	122.275	55	128.476	51	133.015	54
107.906	55	113.915	55	117.726	55	122.353	55	128.490	55	133.016	55
107.927	55	113.943	55	117.746	55	122.386	55	128.607	49	133.056	55
108.010	55	113.944	54	117.823	55	122.421	55	128.690	51	133.059	55
108.017	55	113.979	55	117.826	55	122.431	55	128.691	39	133.113	55
108.036	55	113.980	54	117.853	55	122.548	55	128.697	54	133.132	54
108.117	55	114.052	55	118.021	55	122.650	55	128.759	48	133.167	55
108.196	55	114.088	55	118.061	55	122.889	55	128.839	54	133.182	55
108.204	55	114.139	54	118.113	55	122.946	55	128.847	55	133.194	55
108.255	55	114.175	55	118.164	55	122.933	55	128.886	55	133.225	53
108.347	55	114.193	54	118.165	53	122.941	55	128.944	55	133.2[illegible]8	54
108.398	55	114.217	55	118.190	55	122.949	54	128.9[illegible]5	55	133.301	55
108.417	55	114.295	54	118.196	52	122.996	55	129.051	55	133.362	55
108.461	55	114.327	55	118.198	55	123.001	55	129.111	55	133.464	54
108.773	55	114.385	55	118.226	54	123.026	55	129.214	47	133.487	54
108.783	55	114.419	55	118.228	55	123.270	55	129.311	55	133.495	55
108.800	55	114.420	54	118.363	55	123.363	55	129.444	55	133.587	49
108.834	55	114.427	55	118.367	50	123.484	55	129.467	55	133.645	55
108.837	55	114.429	55	118.437	50	123.529	55	129.665	55	133.709	55
108.876	55	114.452	55	118.439	46	123.550	55	129.721	55	133.721	49
				118.477	51	123.569	55	129.762	55	133.868	55

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
133.917	55	137.396	54	142.319	55	148.428	55	152.308	53	158.664	54
133.932	55	137.420	55	142.346	55	148.443	55	152.396	53	158.669	54
133.987	55	137.555	53	142.565	55	148.453	50	152.439	55	158.672	55
134.023	54	137.578	54	142.604	55	148.488	55	152.525	53	158.693	55
134.025	55	137.612	54	142.685	55	148.499	55	152.653	50	158.716	55
134.046	55	137.642	55	142.694	55	148.552	54	152.694	54	158.781	55
134.103	55	137.657	54	142.694	55	148.580	55	152.700	55	158.794	55
134.104	55	137.713	55	142.866	55	148.616	55	152.859	53	158.833	55
134.120	55	137.728	55	142.919	55	148.752	55	152.896	48	158.800	55
134.151	55	137.849	45	143.021	55	148.763	55	152.899	51	158.890	55
134.167	55	137.866	47	143.036	55	148.804	55	152.923	55	158.903	55
134.180	53	137.869	48	143.161	55	148.892	38	152.936	55	159.174	55
134.181	55	137.898	54	143.187	55	148.893	52	152.952	55	159.212	52
134.198	55	137.911	54	143.315	55	148.924	54	152.993	55	159.341	54
134.219	55	137.937	55	143.411	55	148.931	55	153.028	52	159.442	55
134.270	55	137.939	55	143.538	55	148.986	53	153.032	40	159.452	55
134.355	55	138.233	54	143.604	50	149.043	55	153.054	34	159.572	55
134.426	54	138.256	52	143.619	55	149.050	43	153.078	55	159.584	55
134.437	53	138.339	55	143.772	51	149.083	55	153.081	55	159.611	55
134.440	54	138.428	55	143.780	55	149.109	55	153.120	55	159.622	54
134.458	55	138.512	54	143.784	55	149.144	55	153.168	55	159.657	55
134.493	55	138.524	53	143.814	44	149.168	55	153.608	55	159.735	55
134.509	55	138.543	55	143.890	54	149.181	44	153.767	55	159.766	55
134.549	55	138.681	55	144.085	55	149.214	55	153.837	55	159.795	55
134.569	54	138.740	55	144.089	55	149.230	51	153.946	55	159.929	54
134.603	55	138.776	53	144.092	53	149.250	48	154.086	55	159.946	54
134.613	53	138.930	55	144.178	50	149.271	53	154.089	55	160.019	54
134.663	53	138.991	55	144.181	54	149.309	55	154.172	55	160.099	55
134.792	54	139.061	55	144.210	55	149.312	55	154.202	55	160.142	55
134.907	55	139.097	53	144.210	55	149.381	38	154.232	55	160.235	55
134.952	53	139.098	55	144.218	55	149.439	55	154.272	55	160.238	55
134.982	54	139.100	55	144.253	55	149.525	54	154.317	55	160.273	55
134.996	55	139.210	55	144.310	55	149.536	54	154.359	55	160.314	55
135.012	54	139.292	47	144.317	54	149.569	54	154.732	55	160.356	55
135.018	54	139.318	55	144.352	55	149.687	55	154.951	55	160.454	55
135.044	53	139.324	50	144.380	55	149.694	53	154.978	55	160.528	55
135.076	52	139.331	54	144.383	53	149.710	54	154.999	55	160.530	55
135.094	53	139.337	55	144.465	55	149.718	55	155.277	55	160.655	54
135.099	55	139.546	55	144.569	55	149.712	55	155.306	55	160.659	43
135.105	55	139.565	55	144.660	54	149.864	55	155.584	55	160.662	41
135.110	54	139.575	55	144.628	55	149.885	55	155.615	55	160.664	49
135.134	55	139.776	55	144.664	55	149.997	55	155.673	55	160.666	54
135.159	55	139.788	54	144.785	55	150.048	55	155.805	54	160.667	46
135.298	55	139.790	54	144.817	49	150.156	55	156.202	54	160.672	38
135.312	54	139.797	54	144.907	55	150.176	47	156.277	55	160.673	44
135.339	55	139.819	50	145.044	55	150.266	55	156.452	55	160.700	53
135.352	55	139.822	52	145.084	55	150.290	55	156.486	55	160.708	53
135.448	55	139.989	55	145.091	55	150.501	55	156.569	55	160.726	54
135.544	52	140.072	54	145.238	55	150.511	55	156.581	55	160.847	55
135.571	55	140.084	55	145.352	55	150.520	54	156.647	55	160.887	55
135.581	52	140.100	55	145.506	55	150.543	55	156.656	55	160.894	55
135.719	55	140.124	55	145.547	55	150.548	55	156.702	55	161.069	55
135.734	48	140.150	55	145.586	55	150.556	54	156.734	55	161.093	55
135.832	55	140.392	54	145.631	55	150.629	54	156.770	55	161.116	55
135.864	55	140.472	55	145.868	55	150.648	55	156.832	55	161.141	55
135.887	53	140.562	55	146.153	55	150.725	55	156.833	55	161.250	55
135.899	55	140.636	55	146.175	55	150.731	53	156.888	55	161.315	55
135.955	55	140.675	55	146.187	55	150.800	47	156.901	55	161.363	55
135.977	55	140.681	55	146.226	55	150.823	55	156.960	55	161.384	55
135.996	55	140.785	55	146.265	55	150.875	54	157.158	55	161.514	55
136.051	55	140.795	55	146.292	55	150.893	55	157.399	53	161.712	55
136.181	54	140.802	50	146.336	55	150.927	55	157.518	55	161.759	55
136.184	44	140.897	55	146.448	55	150.954	55	157.592	54	161.830	55
136.232	53	140.912	52	146.566	55	150.960	55	157.599	46	161.900	55
136.241	55	140.914	55	146.591	55	151.000	55	157.602	55	161.950	55
136.442	51	140.986	55	146.725	55	151.003	55	157.650	54	161.954	55
136.474	54	141.006	55	146.774	55	151.022	55	157.652	53	162.014	55
136.479	50	141.015	55	146.787	55	151.032	49	157.677	55	162.062	55
136.503	52	141.052	54	146.799	55	151.057	55	157.688	53	162.069	55
136.506	48	141.073	54	146.895	55	151.063	54	157.715	55	162.175	55
136.516	55	141.138	55	146.924	55	151.128	54	157.754	55	162.221	55
136.549	54	141.156	55	146.946	55	151.197	55	157.760	54	162.345	55
136.530	55	141.184	54	147.077	55	151.225	55	157.779	55	162.576	55
136.610	55	141.188	55	147.152	55	151.473	55	157.781	55	162.657	55
136.621	55	141.195	54	147.241	55	151.544	55	157.833	55	162.669	55
136.730	55	141.241	55	147.255	55	151.551	55	157.889	55	162.770	55
136.788	46	141.243	54	147.301	55	151.616	47	158.036	46	162.776	55
136.838	55	141.250	53	147.383	55	151.617	51	158.047	55	162.793	55
136.851	55	141.285	54	147.512	55	151.635	55	158.068	55	162.827	55
136.870	53	141.386	55	147.586	55	151.657	53	158.089	55	162.837	55
136.906	55	141.457	55	147.663	55	151.713	55	158.108	55	162.865	55
136.968	55	141.465	55	147.718	55	151.717	55	158.261	55	162.912	55
136.971	55	141.616	55	147.789	55	151.721	55	158.295	53	162.944	55
137.034	52	141.617	55	147.810	55	151.737	55	158.339	55	162.964	55
137.054	55	141.731	55	147.815	55	151.752	55	158.361	55	163.034	55
137.076	55	141.745	55	147.825	55	151.938	55	158.364	55	163.095	55
137.164	52	141.880	53	147.850	55	151.950	55	158.497	55	163.100	55
137.168	54	141.883	52	147.932	55	152.003	54	158.502	55	163.131	55
137.205	54	141.967	55	148.016	55	152.074	55	158.560	40	163.266	55
137.268	53	142.010	55	148.197	55	152.118	55	158.563	55	163.509	55
137.290	54	142.004	55	148.211	55	152.137	55	158.576	55	163.567	55
137.305	55	142.238	55	148.220	55	152.182	55	158.607	55	163.582	55
137.328	55	142.292	55	148.373	55	152.296	55	158.654	54	163.775	55
137.380	55							158.660	54	163.799	55

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
163.893	55	169.534	55	176.211	54	181.783	55	186.487	55	192.339	55
163.923	55	169.587	55	176.257	54	181.995	55	186.519	55	192.373	55
163.926	55	169.628	55	176.262	54	182.019	55	186.525	55	192.394	55
163.942	55	169.655	55	176.277	54	182.051	55	186.558	55	192.431	55
164.010	55	169.667	55	176.293	55	182.136	55	186.577	55	192.456	55
164.127	55	169.725	55	176.311	55	182.195	55	186.606	55	192.464	55
164.277	55	169.873	55	176.343	53	182.207	55	186.660	46	192.492	55
164.297	55	170.133	55	176.391	55	182.237	55	186.732	55	192.513	55
164.324	55	170.317	55	176.486	55	182.262	55	186.744	55	192.584	55
164.325	55	170.345	55	176.487	52	182.339	55	186.747	54	192.618	55
164.415	55	170.411	55	176.616	55	182.453	55	186.758	55	192.613	55
164.481	55	170.419	55	176.627	53	182.511	55	186.869	55	192.653	55
164.551	55	170.611	55	176.659	55	182.583	55	186.902	55	192.666	55
164.562	55	170.702	55	176.687	50	182.677	55	186.908	55	192.770	55
164.627	55	170.771	55	176.691	43	182.796	55	187.056	55	192.794	55
164.774	55	170.947	55	176.694	51	182.826	55	187.109	55	192.885	55
164.816	55	170.999	55	176.754	47	182.980	55	187.127	55	192.931	55
164.826	55	171.060	55	176.762	55	182.985	55	187.292	55	192.957	55
164.863	55	171.138	55	176.770	54	182.987	55	187.317	55	192.979	55
164.939	55	171.154	55	176.808	55	183.084	55	187.385	55	192.993	55
165.055	55	171.290	55	176.812	51	183.118	55	187.495	55	192.994	55
165.052	55	171.388	55	176.845	54	183.162	55	187.650	55	193.035	55
165.089	55	171.409	55	176.846	49	183.171	55	187.809	55	193.063	55
165.112	55	171.489	55	176.884	55	183.254	55	187.946	55	193.245	30
165.180	55	171.671	55	176.952	55	183.242	55	187.978	55	193.246	52
165.218	55	171.692	55	176.976	54	183.569	55	188.088	55	193.247	55
165.231	55	171.798	55	177.156	55	183.605	55	188.110	55	193.279	55
165.293	55	171.883	55	177.193	55	183.606	55	188.143	55	193.318	58
165.316	55	171.998	55	177.198	55	183.676	55	188.299	55	193.326	55
165.318	55	172.061	55	177.212	54	183.679	55	188.342	55	193.381	55
165.373	55	172.106	55	177.255	51	183.702	55	188.415	55	193.399	52
165.393	55	172.242	55	177.280	55	183.718	47	188.531	55	193.498	55
165.425	55	172.313	55	177.386	55	183.757	55	188.541	55	193.525	47
165.458	55	172.402	55	177.584	55	183.780	48	188.615	55	193.544	54
165.570	55	172.521	55	177.630	55	183.792	55	188.762	51	193.552	54
165.629	55	172.560	55	177.687	55	183.824	54	189.013	55	193.566	34
165.648	55	172.569	55	177.743	55	183.827	55	189.193	55	193.599	54
165.671	55	172.706	53	177.797	55	183.834	47	189.227	55	193.609	55
165.728	55	172.735	54	177.913	55	183.941	55	189.373	55	193.610	37
165.846	55	172.879	53	177.939	55	184.013	44	189.433	55	193.623	50
166.005	55	172.936	50	178.005	55	184.015	40	189.438	55	193.633	48
166.032	55	173.052	55	178.059	55	184.017	45	189.536	55	193.778	55
166.090	55	173.191	55	178.255	55	184.062	55	189.573	55	193.853	55
166.124	55	173.204	55	178.259	55	184.096	55	189.769	55	193.861	55
166.180	55	173.271	55	178.332	55	184.211	55	189.814	55	193.895	55
166.234	55	173.298	55	178.350	55	184.213	55	189.871	55	193.901	55
166.318	55	173.325	55	178.415	55	184.231	55	189.911	55	193.920	55
166.335	55	173.367	55	178.428	55	184.377	55	189.915	55	194.041	55
166.375	55	173.387	55	178.836	55	184.456	55	190.020	55	194.064	55
166.449	55	173.424	55	178.903	55	184.523	55	190.061	55	194.085	55
166.517	55	173.477	54	178.932	55	184.595	55	190.169	55	194.116	55
166.552	55	173.562	55	179.034	55	184.609	55	190.254	55	194.147	55
166.557	55	173.694	55	179.050	55	184.679	55	190.299	55	194.187	55
166.625	55	173.707	55	179.057	55	184.718	55	190.323	55	194.352	55
166.762	55	173.732	55	179.143	55	184.778	55	190.333	55	194.353	55
166.935	55	173.870	55	179.438	55	184.942	55	190.368	55	194.562	55
166.993	55	173.874	55	179.483	55	184.952	55	190.379	55	194.570	55
167.069	53	173.885	52	179.528	55	185.013	55	190.394	55	194.630	55
167.178	55	173.939	55	179.625	55	185.053	55	190.401	55	194.729	55
167.201	55	174.024	55	179.634	55	185.109	55	190.407	55	194.779	55
167.260	55	174.025	55	179.661	55	185.124	55	190.410	55	194.842	55
167.300	55	174.073	55	179.858	55	185.162	55	190.415	55	194.851	55
167.337	55	174.162	49	179.900	55	185.172	55	190.482	55	194.961	55
167.428	55	174.165	54	179.951	55	185.280	55	190.486	55	195.016	55
167.727	55	174.281	53	179.953	55	185.282	55	190.587	55	195.186	55
167.748	55	174.507	55	180.183	55	185.298	55	190.621	55	195.217	55
167.785	55	174.514	55	180.196	55	185.402	55	190.725	55	195.237	55
168.210	55	174.578	55	180.229	55	185.413	55	190.730	55	195.328	55
168.243	55	174.699	55	180.267	55	185.471	55	190.744	55	195.502	55
168.251	55	174.778	55	180.349	55	185.524	55	190.769	55	195.531	55
168.327	55	174.874	55	180.355	55	185.553	55	190.992	55	195.717	55
168.425	55	174.893	55	180.392	55	185.572	55	191.142	55	195.741	55
168.670	55	174.922	48	180.409	55	185.631	55	191.248	55	195.784	55
168.698	55	174.961	55	180.695	55	185.634	55	191.311	55	195.816	55
168.729	54	174.985	55	180.907	55	185.665	55	191.424	55	195.961	55
168.774	55	174.988	55	180.945	55	185.676	55	191.580	55	196.095	55
168.926	55	175.009	55	181.002	55	185.742	55	191.602	55	196.104	55
168.955	42	175.024	55	181.016	55	185.754	55	191.657	55	196.219	55
168.976	55	175.115	55	181.034	55	185.841	52	191.668	55	196.411	55
168.998	55	175.199	55	181.057	55	185.892	55	191.678	55	196.492	55
169.072	55	175.200	55	181.139	55	186.006	55	191.731	55	196.545	55
169.130	55	175.369	55	181.149	55	186.053	55	191.766	55	196.571	55
169.160	55	175.454	55	181.172	55	186.123	50	191.876	55	196.933	55
169.243	47	175.478	55	181.296	55	186.109	55	192.018	55	196.936	55
169.311	54	175.727	55	181.420	55	186.181	55	192.023	55	196.966	54
169.315	55	175.879	55	181.491	55	186.249	55	192.076	55	196.975	55
169.354	52	175.909	55	181.517	55	186.328	55	192.079	55	196.988	55
169.491	49	175.953	55	181.520	55	186.330	55	192.100	55	197.097	54
169.492	55	176.009	55	181.614	55	186.342	55	192.104	55	197.398	55
169.509	49	176.074	55	181.631	55	186.403	52	192.106	55	197.502	55
169.510	49	176.118	55	181.673	55	186.417	49	192.112	55	197.829	55
169.515	55	176.121	55	181.710	55	186.432	55	192.124	55	197.874	55
				181.751	55	186.473	55	192.256	55		
						186.481	55				

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
197.881	55	198.778	55	199.604	55	200.192	55	201.261	55	201.973	55
197.903	55	198.808	55	199.619	55	200.231	55	201.270	55	201.983	55
197.895	55	198.871	55	199.611	55	200.246	55	201.530	55	202.028	55
198.001	42	198.949	55	199.632	55	200.258	55	201.555	55	202.029	55
198.033	55	198.958	55	199.664	55	200.301	55	201.702	55	202.148	55
198.034	54	199.001	55	199.758	55	200.415	55	201.703	55	202.163	48
198.102	49	199.015	55	199.814	55	200.612	55	201.709	55	202.235	55
198.193	47	199.044	55	199.908	55	200.761	55	201.751	55	202.327	55
198.373	55	199.137	55	199.910	55	200.962	55	201.774	54	202.389	55
198.478	55	199.273	55	199.934	55	200.979	55	201.790	55	202.622	55
198.579	55	199.350	55	200.030	55	201.088	55	201.799	50	202.721	55
198.612	55	199.551	55	200.040	55	201.195	55	201.800	47	202.926	55
198.624	55	199.527	55	200.046	55	201.220	55	201.935	55	203.031	55
198.751	55	199.580	55	200.130	55	201.256	55				

Vingt-cinquième tirage. — Obligations de 500 F 3 0/0 (nos 203.050 à 213.049).

LISTE NUMERIQUE

1° **Des 174 obligations 3 0/0 (1re série) sorties au vingt-cinquième tirage,** fait en séance publique, à **Paris, le 11 février 1955, pour être remboursées à 478 F (net d'impôts), à partir du 2 mai suivant,** chez la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, à Paris;

2° **Des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore présentées au remboursement,** payables également chez la Banque de Paris et des Pays-Bas.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
203.122	55	204.671	55	206.764	55	208.138	55	210.055	55	211.352	55
203.234	55	204.769	55	206.782	55	208.158	55	210.065	55	211.380	55
203.238	55	204.984	55	206.814	55	208.366	55	210.068	55	211.395	55
203.293	55	205.022	55	206.866	55	208.430	55	210.202	55	211.435	55
203.319	55	205.043	55	206.916	55	208.433	55	210.258	55	211.450	55
203.321	55	205.078	55	206.942	55	208.550	55	210.288	55	211.489	55
203.364	55	205.241	55	206.950	55	208.598	55	210.426	55	211.529	55
203.440	55	205.286	55	206.954	55	208.638	55	210.483	55	211.605	55
203.457	55	205.293	55	206.966	55	208.695	55	210.502	55	211.609	55
203.496	55	205.294	55	206.982	55	208.725	55	210.510	55	211.859	55
203.644	55	205.344	55	207.052	55	208.772	55	210.524	55	211.910	55
203.734	55	205.367	55	207.092	55	208.856	55	210.540	55	212.046	55
203.757	55	205.529	55	207.110	55	208.883	55	210.564	55	212.218	55
203.772	55	205.569	55	207.118	55	208.926	55	210.595	55	212.254	55
203.835	55	205.709	55	207.285	55	209.046	55	210.736	55	212.277	55
203.861	55	206.008	55	207.353	55	209.065	55	210.789	55	212.297	55
203.881	55	206.029	55	207.361	55	209.168	55	210.820	55	212.341	55
203.882	55	206.043	55	207.406	55	209.227	55	210.903	55	212.634	55
203.942	55	206.083	53	207.441	55	209.240	55	210.923	55	212.654	55
204.009	55	206.121	55	207.486	55	209.432	55	210.930	55	212.736	55
204.029	55	206.216	55	207.487	55	209.493	55	211.058	55	212.704	55
204.059	55	206.404	55	207.570	55	209.499	55	211.171	55	212.713	55
204.247	55	206.410	55	207.773	55	209.541	55	211.206	55	212.732	55
204.345	55	206.428	55	207.956	55	209.695	55	211.222	55	212.820	55
204.390	55	206.443	55	208.000	55	209.753	55	211.270	55	212.892	55
204.433	55	206.451	55	208.058	53	209.789	55	211.281	55	212.929	55
204.483	55	206.471	55	208.098	55	209.867	55	211.290	55	212.950	55
204.506	55	206.679	52	208.103	55	209.931	55	211.312	55	212.989	55
204.578	55	206.680	52	208.156	55	209.946	55	211.348	55	213.028	55
204.581	55	206.739	55								

DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Joseph Lajus, né le 8 janvier 1896 à Saint-Paul-lès-Dax (Landes), demeurant à Casablanca (Maroc), dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet d'ajouter à son nom patronymique celui de Dussin, de manière à s'appeler à l'avenir Dussin-Lajus.

M. Maurice Izrael, dit Isorel, né le 27 janvier 1903 à Cluj, département de la Transylvanie (Roumanie), demeurant à Fquih-ben-Salah, territoire du Tadla (Maroc), agissant tant en son nom personnel qu'au nom de son fils Jacques-Paul-Henri, né le 2 février 1950 à Marrakech (Maroc), dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Isorel.

Mme Renée-Estelle-Eugénie Malet, veuve de M. René-Hypolite Levy, née le 20 mars 1902 à Doudeville (Seine-Maritime), demeurant à Paris, 59, boulevard Saint-Michel, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Malet.

M. Bourstein (Emile), né le 7 mai 1923 à Paris, demeurant 372, rue Saint-Honoré, Paris, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de son fils mineur, Patrick, né le 10 mars 1944 à Paris, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Boursin ou, subsidiairement, celui de Boursaint.

M. Edgard Pisani, sénateur de la Haute-Marne, né le 9 octobre 1918 à Tunis, demeurant 1, rue Bayard, à Paris, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de son fils mineur, Luc-Albert-Edouard, né à Boulogne-Billancourt le 6 novembre 1953, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet d'adjoindre à son nom patronymique celui de Ferry, qui est celui de son grand-père maternel.

M. Olivero (Mathieu-Etienne), né le 10 janvier 1929 à Uvernet (Basses-Alpes), demeurant à Barcelonnette, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de son fils mineur, Jean-Jacques-César, né le 25 octobre 1954 à Douala (Cameroun), dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Olivier.

AVIS DIVERS

LAMINOIRS et ATELIERS de JEUMONT

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 61.200.000 F

SIÈGE SOCIAL: 42, RUE D'ERQUELINNES, JEUMONT (NORD)

R. C.: Avesnes n° 54-B 68.

Convocation.

MM. les actionnaires de la société anonyme Laminoirs et ateliers de Jeumont sont convoqués en assemblée générale ordinaire au siège social, pour le jeudi 28 avril 1955, à onze heures trente, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant.

ORDRE DU JOUR

1° Rapport du conseil d'administration sur les opérations de l'exercice 1954;
2° Rapports des commissaires sur les comptes du même exercice;
3° Approbation, s'il y a lieu, des comptes et du bilan arrêtés au 31 décembre 1954; quitus aux administrateurs pour leur gestion;
4° Ratification de la nomination d'un administrateur;
5° Approbation à donner, conformément à l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867;
6° Questions diverses.

Les actionnaires sont priés de déposer leurs titres au siège social, 42, rue d'Erquelinnes, à Jeumont, ou au Comptoir du Centre, 5, Grand'Place, à Bruxelles, huit jours au moins avant l'époque fixée pour la réunion.

Le conseil d'administration.

Compania Minera Unificada del Cerro de Potosi

MM. les actionnaires sont avisés que l'assemblée générale ordinaire aura lieu dans les bureaux de la compagnie, à Buenos Aires, le 20 avril 1955, à dix-sept heures trente.

1° Approbation des comptes de l'exercice 1954;
2° Questions diverses.

ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

8 mars 1955. Déclaration à la préfecture d'Orléans. **Société d'éducation populaire et d'action sociale de Saint-Sigismond.** But: éducation populaire et œuvres charitables et sociales dans les paroisses de Saint-Sigismond et Germigny. Siège social: au bourg, à Saint-Sigismond.

8 mars 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Comité pour une action civique et démocratique.** But: grouper des citoyens en vue de poursuivre, dans le cadre des institutions républicaines, une œuvre d'éducation civique et sociale. Siège social: 10, boulevard Poissonnière, Paris.

8 mars 1955. Déclaration à la sous-préfecture de la Tour-du-Pin. **Amicale boule de Saint-Jean-de-Soudain.** But: pratique du sport des boules et organisation des concours. Siège social: café Berger, à Saint-Jean-de-Soudain (Isère).

10 mars 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Vitry-le-François. **Association de la 5e classe.** But: libérer les familles du souci du décorum pour l'ordonnancement des convois funéraires. Siège social: 23, rue Saint-Menge, Vitry-le-François (Marne).

10 mars 1955. Déclaration à la préfecture de Saône-et-Loire. **Foyer rural de Péronne.** But: organisation des loisirs pour la jeunesse. Siège social: foyer rural, à Péronne.

10 mars 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Libourne. **Patronage de l'école publique intercommunale de Carre-Libourne.** But: aider à la fréquentation de l'école. Siège social: école de Carre-Libourne (Gironde).

11 mars 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Langon. **La boule prechacaise.** But: procurer à ses membres des distractions saines; organiser des rencontres avec des sociétés similaires ainsi que des sorties ou excursions. Siège social: le Grand-Hôtel, Prechac (Gironde).

14 mars 1955. Déclaration à la préfecture d'Angers. **Centre d'études radiesthésiques de l'Anjou.** But: étudier des phénomères radiesthésiques au point de vue expérimental. Siège social: 24, rue Saint-Martin, Angers.

14 mars 1955. Déclaration à la préfecture de l'Ardèche. **Comité boulisle de l'Ardèche.** But: pratique du jeu de boules. Siège social: 12, faubourg Pasteur, Aubenas.

14 mars 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Castres. **Centre d'études techniques agricoles de Dourgne.** But: fournir à ses membres les moyens de faciliter la gestion de leur exploitation et d'améliorer la rentabilité de leur travail. Siège social: mairie de Dourgne (Tarn).

14 mars 1955. Déclaration à la préfecture de la Loire. **Club ringérien du chien de défense.** But: dressage du chien de police. Siège social: café du Cercle, 1, pont Lamartine, Rive-de-Gier.

15 mars 1955. Déclaration à la sous-préfecture d'Autun. **La cantine scolaire de Montbelon.** But: procurer les jours de classe un repas sain et substantiel aux élèves des écoles publiques qui le désirent. Siège social: école publique de Montbelon (Saône-et-Loire).

15 mars 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Brive. **Lions-Club de Brive.** But: unir par un lien d'amitié, de solidarité et d'entr'aide des hommes qualifiés et représentatifs des divers milieux professionnels de la cité en leur donnant l'occasion de servir en toutes circonstances l'intérêt général. Siège social: hôtel de l'Etoile, avenue Jean-Jaurès, Brive (Corrèze).

16 mars 1955. Déclaration à la préfecture d'Alger. **Association sportive du centre de formation professionnelle des adultes, constructions métalliques de Maison-Carrée.** But: favoriser la pratique de tous les sports. Siège social: 13-15, avenue Maréchal-Joffre, Maison-Carrée.

19 mars 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Association d'éducation populaire d'aide aux familles.** But: aider les mères de famille surchargées par les naissances ou les maladies. Siège social: rue Jean-Jaurès, Evin-Malmaison (Pas-de-Calais).

21 mars 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Mirande. **Amicale boules mirandaises.** But: pratique du sport bouliste. Siège social: café de la Poste, rue Victor-Hugo, Mirande (Gers).

21 mars 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Lannion. **Association de la cantine scolaire de Ploubezre.** But: gestion et fonctionnement d'une cantine scolaire des écoles publiques et développement des œuvres scolaires et postscolaires. Siège social, mairie de Ploubezre (Côtes-du-Nord).

22 mars 1955. Déclaration à la préfecture de la Creuse. **Association syndicale des chasseurs et propriétaires de la commune de Soubrebost.** But: intensification de la reproduction du gibier par la protection des nichées, le repeuplement, l'élevage, la destruction des nuisibles, la répression du braconnage et l'exploitation rationnelle de la chasse; défense des propriétés et des récoltes. Siège social: mairie de Soubrebost.

22 mars 1955. Déclaration à la préfecture de Melun. **Le Lion de Dammarie-les-Lys.** But: protection, entretien et développement des groupements d'éducation populaire de la paroisse de Dammarie-les-Lys et sauvegarde morale des adultes. Siège social: 149, avenue Foch, presbytère de Dammarie-les-Lys.

22 mars 1955. Déclaration à la préfecture de Melun. **Le Tréteau du lys.** But: propagation du théâtre amateur. Siège social: 93, avenue Foch, chez M. Châtillon, à Dammarie-les-Lys.

23 mars 1955. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Tennis-Sport du Point-du-Jour.** But: pratique du tennis. Siège social: 57, rue des Aqueducs, Lyon.

23 mars 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Romorantin. **Amicale sportive et touristique des sapeurs-pompiers de Nouan-le-Fuzelier.** But: développer le goût des exercices physiques et des sports; former de bons sapeurs, athlétiquement préparés; perfectionner l'instruction individuelle; subvenir aux frais des voyages touristiques et championnats sportifs; accorder des secours aux sapeurs-pompiers et à leurs familles et à la suite de maladies ou d'accidents. Siège social: mairie de Nouan-le-Fuzelier (Loir-et-Cher).

24 mars 1955. Déclaration à la préfecture de Mont-de-Marsan. **Foyer rural de Vielle-Soubiran.** But: groupement de tous les jeunes de la commune pour le développement culturel et physique et relèvement d'une commune déshéritée. Siège social: mairie de Vielle-Soubiran.

24 mars 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Valenciennes. **Avenir de Wallers et environs.** But: société d'instruction et de préparation militaire. Siège social: 40, rue de la Mairie, Wallers (Nord).

24 mars 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Centrale chrétienne de voyages et de documentation.** But: créer des échanges entre les chrétiens. Siège social: 8, rue Pierre-Haret, Paris.

24 mars 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Centre culturel de voyages et de documentation.** But: faciliter les contacts culturels et économiques. Siège social: 8, rue Pierre-Haret, Paris.

25 mars 1955. Déclaration à la sous-préfecture d'Autun. **Association pour la réfection des tombes capitaine Leyton (Georges) et soldat Corniaud (Marcel).** But: remise en état des tombes. Siège social: école de filles, Cussy-en-Morvan (Saône-et-Loire).

26 mars 1955. Déclaration à la préfecture de la Charente. **Union des femmes françaises de la Charente.** But: créer, animer et encourager les œuvres sociales diverses au service des familles et de l'enfance dans les localités. Siège social: 10, rue Massillon, Angoulême.

27 mars 1955. Déclaration à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence. **Les Etourneaux boulistes de Calas.** But: créer un lien de camaraderie entre les boulomanes de notre ville. Siège social: bar Perrin, 1, route Nationale, Cabriès (Bouches-du-Rhône).

29 mars 1955. Déclaration à la préfecture de Marseille. **Association familiale de la Valbarelle.** But: défense morale et physique de la famille. Siège social: 15, boulevard du Parasol, Marseille.

29 mars 1955. Déclaration à la préfecture de Meurthe-et-Moselle. **L'Assemblée évangélique de Nancy.** But: célébration du culte et propagation des doctrines évangéliques. Siège social: 21, rue Montesquieu, Nancy.

29 mars 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Brive. **Société d'éducation populaire de Perpezac-le-Blanc.** But: achat d'immeubles, de terrains, de matériel pouvant permettre l'éducation, l'information technique et l'émancipation intellectuelle et sociale de ses membres. Siège social: mairie de Perpezac-le-Blanc (Corrèze).

29 mars 1955. Déclaration à la préfecture du Puy-de-Dôme. **Comité social du cinéma du Puy-de-Dôme.** But: entr'aide sociale des entreprises de cinéma adhérentes au syndicat des directeurs de cinéma du centre et de leur personnel. Siège social: cinéma « Ambiance », 7, rue Saint-Dominique, Clermont-Ferrand.

29 mars 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Bureau national du petit cabotage français.** But: étude et défense des intérêts économiques et maritimes du petit cabotage national et du cabotage international. Siège social: 56, rue de la Victoire, Paris.

29 mars 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Mamers. **La Fourmi-Cadets.** But: pratique de l'éducation physique et des sports scolaires et postscolaires. Siège social: école publique de garçons, Fresnay-sur-Sarthe (Sarthe).

30 mars 1955. Déclaration à la préfecture d'Alger. **Cercle cynégétique.** But: défense des intérêts cynégétique des adhérents; acquisition du droit de chasse sur des terrains sis dans le département, protection du gibier, repeuplement. Siège social: 26, boulevard Auguste-Comte, Alger.

30 mars 1955. Déclaration à la préfecture de l'Aisne. **Association sportive scolaire « L'Aiglon ».** But: éducation physique et sportive. Siège social: 2, rue Clerjot, Laon.

30 mars 1955. Déclaration à la préfecture de la Sarthe. **Union départementale des délégations cantonales de la Sarthe.** But: resserrer les liens d'estime et de fraternité entre les délégués cantonaux du département, rechercher et appliquer les moyens propres à permettre aux délégués cantonaux de remplir d'une manière efficace leur rôle social, servir de trait d'union entre l'école et la famille, encourager et défendre les instituteurs et institutrices. Siège social: inspection académique, préfecture de la Sarthe, le Mans.

31 mars 1955. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Abattoir-Pétanque.** But: pratique du jeu de boules. Siège social: 115, rue Marcel-Sembat, Bègles.

31 mars 1955. Déclaration à la préfecture de Poitiers. **Association d'éducation populaire « Benassay-Club ».** But: grouper les enfants et les jeunes en vue de leur formation physique, intellectuelle, morale et sociale, professionnelle, musicale et artistique; organiser dans ce but des séances sportives, récréatives, des représentations cinématographiques, des voyages et excursions collectives, des camps et colonies de vacances, des prêts de livres, journaux et illustrés, des cours et conférences éducatives. Siège social: presbytère de Bénassay.

31 mars 1955. Déclaration à la préfecture de Montpellier. **« La Fraternite audoise ».** But: resserrer les liens d'amitié, de camaraderie, entretenir le culte du souvenir du pays natal et de ses institutions folkloriques. Siège social: café des Autobus, 6, cours Gambetta, Montpellier.

31 mars 1955. Déclaration à la préfecture d'Alger. **Amicale du personnel des services pénitentiaires d'Alger.** But: organiser des loisirs, des fêtes et excursions. Siège social: prison civile, boulevard de la Victoire, Alger.

1er avril 1955. Déclaration à la préfecture de l'Allier. **Association des parents d'élèves de l'école maternelle de la Sainte-Famille de Sept-Fons.** But aide morale et matérielle aux familles. Siège social: école de la Sainte-Famille, Sept-Fons, Dompierre-sur-Besbre.

1er avril 1955. Déclaration à la préfecture de la Charente. **Association familiale pour la formation ménagère rurale et professionnelle agricole des jeunes de la région de Jurignac.** But: défendre les droits et intérêts moraux et matériels des familles adhérentes et de toutes les familles. Siège social: au bourg de Jurignac.

1er avril 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Millau. **Association sportive automobile de Millau.** But: développement du sport mécanique automobile. Siège social: bar Cintra, place du Mandarous, Millau (Aveyron).

2 avril 1955. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Association populaire familiale des Brotteaux.** But: grouper les familles du milieu populaire ou de condition ouvrière pour l'étude et la défense de leurs droits et de leurs intérêts matériels et moraux. Siège social: 41, cours Franklin-Roosevelt, Lyon.

2 avril 1955. Déclaration à la préfecture de Pau. **Les Izards de Betharram.** But: promouvoir toutes œuvres d'éducation populaire et colonies de vacances. Siège social: Betharram, à Lestelle-Betharram.

MODIFICATIONS

17 février 1955. Déclaration à la préfecture de police. Le **Groupement des anciens résistants de la Régie autonome des transports parisiens** transfère son siège social du 189, rue de Bercy, Paris, au 123, avenue du Général-Leclerc, Paris.

8 mars 1955. Déclaration à la préfecture de police. **Les Boute-en-train** transfère son siège social du 95, quai Gallieni, à Champigny, au 129, quai Gallieni, à Champigny.

15 mars 1955. Déclaration à la sous-préfecture de Mortagne. **L'Etoile de Bazoches** transfère son siège social de la mairie au presbytère de Bazoches-sur-Hoesne (Orne).

21 mars 1955. Déclaration à la préfecture de la Haute-Loire. La Société de tir de la Haute-Loire change son titre, qui devient **Les Chevaliers tireurs vallaves,** et transfère son siège social du café de la Nouvelle-Poste, avenue de la Gare, le Puy, à la mairie du Puy.

22 mars 1955. Déclaration à la préfecture de police. La Compagnie des conseils fiscaux de France change son titre, qui devient **Ordre des conseils fiscaux de France et d'outre-mer.** Siège social: 48, rue Cardinet, Paris.

ASSOCIATIONS ETRANGERES

MODIFICATIONS

2 avril 1955. Déclaration à la préfecture de police. **American Automobile Association** transfère son siège social du 8, place Vendôme, au 7, rue de la Paix, Paris.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.